



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file *Votre référence*

Our file *Notre référence*

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

if pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

**DÉVELOPPEMENT DU DISCOURS
AUTOGESTIONNAIRE(S) DANS LA PENSÉE
SOCIALE CONTEMPORAINE EN FRANCE
(1960-1980).**

par
Daniel Charbonneau

Thèse déposée à
l'École des études supérieures et de la recherche
en vue de l'obtention de
maîtrise ès arts en sociologie

Directeur: professeur Yvon Thériault

Université d'Ottawa

septembre 1992

© Daniel Charbonneau, Ottawa, Canada, 1993



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file *Votre référence*

Our file *Notre référence*

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-315-82579-0

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

**Développement du discours autogestionnaire(s)
dans la pensée sociale contemporaine
en France (1960-1980).**

Identification d'un problème de départ

Le thème de l'autogestion ne semble plus être actuellement au centre des grands débats politico-intellectuels comme conception alternative d'exercice et de redistribution du pouvoir politique et économique dans la société. Pourquoi? Quel est le sens de cette aphasie?

Objectif du projet

L'objectif général sera de mettre en lumière l'évolution du discours autogestionnaire (théorique et politique) tel qu'il s'est défini en France à partir des années 1960 jusqu'à aujourd'hui.

Question générale

N'y a-t-il pas dans l'évolution du discours autogestionnaire en France un basculement d'une réflexion portée à la question de l'économique et du social dans l'entreprise (démocratie à la base, conseils ouvriers) vers une réflexion portant un intérêt au politique (démocratie parlementaire, participation collective des formes contestatrices, multiplicité des groupes d'autonomies et mouvements sociaux)?

Question principale

En quoi le discours autogestionnaire porte-t-il aujourd'hui une réflexion sur le politique qui est importante ?

Table des Matières

	page
PROLOGUE	
La démarche	i
INTRODUCTION	
Les précurseurs de l'idée autogestionnaire	1
1ière PARTIE: <u>L'ÉMERGENCE DU DISCOURS AUTOGESTIONNAIRE.</u>	
Chap. I – L'autogestion comme alternative à la politique économique du socialisme (1960)	27
A) L'expérience d'autogestion yougoslave.	
B) L'autogestion donnant priorité à la logique globale d'un mode de production.	
2ième PARTIE: <u>ÉLARGISSEMENT DU DISCOURS AUTOGESTIONNAIRE.</u>	
Chap. II – Redéfinition des stratégies politiques et sociales (1970)	69
A) Ascension de l'idée autogestionnaire.	
B) Apogée du <<courant autogestionnaire>>.	
C) Érosion de la référence à l'autogestion.	
Chap. III – L'autogestion comme <<démarche politique d'une gestion du social>> (1980)	144
A) L'impasse du discours démocratique.	
B) Pour un possible <<autogestionnaire>>.	
CONCLUSION	182
BIBLIOGRAPHIE	193

PROLOGUE

La démarche

Il est possible de constater à partir d'une recherche bibliographique ¹ que le terme autogestion a connu un évident regain d'intérêt surtout en France pendant les années 1960-1970.

Sociologues, historiens et autres chercheurs en sciences sociales (incluant certains politiciens et syndicalistes) contribuèrent à enrichir la théorie de l'autogestion et à en diffuser les propositions. En 1977, Alain Guillermin et Yvon Bourdet écrivaient en introduction à un ouvrage pédagogique intitulé Clefs pour l'autogestion:

Le mot <<autogestion>> est relativement récent; il est apparu dans la langue française au début des années 60, et maintenant, non seulement il est largement utilisé par les groupes divers (partis,

¹ Voir, entre autre, <<Autogestion et coopération: bibliographie>>, Annales de l'économie publique, sociale et coopérative, 66e année, No 2, avril-juin 1978, pp. 147-219; O. Corpet, <<Bibliographie de l'autogestion>> in Y. Bourdet, A. Guillermin, Clefs pour l'autogestion, Paris, Seghers, rééd. 1977, pp. 267-285; <<Sur l'autogestion: commentaires bibliographiques>> in Qui a peur de l'autogestion ?, Paris, 10\18, 1978 (Cause commune) pp. 393-436, Montpellier, Centre d'Études de la Coopération et de l'Autogestion, 1978, 51 p.; la bibliographie dans A. Dumas et N. Daures: Théorie économique de l'autogestion, Paris, Éd. du Faubourg 1977 et surtout La bibliographie générale sur l'autogestion (Français et Anglais) 1968-1982, écrite par André Dumas, Centre d'Études de la Coopération et de l'Autogestion, 69 p.

syndicats, groupuscules, cercles d'études) qui en ont fait un <<mot d'ordre>> ou un <<thème de recherches>>, mais son emploi est devenu courant dans <<la grande presse>>, à la radio et à la télévision ².

Aujourd'hui il semble que le terme autogestion, comme concept d'élaboration théorique, ait un intérêt de moindre envergure. En effet, nous pouvons affirmer de façon générale que présentement le mot autogestion n'apparaît que très rarement sinon jamais dans les ouvrages en sciences sociales et dans les masse-médias. En France, là où l'expression a été fortement utilisée, il y a une nette baisse de la fréquence d'énonciation – si non même leur disparition – des thèmes autogestionnaires dans les déclarations politiques tant au niveau des syndicats que des partis politiques. Faut-il en conclure que l'autogestion n'a plus de signification comme concept et encore moins comme pratique?

². Alain Guillerm, Yvon Bourdet, Clefs pour l'Autogestion, Paris, Seghers, 1977, p. 5.

Si les mots ne s'effacent jamais par hasard de la langue, il faut alors s'interroger sur le sens de ce silence. Pour mieux comprendre cette situation, j'utiliserai une approche qui tentera d'expliquer l'évolution des discours ³ dans la pensée sociale contemporaine en France par rapport aux pratiques et aux actions autogestionnaires. Cependant, sans s'attarder à une analyse détaillée des différentes pratiques autogestionnaires qui de loin ou de proche ont ou n'ont pas influencé les discours autogestionnaires en France je tâcherai de contextualiser ces derniers afin de saisir davantage leur porté heuristique. L'intention première de la démarche n'est pas de répertorier les expériences historiques d'autogestion (récits et analyses d'expériences) ni d'étudier les régimes se réclamant de l'autogestion en indiquant dans les deux cas leurs réussites et leurs échecs. Une telle démarche comporterait sans doute les exigences d'une thèse distincte. Ma

³. Le concept de discours doit-être ici entendu au sens large du terme, comme un exposé, un traité théorique et politique. C'est-à-dire que nous choisirons quelques écrits littéraires de nature didactique qui traitent du sujet de l'autogestion et le développent méthodiquement. La principale caractéristique utilisée dans la sélection des discours théoriques et programmatiques bibliographiquement repérables n'est pas basée sur le caractère apologétique de ceux-ci mais davantage sur leur capacité à nous instruire, nous faire comprendre directement l'idée d'autogestion, bref, leur capacité de faire correspondre au concept d'autogestion une idée claire. C'est donc cette idée du discours que nous retiendrons tout au long de cette thèse.

principale préoccupation est de voir comment l'idée d'autogestion articulée dans les principaux discours théorico-politiques (écrits politiques et études théoriques) s'est-elle développée dans la pensée sociale contemporaine en France en soulignant au passage quelques éléments significatifs se situant dans son contexte politico-intellectuel. Par contre, devant l'extrême diversité des interprétations de l'idée d'autogestion (voir note 1 en bas de page) nous nous limiterons aux discours théoriques et programmatiques dits autogestionnaires qui proposent un cadre d'analyse aux projets de transformation sociale, économique et politique comme alternative d'exercice et de redistribution du pouvoir politique et économique dans la société. C'est essentiellement sous cet aspect que l'idée d'autogestion tente de se définir en France pendant la période étudiée (1960-1980). Cette démarche nous conduira à examiner ultérieurement quelles sont les limites des discours autogestionnaires en France en terme de leur adéquation à la réalité. Nous tâcherons de voir jusqu'à quel point les discours autogestionnaires en France peuvent-ils rendre compte de la réalité social et économique qui les sous-tendent, c'est-à-dire de comprendre les obstacles rencontrés pour passer des théories aux pratiques, du dire au faire.

Enfin, l'objectif poursuivi dans cette thèse sera de reconstituer l'itinéraire sinueux d'un débat aussi passionnant que passionné, l'autogestion et de saisir la dynamique politico-intellectuelle large qui rythme ses évolutions. Ce travail s'intéresse principalement au débat tel qu'il s'est déroulé en France pendant trois décennies, 1960, 1970 et 1980. Non pas que la discussion à propos du concept d'autogestion ait été inexistante en dehors de l'«Hexagone». De nombreuses publications prouvent le contraire. Mais par ce que cette discussion autogestionnaire en France fut généralement plus éclatée, elle est également plus difficile à cerner comme un tout unifié.

En effet, soutenue par des projets politiques et syndicaux très divers, expérimentée dans des situations historiques difficilement comparables, utilisée à des fins démagogiques par certaines fractions des classes dominantes, l'idée d'autogestion recouvre un ensemble de significations très différentes, voire parfois totalement opposées⁴. Malgré ces

⁴. Comme nous tâcherons de le souligner au second chapitre, la mise en oeuvre de l'égalité des personnes et de la compossibilité des libertés individuelles et collectives doivent s'accomplir dans une pluralité de démarches et d'expériences qui autorisent

divergences d'opinions et d'expériences ce lieu d'expérimentations et de débats autogestionnaires (la France) fut l'un des endroits où cette idée a réellement eu la chance d'être appliquée dans un projet politique de gouvernement de gauche. Voilà, croyons-nous, pourquoi l'attrait de ce cas français d'autogestion s'avère intéressant.

L'hypothèse intuitive que nous tâcherons d'illustrer est que la notion d'autogestion est double puisqu'elle comporte à la fois un aspect économique, le transfert du pouvoir de décision à tous les membres d'une entreprise et politique, la participation active du citoyen au fonctionnement de la démocratie. Il y a fondamentalement une exigence de décentralisation qui accompagne cette notion d'autogestion. Donc, l'hypothèse générale est de considérer le développement du discours autogestionnaire à partir de deux dimensions distinctes: économique et politique. L'une s'étant développée dans les décennies 1960 et 1970 et l'autre se définissant dans la décennie 1980. Cette dernière décennie posera problème par rapport au sujet qui

l'éclosion des différences, donc, des conflits.

nous préoccupe. Tel que nous le constaterons à la fin du second chapitre il y a en France dans les années 1980 de moins en moins d'intellectuels critiques qui se préoccupent de l'idée d'autogestion entendue comme projet politique, l'aspect programmatique de l'autogestion. Les discours théorico-politiques autogestionnaires se font de plus en plus rares pendant cette période en France mais par contre nous constaterons que les pratiques dites autogestionnaires demeurent. Nous nous questionnerons alors, dans cette perspective d'évolution des discours autogestionnaires, si il existe des discours alternatifs par rapport aux discours développés en France pendant les années 1970?.

La démarche envisagée pour vérifier l'hypothèse énoncée sera de reconstituer l'évolution du discours autogestionnaire à partir des débats théoriques et politiques. Il s'agira de faire en quelque sorte la <<généalogie>> des discours, c'est-à-dire rappeler l'enchaînement des différentes conceptions de l'autogestion. Le concept de généalogie n'est pas ici employé comme une méthode tel que Michel Foucault l'utilise dans

L'ordre du discours, Paris, Gallimard, (1971) et il ne sera pas employé comme cette science qui a pour objet la recherche des filiations. D'un point de vue plus pragmatique nous utilisons cette idée de généalogie au sens large du terme comme exercice de retracer le développement, l'évolution des discours théorico-politiques autogestionnaires à partir d'un lieu et d'une époque. Il s'agit de reconstituer, dans une position d'extériorité, l'histoire d'une idée et plus particulièrement de l'aspect programmatique de l'idée d'autogestion en France pendant les trois décennies et de voir en amont et en aval ces rattachements possibles. Ce travail s'attardera aux discours des auteurs ⁵ ayant directement marqué la tradition autogestionnaire en France depuis les années soixante. Ce travail tentera de mettre en lumière les efforts de théorisation de quelques penseurs ayant faits preuve d'une certaine évolution, d'un certain approfondissement dans leur démarche critique de conceptualisation de l'idée d'autogestion.

⁵. <<Auteur>> est employé non seulement au sens littéraire du terme mais aussi comme <<initiateur, promoteur, responsable>>, Le Petit Robert, 1972, p. 120.

La démarche doit comprendre une étude des différentes définitions de l'autogestion. Il ne suffit pas de décrire et, si une analyse plus poussée confirme qu'en effet l'idée d'autogestion se définit différemment selon les auteurs et l'époque, il reste à l'expliquer.

Dernière remarque concernant la démarche proposée: je tiens comme acquise l'opposition entre <<logique du développement>> qui implique que certains stades d'évolutions présupposent des stades antérieurs et <<dynamique du développement>> qui se réfère à des philosophies de l'histoire impliquant une forme de déterminisme dans l'enchaînement entre les différents stades de développement (Van Parijs, 1991). Il ne sera pas question de <<dynamique du développement>> dans la démarche envisagée, mais seulement de l'éventualité d'une <<logique du développement>> dans des systèmes déterminés. C'est-à-dire que les discours autogestionnaires en France ne s'inscrivent pas dans un contexte de transition nécessaire vers un véritable socialisme démocratique, ou communisme.

- x -

Bref, cette thèse tentera à contextualiser les débats par rapport à la dynamique politico-intellectuelle large pour en arriver à découvrir une évolution plausible.

4

INTRODUCTION

Les précurseurs de l'idée autogestionnaire

Bien que l'intention première de la démarche soit de focaliser sur l'évolution des discours autogestionnaires en France pendant la période 1960–1980, l'idée même d'autogestion s'est enracinée, entre autre, avec la formation de la pensée socialiste comme <<forme politique du mouvement ouvrier>>.

Étymologiquement, autogestion signifie gestion par soi-même, et il y a dans ses postulats l'idée de supprimer tout rapport de subordination ⁶. Cela sous-tend explicitement une attitude de questionnement face à l'organisation du social.

Placée dans une perspective historique l'exigence d'autogestion s'alimente à des sources qui ont jailli au XIX ième siècle. Sans vouloir dresser l'inventaire des <<variétés doctrinales autogestionnaires>>, une

⁶. Dictionnaire encyclopédique Larousse, Paris, Larousse, 1986, p. 1168.

référence à quelques auteurs critiques de cette période clarifie l'idée d'autogestion.

Les doctrines et les oeuvres de Pierre-Joseph Proudhon (1809–1849) et de Karl Marx (1818–1883) vont, dans une certaine mesure, frayer la voie au déploiement des discours autogestionnaires. Tel que rapporté par quelques auteurs-commentateurs expliquant et analysant les oeuvres de Proudhon et Marx, ces précurseurs élaboreront les bases théoriques de l'autogestion. Dans les années 1960 et 1970 en France certains auteurs (Bancal 1970; Langlois 1976; Guérin 1967, Bourdet 1971, etc.) présentant l'idée d'autogestion se réfèrent à certaines idées développées par Proudhon et Marx pour illustrer les fondements théoriques de cette pensée autogestionnaire en effervescence. Ce retour aux sources du socialisme naissant (Proudhon et Marx) veut souligner essentiellement que l'autogestion des années 1960 et 1970 en France se définissait comme alternative à la politique économique du socialisme. Plus particulièrement, c'est à la réalisation concrète, la mise en oeuvre d'un projet de socialisme autogestionnaire que les discours français des années 1960 et 1970 s'affèrent

du moins s'acharner à démontrer sa réalisation virtuelle. De là une possible justification d'une référence à la pensée socialiste naissante pour ainsi saisir davantage ce projet alternatif d'exercice et de redistribution du pouvoir politique et économique dans la société (aspect programmatique de l'autogestion).

Pierre-Joseph Proudhon

Pour le premier de ces penseurs, Proudhon, il paraît difficile de négliger son apport à la théorie de l'autogestion, comme en témoignent les travaux de J. Bancal (1970) Proudhon, pluralisme et autogestion⁷ et de J. Langlois (1976) dans Défense et actualité de Proudhon⁸. J. Bancal voit en Proudhon <<un génie novateur>>, promoteur d'un *fédéralisme autogestionnaire* combinant la <<démocratie mutueliste>> et la <<démocratie politique fédérative>>. Proudhon demeure un théoricien

⁷. J. Bancal, Proudhon, pluralisme et autogestion, Paris, Aubier-Montaigne, 1970, 2 vol.

⁸. J. Langlois, Défense et actualité de Proudhon, Paris, P.B. Payot, 1976.

majeur des sciences sociales par sa fécondité dans la création d'idées nouvelles au sein du mouvement ouvrier. A. Nataf en témoigne dans Le Dictionnaire du Mouvement Ouvrier:

Proudhon "invente" l'autogestion...Apolitisme, mutuelisme revigoré, anarchisme, fédéralisme, ces thèmes feront fortune dans *l'inconscient* du mouvement ouvrier. De son vivant, Proudhon exercera plus que tout autre une influence sur les ouvriers français ⁹.

Cette influence sur les ouvriers français fut également soulignée par Dominique Colas en indiquant que l'«on pourrait retrouver sa descendance (à Proudhon) à travers le syndicalisme révolutionnaire de la fin du XIX ième siècle, si actif en France, jusqu'au P.S.U. (Parti socialiste unifié) de Michel Rocard dans les années 1970 et ses références autogestionnaires» ¹⁰. Tel que nous le soulignerons ultérieurement, cette référence autogestionnaire dans le programme socialiste des années 1970 en France se présentait comme véritable projet d'organisation sociale mobilisant, entre autre, certains partis et syndicats professionnels et bon nombre de groupes en contestation.

⁹. Le Dictionnaire du Mouvement Ouvrier, Paris, Éd. Universitaires, 1970, p. 459.

¹⁰. Dominique Colas, La pensée politique, Paris, Larousse, 1992, p. 478.

Dans l'élaboration d'une conception alternative d'exercice et de redistribution du pouvoir politique dans la société, l'idée d'autogestion chez Proudhon se manifeste par une volonté d'établir une nouvelle organisation sociale. Cette organisation, caractérisée par l'autonomie sociale de la classe ouvrière (des classes ouvrières selon Proudhon) dans la société, sera fondée sur <<l'égalité civile devant la loi>>, l'égalité de fait, par opposition à <<l'égalité politique énoncée par la loi>>. Cette dernière, l'égalité politique, est plutôt fictive, elle reflète une simple convention dans les textes et elle dissimule l'état de fait qui prévaut dans les régimes bourgeois: l'emprise de ceux qui ont la puissance économique sur les affaires collectives. En d'autres termes, la démarche de Proudhon s'affaire à combattre l'illusion du parlementarisme démocratique et le suffrage universel, <<le démocratismes>>: le thème politique de la volonté générale, cher aux républicains purs et durs.

A. Bergounioux et B. Manin indiquent que le socialisme au XIX^{ème} siècle, comme forme politique du mouvement ouvrier, est le résultat d'une construction antinomique entre démocratie formelle ou représentative sous

sa forme parlementaire et démocratie directe. Selon ces auteurs la pensée de Proudhon renferme cette idée que:

...les raisons collectives des groupes socio-économiques s'expriment directement sans avoir recours à la fiction de la volonté générale, donc de la démocratie représentative ¹¹.

En ce sens Proudhon examine une conception plus organique de la démocratie, articulant l'ordre politique sur les réalités économiques et sociales, et ne le faisant plus seulement reposer sur une addition d'opinions et de volontés. Donc, l'idée d'autogestion politique chez Proudhon cherche à incorporer le politique dans le social: << dans la démocratie nouvelle le principe politique devra être identique et adéquat au principe économique >>

¹². Il prône alors une forme de << démocratie sociale >> ou << démocratie mutueliste >> et << fédérative >> selon l'expression de Jean Bancal ¹³. Dans cette perspective, l'autogestion est principe d'organisation sociale.

¹¹. A. Bergounioux, B. Manin, La sociale-démocratie ou le compromis, Paris, PUF, 1979, p. 23.

¹². Pierre-Joseph Proudhon (1848), La capacité politique des classes ouvrières, Paris, Rivière, 1924, p. 64.

¹³. Jean Bancal, Proudhon, pluralisme et autogestion, op., cit., 1970, 2 vol.

Dominique Colas partage cette idée en indiquant que le mutuelisme est le concept central de Proudhon pour décrire son projet: <<socialiste>> ou <<démocratie ouvrière mutueliste>>. Voici dans quel contexte il situe ce rapport de réciprocité entre mutuelisme et autogestion dans l'oeuvre de Proudhon:

En 1848, au moment de la révolution, il fonda une banque d'échange et il consacra dans son dernier ouvrage (publié à titre posthume), la Capacité politique des classes ouvrières [un pluriel à lui seul significatif], [...], de nombreuses pages à exposer le plan d'une société mutuelliste, où l'on peut voir une anticipation de ce qu'on appelle au XX ième siècle l'<<autogestion>> ¹⁴.

Du point de vue de l'économique, Proudhon se fait l'avocat d'un type nouveau de concurrence, basée sur la solidarité entre les différentes communautés de production et de vente. Il développe l'idée d'une société qui s'organise et se gère d'elle-même, indépendamment de l'État, selon les règles de l'économie mutueliste dans une société de nature contractualiste. C'est donc cette idée du mutuelisme économique qui vise à réaliser des associations ouvrières conformes au thème de la mutualité des services qui

¹⁴. Dominique Colas, La pensée politique, op., cit., pp. 476-477.

nous conduit à souligner, avec Daniel Guérin ¹⁵, théoricien anarchiste et Dominique Colas, que Proudhon a été, dès 1848, le promoteur de l'idée <<autogestionnaire>>. Qui doit gérer l'économie? Les travailleurs associés peuvent aux yeux de Proudhon, s'acquitter de cette tâche. Une communauté de travailleurs libres et responsables, est en mesure de gouverner l'industrie.

Les principales contributions de Proudhon à la théorie politique et économique doivent être comprises par sa <<critique du gouvernement légal et son modèle de société dans lequel il a posé les bases du mutuelisme, une société fondée sur l'association où la coopération sociale serait garantie par un État, sans coercition>> ¹⁶. Ce projet du mutuelisme économique se retrouve concentrer dans cette formule lapidaire de Proudhon affirmant que <<l'atelier sera un jour le gouvernement>>. Selon son analyse, les entreprises autogérées peuvent créer un pôle anticapitaliste qui absorbera la

¹⁵. Daniel Guérin, Proudhon et l'Autogestion ouvrière, Bruxelles, Éd. de l'Institut de sociologie, Université libre de Bruxelles, 1967.

¹⁶. Dictionnaire de la pensée politique. Hommes et Idées, Paris, Collection J. Brémond, Hatier, 1989, p. 629.

société tout entière. Il y a en quelque sorte disparition de la politique dans l'économique ou l'économie englobe le politique.

L'aspiration autogestionnaire chez Proudhon, cette idée du mutuelisme économique, s'insère directement dans sa formulation de <<l'autonomie de la société>>. Il exclut tout rapport d'hétéronomie dans une conception d'institution des liens sociaux. C'est ce que souligne Jean Bancal lorsqu'il dit que:

Ce que Proudhon entend par <<autonomie de la société>> est le pouvoir latent et la possibilité réelle que cette société possède de s'organiser et de se gouverner elle-même selon ses propres lois sociologiques, [pour Proudhon, il faut chercher dans la société elle-même les principes de tous les systèmes philosophiques et religieux] – et ceci sans qu'aucun appareil productif ou politique, extérieurs à elle, ne la domine par l'arbitraire de la prépondérance d'un capital ou de l'omnipotence d'un État ¹⁷.

Nous devons souligner que Proudhon est un chaud partisan de l'auto-organisation des agents économiques et contre les détenteurs du titre de propriétaire privé. Pour mieux saisir ce parti-pris, il faut comprendre que selon Proudhon, le principe de propriété privée est négation de la justice.

¹⁷. Jean Bancal, <<Proudhon: une sociologie de l'autogestion>>, in Autogestion, No 5-6, 1968, p. 149.

Il, ce principe, signifie injustice car même si ce principe est reconnu universellement et formellement dans les textes, il existe des injustices civiles, injustices devant l'inégalité des conditions. Proudhon soutient que la propriété est née d'une méconnaissance, une fausse idée des lois spécifiques qui régissent la société en tant que tel: la propriété n'est pas autre chose qu'une <<usurpation>> au profit de quelques-uns. Proudhon soutient que la force collective n'est pas reconnue dans le système de propriété car:

...lorsque vous avez payé les forces collectives individuelles, vous n'avez pas payé la force collective; par conséquent il reste toujours un droit de propriété collective que vous n'avez point acquis, et dont vous jouissez injustement ¹⁸.

Selon Proudhon il est impossible d'isoler la production individuelle et le travail individuel de l'effort collectif de la société. Celle-ci devient seule propriétaire si la propriété était justifiée par le travail. Cette volonté de restaurer la justice civile devant la propriété privée est condensée dans cet adage proudhonien: <<la propriété c'est le vol>>.

¹⁸. M.C. Bouglé et M. Moysset, Proudhon – De la Célébration du Dimanche. Qu'est-ce que la Propriété, Paris, Éd. Rivière, 1926, p. 139.

Dans cette perspective visant à instaurer l'autonomie sociale <<des classes ouvrières>>, Proudhon, partisan de l'auto-organisation des agents économiques, développe l'idée du refus des intermédiaires. Ainsi, les travailleurs pourront s'attribuer la valeur supplémentaire obtenue par leur coopération car, en fait, pour lui, l'économie politique semble, tout entière, se rapporter à un thème: celui de la valeur du travail et de la valeur du seul travail (la condamnation de la propriété touchant évidemment le capital):

Le capital dont-on fait un élément générateur du travail n'est réellement que d'une utilité conventionnelle; que les seuls agents de la production étant l'intelligence et les bras de l'homme, il est dès lors possible d'organiser la production, d'assurer la circulation des produits et leur consommation normale, par le seul fait de la *communication directe des producteurs et des consommateurs*, appelés, par suite de la suppression d'un intermédiaire onéreux et de l'établissement de rapports nouveaux, à recueillir les bénéfices que s'attribue actuellement le capital, ce souverain dominateur du travail, de la vie et des besoins de tous ¹⁹.

D'après lui, les entreprises autogérées constituent <<spontanément>> une société économique, ensemble concret de travaux et de productions qui subordonnera et absorbera le système politique. Cette conception proudhonienne de l'idée d'autogestion poussée à l'extrême permet de

¹⁹. Pierre-Joseph Proudhon (1851) Idée générale de la révolution au XIXe siècle, Paris, Éd. Rivière, 1926, p. 164.

concevoir une société autogérée sans État. Tel que l'a souligné, *ex abrupto*, Oscar Jàsz, Proudhon se fait le défenseur de la <<spontanéité du social>>²⁰ et l'adversaire du libéralisme démocratique de type bourgeois:

Proudhon believed that the producers, liberated from the bondage of capital, would form spontaneous associations and would exchange their products on the basis of labor value; that government would thus be supplanted by the economic organism; and that this would lead to true industrial democracy (Proudhon was perhaps first to use

²⁰. Dans la pensée politique de Proudhon et Marx, la spontanéité du social fait référence à une modalité d'institutionnalisation de la communauté politique par un surgissement d'une communauté politique à travers l'union des raisons individuelles (l'utopie démocratique). C'est en d'autres termes la <<volonté générale>>, selon les mots de Jean-Jacques Rousseau. Proudhon et Marx proposent <<la vraie>> vision de l'action historique du prolétariat, action qui s'effectuera à l'initiative de ce dernier mais cette action historique est guidée par les lois de l'Histoire (Marx) ou de l'Ordre (Proudhon) mais toujours à l'initiative-spontanée, naturelle et essentielle du prolétariat. Donc, la spontanéité du social, la spontanéité de l'action politique du prolétariat ne doit pas être interprétée dans ce contexte comme démarche laïque d'expliquer l'institution logique du social par le social. Guillermin et Bourdet (1977:83) éclaircissent cette idée de spontanéité chez Marx: <<Un être est <<spontané>> lorsqu'il se détermine librement selon ses propres normes, sans subir aucune contrainte étrangère. De la sorte, lorsque le prolétariat comprend son exploitation et son asservissement par la bourgeoisie, cette simple saisie des relations opprimantes est aussitôt une protestation contre cette misère évitable; c'est pourquoi le mouvement prolétarien est, pour Marx (et Proudhon), un mouvement spontané, en ce sens que *la compréhension de l'injustice se fait chair* (s'incarne) et devient une protestation vivante contre cette injustice, sans intermédiaire, sans l'intercession de l'appareil d'un parti dit d'avant-garde, sans être conduits par des <<révolutionnaires professionnels>>. C'est donc en ce sens que Marx se référait à l'auto-émancipation de la classe ouvrière et que Proudhon croyait que les raisons collectives s'affirment directement et selon sa formulation de l'autonomie de la société peuvent se gouverner elles-mêmes selon leurs propres lois sociologiques (l'auto-organisation des agents économiques).

this term), without which political democracy would always remain a farce ²¹.

En fait, et comme le souligne encore une fois Dominique Colas cette conception autogestionnaire de l'organisation sociale <<apparaît dans un système complexe où n'existe pas de commande centrale, qui s'imposerait et s'opposerait à la spontanéité, mais où existent des ajustements, des régulations>>.

C'est dans De la Création de l'ordre dans l'humanité, ou Principes d'organisation politique, (1843), que Proudhon élabore les principes de base d'une autogestion de la société fondés sur cette absence de <<commande centrale>> (centralisation étatique). L'idée d'ordre peut sembler surprenante pour quelqu'un qui se déclare <<anarchiste>> ²²; mais ce n'est qu'en apparence que cette idée pose problème. Selon Proudhon <<anarchie>> ne signifie jamais <<désordre>>, mais seulement <<absence de gouvernement>>. Elle est négation de l'autorité politique, <<négation de

²¹. Oscar Jàsz, Encyclopaedia of the Social Sciences, London, p. 195.

²². Ier Mémoire 1839, pp.134, 146, 339; IIIe Mémoire 1841, p.263. Anarchisme du grec *anarkhia*, absence de commandement.

souveraineté>>²³ dans la mesure où celle-ci est conçue comme extérieur au corps social, donc dommageable à l'«ordre véritable». C'est la possibilité d'une autogestion du social indépendamment de l'État politique car toujours selon Proudhon «l'État, c'est le mutisme constitutionnel du peuple».

Cette convoitise de découvrir les lois de l'ORDRE, d'asseoir la société sur des assises solides ne doivent pas surprendre outre-mesure car il était chose courante à cette époque. Toute la première partie du XIX ième siècle est en effet dominée par un événement immense: la Révolution française de 1789. Un monde venait de s'écrouler et les constitutions se succédaient. En utilisant les journaux de l'époque, les mémoires, les correspondances, Jacques Rancière met en scène dans La nuit des prolétaires, Paris, Fayard, (1981), des dizaines d'ouvrières et d'ouvriers, aux destins très divers, la plupart obscurs, quelque fois séduits par des perspectives Saint-simoniennes ou Fourriéristes. Jacques Rancière ne prétend pas retracer des destinés exemplaires. Selon l'auteur, le plus grand nombre de personnages a ce petit

²³. IIIe Mémoire, op., cit., p.263, en note.

grain de génie ou de folie leur permettant d'imaginer autre chose que ce capitalisme libéral qui leur impose de rudes conditions de survie.

Devant cette situation de <<crise>>, Proudhon n'était pas le seul à vouloir chercher le secret de l'Ordre: <<Saint Simon pensait l'avoir trouvé dans la loi de <<gravitation universelle>>; Fourier dans l'<<attraction passionnelle>>; Cabet dans un *Nouveau Christianisme*; tandis que les <<économistes>> héritiers des physiocrates étaient persuadés que l'Ordre résulterait nécessairement de l'application stricte du dogme libéral: *Laissez faire, Laissez passer*>>²⁴.

Donc, il y a dans la pensée de Proudhon cette formulation théorique d'un socialisme utopique considérant avant tout la démocratie formelle comme un leurre. Le suffrage universel n'avait, selon Proudhon, aucune valeur en soi. Les <<classes ouvrières>> doivent avant tout réaliser la transformation sociale sur elles-mêmes, par le développement d'institutions propres (mutuelisme, etc.). Enfin, l'idée d'autogestion défendue par

²⁴. Hauptman, Pierre, Pierre-Joseph Proudhon Sa vie et sa pensée (1809-1849), Bibliothèque des Archives de Philosophie, Paris, Beauchesne, 1982, p. 655.

Proudhon doit être comprise dans une perspective de démocratie ouvrière comme recherche d'une nouvelle organisation sociale fondée sur l'autonomie des <<classes ouvrières>>²⁵.

Il est entendu que ces idées furent débattues à l'époque entre certains intellectuels critiques. Par exemple, en mai 1846, Marx invitait Proudhon à se joindre à un réseau de correspondants socialistes, ce qui serait très utile <<au moment de l'action>>. Proudhon, sans refuser absolument cet appel, lui répondit en faisant preuve <<d'un anti-dogmatisme économique presque absolu>>. Proudhon déclarait <<ne tombons pas dans la contradiction de votre compatriote Martin Luther, qui, après avoir renversé la théologie catholique, se mit aussitôt, à grand renfort d'excommunications et d'anathèmes, à fonder une théologie protestante>>. Proudhon affirmait qu'il ne posait pas <<l'action révolutionnaire comme moyen de réforme sociale>>, car ce serait un appel à la force, à l'arbitraire et il déclarait qu'il préférerait <<faire brûler la Propriété à petits feux>> à une Sainte-Barthélemy

²⁵. Sa contribution ne fait cependant pas l'unanimité et cela s'explique par les hésitations continuelles de sa pensée. Rares sont en effet les questions fondamentales sur lesquelles Proudhon n'a pas émis deux points de vue contradictoires. Voir à ce sujet Daniel Guérin, Proudhon: oui et non, Paris, Gallimard, 1978.

des propriétaires ²⁶. Marx rétorquera quelques mois après en publiant le Système de contradictions économiques ou Philosophie de la Misère formulant la première version du matérialisme historique (la détermination de l'histoire par les conditions matérielles de production et de reproduction de la vie).

Karl Marx

Placée dans cette perspective historique décrite par Pierre Hautman, la doctrine de Marx se situe dans le développement de la thèse que les hommes font leur propre histoire, sur la base des conditions données, héritées du passé. On peut trouver dans les écrits de Marx de nombreux passages défendant le principe de l'auto-émancipation des travailleurs et appelant la construction d'un système social autogestionnaire. Marx développe l'idée de l'«autogouvernement des travailleurs associés» dans le communisme. L'idée d'autogestion chez Marx peut être comprise dans

²⁶. Proudhon, lettre à Marx du 17 mai 1846 in Proudhon, Philosophie de la misère, Collection Anarchiste, tome III, p. 324.

cette formule: l'«émancipation de la classe ouvrière doit être l'oeuvre de la classe ouvrière elle-même». Comme l'explique Yvon Bourdet ²⁷, bien que Marx n'ait jamais employé le terme autogestion il s'intéresse au fait historique que ce mot désigne et qu'on appelait alors «les coopératives de production». L'on retrouve dans l'analyse marxiste du mouvement coopératif l'énoncé des conditions de développement et de structuration d'une organisation coopérative, égalitaire et généralisée de la société liée étroitement à la destruction de l'État qui anticipait selon Y. Bourdet ²⁸ «l'autogestion généralisée». Toujours selon Y. Bourdet, c'est dans le Manifeste communiste, que Marx définit, en quelque sorte, une société autogérée:

L'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses conflits de classes, fait place à une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous ²⁹.

Marx explique le potentiel d'auto-émancipation de la classe ouvrière qui peut autogérer son combat et la production afin de supprimer l'aliénation et

²⁷. Y. Bourdet, Autogestion et Socialisme, No 15, mars 1971, pp. 83-112.

²⁸. Y. Bourdet, Pour l'autogestion, Paris, Anthropos, 1974, (rééd. 1977).

²⁹. Karl Marx, Manifeste communiste, Paris, Pléiade, p. 183.

l'exploitation. Selon cette prémisse, l'autogestion des luttes est une condition de l'autogestion de la production et réciproquement. Notons que Marx a souvent encouragé les mouvements spontanés d'auto-organisation de la classe ouvrière. De même a-t-il constamment soutenu l'organisation des coopératives de consommation et de production. Ainsi, dans le livre I du *Capital* ³⁰, puis dans le livre III ³¹ Marx cite la *Society of Equitable Pioneers*, fondée en 1844, par des disciples de Robert Owen, à Rochdale, dans les environs de Manchester. Suite à ces premières coopératives ouvrières de production et sur les questions de tentatives d'auto-organisation, Marx prend position sans ambages:

Nous reconnaissons le mouvement coopératif comme une des forces transformatrices de la société présente, fondée sur l'antagonisme des classes. Son grand mérite est de montrer pratiquement que le système actuel de subordination du travail au capital, despotique et paupérisateur, peut être supplanté par le système républicain de l'association des producteurs libres et égaux ³².

La question fondamentale est celle du contrôle effectif sur les conditions de production et sur le produit. Il y a exploitation au sens de Marx, si le

³⁰. Pléiade, I, p. 870.

³¹. Pléiade, II, p. 913.

³². Marx, *Oeuvres*, Économie, tome 1, p. 1469.

travailleur immédiat est dépourvu de tout pouvoir décisionnel sur le mode d'exercice de son travail, ainsi que sur le résultat de celui-ci. Mais dans la logique de l'analyse marxienne, cette <<brèche>>, la mise en autogestion de la production, doit s'effectuer au niveau national, ce qui implique la destruction de l'État. Selon Marx, cet objectif sera atteint lorsque la classe ouvrière pourra conquérir le pouvoir politique et cette conquête du pouvoir politique doit être faite par la classe ouvrière constituée en parti ³³. Mais, nous croyons que cette émancipation politique, cette idée d'autonomie de la classe ouvrière au niveau politique n'est que le moyen pour atteindre la libération économique. Nous devons souligner que Marx s'il défend le principe d'une étape intermédiaire entre le capitalisme et le communisme où existe encore l'État sous la forme de la dictature du prolétariat, défend aussi (provisoirement) la légitimité de l'organisation et de l'autorité. Mais quel est

³³. Par exemple, la Commune de Paris fut célébrée par Marx comme la <<forme politique, enfin trouvée>> de l'auto-émancipation. Dès 1870, sous la Commune, le peuple prend en main la gestion de ses affaires et les ouvriers projettent de mettre en <<autogestion>> les entreprises abandonnées. Dominique Colas soutient que si on peut considérer que Marx rallie d'une certaine façon les thèses proudhoniennes quand il fait l'éloge de la Commune de Paris, prototype de la dictature du prolétariat, <<il est clair qu'il tire plus les leçons de l'histoire réelle pour son propre compte qu'il n'intègre la doctrine proudhonienne de la décentralisation autogestionnaire radicale>> in Dominique Colas, La pensée politique, op., cit., p. 480.

le sens et la portée de cette émancipation, de ce caractère étatique de prise de pouvoir chez Marx? A. Bergounioux et B. Manin précisent que Marx lui-même:

...n'a jamais envisagé que des alliances tactiques et éphémères avec les mouvements démocratiques, dont il estimait que, dans l'état présent d'inégalité sociale, la place était nécessairement aux côtés des forces d'oppression, le suffrage universel dissimulant aux yeux mêmes des citoyens la réalité de la lutte des classes ³⁴.

Bien que Marx, soutiennent ces deux auteurs, se montre dans de nombreux textes <<favorables à ces revendications>>, (liberté de presse, d'association, de réunion, suffrage universel, etc., [défense des conditions de travail, assurance d'un minimum de droits politiques]), nous ne pouvons pas conclure pour autant qu'il était étatiste ou démocrate. Car cette reconnaissance de certains principes de démocratie formelle signifie avant tout l'autonomie ouvrière au niveau politique dans une perspective de revendication démocratique tactique pour <<une>> stratégie révolutionnaire: c'est-à-dire revendication démocratique au niveau politique comme moyen et non comme fin. Dans ce contexte il faut comprendre que Marx <<donne une définition extensive du parti et insiste sur la dynamique spontanée de

³⁴. A. Bergounioux, B. Manin, La sociale-démocratie ou le compromis, Paris, PUF, p. 8.

la formation de la conscience de classe>> ³⁵. Donc, Marx plus que Proudhon nous propose une définition limitative de l'idée d'autogestion: comme prémisses autogestionnaires, le premier insiste sur la nécessité de l'autonomie politique de la classe ouvrière constituée en parti afin d'assurer l'auto-émancipation du prolétariat et l'autre mettant davantage l'accent sur l'autonomie économique <<des classes ouvrières>> afin de construire un pôle pouvant se substituer à l'État bourgeois.

Ces deux précurseurs de l'idée autogestionnaire (Proudhon et Marx) critiquent la démocratie parlementaire. Ils la considéraient comme étant purement formelle car, selon eux, cette démocratie n'assure pas véritablement le pouvoir du peuple mais seulement celui de la bourgeoisie, elle est donc un leurre. Proudhon et Marx, refusent que l'État et la souveraineté soient identifiés (et c'est pourquoi ils rejettent en dernière analyse les modèles démocratiques ou républicains) pour imaginer une

³⁵. Dominique Colas, *La pensée politique*, op., cit.,. Il indique que: <<Pour Marx, à ce moment, [création de l'Association internationale des travailleurs, 1864], le parti des communistes n'était nullement une organisation ni un appareil institutionnalisés avec status, cartes et secrétaire général, et exclusion mais le parti était l'ensemble de ceux qui se reconnaissaient dans le programme des communistes et même l'ensemble des ouvriers révolutionnaires>>, p. 500.

répartition différenciée, disons une distribution plurielle, un pouvoir qui met un terme à la souveraineté politique à prétention universelle, c'est-à-dire au monopole étatique centralisé. Proudhon écrivait: <<la réforme sociale ne sortira jamais de la réforme politique>>. Marx croyait que <<le suffrage universel dissimulait aux yeux des citoyens la réalité de la lutte des classes>>. Dans la pensée autogestionnaire naissante, les discours de Proudhon et de Marx se caractérisent par une même reconnaissance du <<social>>, par un retour à la <<spontanéité du social>>³⁶ (l'initiative du prolétariat guidée par les lois de l'Ordre ou de l'Histoire³⁷) et par un même refus des principes de la représentativité politique. Enfin, Proudhon et Marx

³⁶. Marx dans le Manifeste du parti communiste conçoit la conscience de classe comme étant un produit de la lutte des classes car pour Marx, rappelons-le, la conscience de classe est autoengendrée: elle naît de l'autoaffirmation de la classe dans son opposition conflictuelle avec la bourgeoisie. Lénine a rompu avec ce Marx-là au profit d'une théorie qui faisait de la classe et de la conscience de classe le produit de l'entreprise délibérée du parti organisateur des ouvriers et détenteur de la vérité. Inutile de préciser que les racines théoriques de la <<spontanéité autogestionnaire>> dont il est question ici relève davantage de la conception de Marx que de celle de Lénine. Sur la spécificité de la conception léniniste du parti voir Dominique Colas, Le Léninisme, Philosophie et sociologie politique du léninisme, Paris, PUF, 1982.

³⁷. La <<spontanéité>> dont il est question ici n'est la *grève de masse*, acte par lequel s'exprime, selon Rosa Luxembourg, cette spontanéité. Elle croyait que c'est au cours de telle grève que les ouvriers créent de nouvelles institutions (syndicats nouveaux, comités, conseils) qui supplantent les vieilles institutions du mouvements ouvriers, le *parti* et les *syndicats* traditionnels.

portent une réflexion sur de grands principes autogestionnaires dont nous retrouverons développés de façon plus systématique dans certaines théories critiques du marxisme au XX ième siècle (voir Cornelius Castoriadis par exemple).

Ce survol des premières réflexions socialistes ne prétendent pas soutenir qu'une théorie de l'autogestion préexiste chez quelques penseurs du XIX ième siècle ni même vouloir attribuer la paternité de l'autogestion à Proudhon et/ou à Marx. Ce portrait veut simplement signaler à titre d'introduction historique la contribution conceptuelle d'«<intellectuels critiques>> à la mise en forme de l'idée d'autogestion ³⁸. Les doctrines et

³⁸. L'apport des différents courants de pensée à cette étape de conception de l'idée n'a évidemment pas été mené ici de façon exhaustive. La contribution de l'église catholique et du mouvement coopératif a déjà été évoquée avec Philippe Buchez. Nous aurions pu citer aussi des auteurs comme La Tour du Pin ou Albert De Mun et la fameuse encyclique du pape Léon XIII <<*Rerum Novarum*>> (1891) favorable à l'idée de la participation ouvrière à la gestion. En France l'idée d'autogestion a été aussi lancée et soutenue par le PSU et la CFDT. Cette centrale syndicale, qui avait modifié son sigle (anciennement CFTC, Confédération française des travailleurs chrétiens de tendance chrétienne sociale) pour effacer toute référence explicite à la religion chrétienne, trouva dans et par l'autogestion, le fondement théorique d'une doctrine socialiste originale ou qui, du moins assurait sa spécificité face à la CGT. L'importance du thème de l'association et de la participation se retrouve dans les textes du congrès de 1949 de la CFTC. Dominique Colas, op., cit., renvoie cette affiliation chrétienne à l'autogestion de Proudhon: <<On comprend, du reste, la présence dans les

traditions diverses issues de Proudhon et de Marx délimitent l'essentiel des débats politico-autogestionnaires nés des interrogations du XIX ième siècle sur la révolution sociale et politique.

À partir de ces quelques réflexions préliminaires nous tâcherons de démontrer que l'évolution de l'idée autogestionnaire doit être saisie dans le contexte politico-intellectuel du socialisme comme conception alternative d'exercice et de redistribution du pouvoir politique et économique dans la société. Les racines étymologiques du terme traduisent un désir de prise en charge par les gens de leurs propres affaires. Il y a donc bel et bien une affirmation de l'aptitude des gens à s'organiser collectivement dans les diverses institutions sociales qui sous-tend explicitement une attitude de questionnement face à l'organisation du social.

courants autogestionnaires, du moins en France, de nombreux militants d'origine catholiques: le principe organisationnel du socialisme proudhonien (gouvernement par soi-même, à leur propre échelon, d'unités de tailles différentes, de l'individu aux États fédérés) ressemble, par sa forme, à la doctrine catholique de la <<subsidiarité>> qui voudrait qu'aucune circonscription religieuse (et, par extension, politique, administrative ou politique) n'accapare ce qu'une circonscription de rang inférieur peut prendre en charge (l'évêché ne prendra pas en charge ce que la paroisse peut mettre en oeuvre ou l'État ce que la région peut réaliser).

Au début des années 1960 en France, années de profond questionnement face à l'organisation du social, l'autogestion commença à faire l'objet de quelques recherches sociologiques et le mot apparut dans des articles sur la Yougoslavie. La première partie de cette thèse nous rappellera que les conditions d'émergence et de développement de la référence autogestionnaire en France au XX ième siècle favoriseront l'élaboration d'une alternative à la politique économique du socialisme tel que le mode de gestion des entreprises yougoslaves.

**1ière Partie: L'ÉMERGENCE³⁹ DU DISCOURS
AUTOGESTIONNAIRE EN FRANCE.**

Chap. I – L'Autogestion comme alternative à la politique économique du socialisme (1960).

A) L'expérience d'autogestion yougoslave.

Depuis les années 1920 (et la montée du mouvement communiste en Europe) et plus particulièrement à la suite de la crise économique des années 1930, le système capitaliste a été l'objet de remises en question plus ou moins radicales, d'alternatives ou de projets de société. Les diverses tentatives de rupture avec le capitalisme ont donné naissance au système du <<socialisme étatique>> au sort duquel se sont lié, la plupart des mouvements ouvriers des pays capitalistes ⁴⁰.

³⁹. Le mot émergence est défini comme: <<2 *Opt.* (1720; angl. *emergent*). Qui sort d'un milieu après l'avoir traversé. *Petit Robert*, Paris, 1978, p. 625.>> Après avoir traversé le XIX ième siècle comme une idée du socialisme utopique misant sur la spontanéité du social et sur le refus des principes de la représentativité du politique l'idée d'autogestion apparaît de nouveau au XX ième siècle dans la pensée sociale yougoslave comme alternative à la politique économique du socialisme.

⁴⁰ Mis à part ces tentatives de rupture, il est nécessaire d'évoquer le développement en France des courants socialistes réformistes dont les propositions ont contribué à maintenir vivante l'aspiration à la gestion ouvrière. Le mouvement des coopératives de production qui a perpétué en théorie et en pratique les idées de Buchez. La théorie de l'économie coopérative a notamment été enrichie par l'universitaire Charles Gide, dont

L'initiative par les communistes yougoslaves dans les années 1950 de bâtir une société autogestionnaire a ouvert de nouvelles perspectives. L'expérience autogestionnaire yougoslave se présentait comme une réponse originale face aux difficultés rencontrées par les systèmes <<étatiques>> capitaliste et socialiste. Cette expérience participait ainsi au re-nouveau de l'idée d'autogestion.

Le mot *autogestion* ⁴¹ n'est devenu d'usage courant, en France, qu'au début des années 60 ⁴². Ce terme est la traduction française directe d'une expression qui désigne les formes d'organisation des unités de productions et des activités sociales introduites en Yougoslavie dans les années 1950.

les analyses demeurent proches de l'expérience pratique. Le mérite de ces courants réformistes est donc d'avoir contribué à perpétuer des idées favorables à la gestion ouvrière.

⁴¹. Le Petit Robert, définit l'autogestion comme: *n. f.* (1960; de *auto-* et *gestion*). Gestion d'une entreprise par le personnel (direction et conseil de gestion), 1973, p. 121.

⁴². Il est certes possible de trouver des déclarations moins anciennes que Proudhon et Marx qui étaient restées isolées et sans retentissement social, voir, par exemple, l'emploi du mot <<autogestion>> par E. Vaillant, en 1910, au cours du 7e congrès de la S.F.I.O. Cité dans Autogestion et Socialisme, Nos 37-38, avril 1977, pp. 167-168.

En effet l'idée d'autogestion avait à cette époque en France une signification délimitée faisant référence à ce néologisme décalqué du serbo-croate, *Samoulpravdie*, employé pour qualifier le mode de gestion des entreprises yougoslaves. Ce point d'ancrage idéologique s'élabore avec la manifestation de ce modèle positif.

L'attention privilégiée accordée par certains auteurs français à ce pays entre 1950 et 1970 repose sur deux faits convergents: l'un théorique et l'autre pratique. Tout d'abord, l'introduction de l'autogestion comme pratique sociale fut introduite comme résultante du schisme titiste. Tito, en rupture avec le stalinisme, se retire du camp soviétique sans pour autant renoncer à se réclamer du socialisme. Cela signifiait que le socialisme comme théorie politique n'était pas pur et parfait, il pouvait donc changer, faire preuve de propositions nouvelles. Il déclare dans un discours prononcé le 26 juin 1950 devant l'Assemblée nationale de la République fédérale de Yougoslavie:

Les ouvriers n'ont pas à l'heure actuelle la moindre part à la direction des entreprises: elle est exercée par des directeurs qui ont été nommés par l'État, qui sont donc des fonctionnaires...Ainsi les dirigeants soviétiques n'ont pas, jusqu'à l'heure actuelle, accompli l'un

des actes les plus caractéristiques d'un pays socialiste, le transfert de la gestion des usines et des autres entreprises industrielles des mains de l'État aux mains des ouvriers ⁴³.

L'application concrète des pratiques autogestionnaires à partir de 1950 ⁴⁴ suscite ensuite l'intérêt porté à l'expérience yougoslave. Dans les années 50, l'autogestion yougoslave concerne d'abord la gestion d'une entreprise, et singulièrement le pouvoir et les mécanismes de décision à l'intérieur de l'entreprise. Le fonctionnement du système repose sur la distinction des pouvoirs du collectif ouvrier réunissant l'ensemble du personnel. Le collectif ouvrier a le pouvoir suprême dans l'entreprise, il élit le conseil ouvrier qui est l'organe prenant en charge la gestion de l'entreprise. Le conseil ouvrier élit le comité de direction (ou de gestion) et le directeur (seulement depuis 1965) qui détient et exerce le pouvoir exécutif dans l'entreprise et est le lien de celle-ci avec la commune, échelon de base de l'organisation politique. Les expériences éphémères non seulement

⁴³. Cité dans H. Avron, L'autogestion, Paris, PUF, 1980, p. 62.

⁴⁴. C'est le 30 juin 1950 qu'est promulguée en Yougoslavie la première loi sur les conseils ouvriers.

yougoslave ⁴⁵ mais aussi algérienne ⁴⁶ et tchécoslovaque, entres autres, attestent ainsi l'ancrage historique de l'autogestion en tant que mode de gestion de la production (comme alternative à la politique économique du socialisme).

Au delà des différentes formes historiques à partir desquelles l'autogestion s'est manifestée, il y a dans les discours autogestionnaires (voir par exemple les expériences yougoslave et algérienne entre autre) essentiellement cette reconnaissance et affirmation des individus ayant une

⁴⁵. Voir une analyse détaillée des difficultés pratiques et politiques de l'expérience yougoslave d'autogestion dans Où va l'autogestion yougoslave ?, de Albert Meister, Paris, Éd. Anthropos, 1970. Cette ouvrage de Meister constate que <<les fonctions oppressives de l'État, armée, police, sont bien loin d'avoir été touchées par le "virus démocratique". Tout au sommet, l'homme providentiel [Tito] conserve son pouvoir absolu>>. Un autre ouvrage dresse un bilan démythologisant de cette même expérience d'autogestion: J.L. Laville, L. Tadie, S. Drakulic et autres, Les habits neufs du Président Tito, Paris, Éd. Privat, 1981.

⁴⁶. En Algérie, l'autogestion est légalisée en octobre 1962. L'ordonnance du 22 octobre 1962 reconnaît les comités de gestion pour l'agriculture, celle du 23 octobre 1962 les comités des entreprises industrielles. Les décrets des 22 et 28 mars 1963 fixent le cadre officiel et juridique de cette autogestion. L'aspiration autogestionnaire est partiellement brisée par le coup d'État militaire du 19 juin 1965 qui aboutit à l'évincement de Ben Bella par Boumedienne. <<Action spontanée des masses laborieuses>> l'autogestion algérienne peut avoir influencé l'imaginaire politique français de l'époque particulièrement ceux et celles qui avaient scutenu la lutte de libération nationale des Algériens.

capacité autonome de prise en charge et d'organisation du pouvoir politique et économique dans la société et notamment dans l'entreprise.

Les premières réflexions théoriques sur l'autogestion en France feront référence à cette expérience yougoslave ayant comme toile de fond commune une série de refus qui se définissait essentiellement par ses oppositions au capitalisme, à l'État et surtout au stalinisme. Pour expliquer l'émergence du discours autogestionnaire en France il faut comprendre qu'un *espace* avait été préalablement ouvert: crise du stalinisme et nécessité de trouver une solution socialiste à l'ébranlement du socialisme. Il y avait en principe dans les expériences et discours autogestionnaires de type yougoslave une condamnation du bureaucratisme comme mode de gestion du socialisme, du modèle bolchévique de la révolution soviétique et des expériences social-démocrates de changement social. Dans l'espace idéologique des années 50, dominé par des cultures politiques autoritaires, l'autogestion apparaît en réaction à celles-ci comme alternative à la politique <<économique>> et <<étatique>> du socialisme. Dans son interprétation utopiste, l'autogestion se donne comme un modèle alternatif de socialisme,

comme projet global de reconstruction de la société (l'autogestion généralisée), vigoureusement démarquée des diverses variétés de socialisme et de capitalisme existants. Dans cette période d'émergence, c'est ce projet positif qui sera décrit à travers divers auteurs.

B) L'autogestion donnant priorité à la logique globale d'un mode de production.

On découvre dans cette période d'émergence, après une phase où le centralisme planificateur l'avait étouffée, l'«autogestion» comme principe et comme objectif du socialisme. Cette période est celle d'une profonde remise en cause des schémas institués en même temps que celle de l'élaboration d'une autre manière de penser la société et sa transformation révolutionnaire ⁴⁷. Les difficultés croissantes rencontrées, à l'époque, par les deux grands systèmes économiques dominants à l'échelle mondiale, le

⁴⁷. Voir, par exemple André Gorz, Réforme et révolution, Paris, Seuil, 1969 ou bien pour un aperçu plus général sur ces différents courants le livre de Richard Gombin, Les origines du Gauchisme, Paris, Seuil, 1971.

capitalisme et le <<socialisme étatique>>, invitent à la recherche d'une nouvelle organisation sociale. Cette nouvelle situation favorise l'idée d'autogestion qui pouvait représenter, à travers l'expérience yougoslave, une démarche possible de changement. Ces *refus* initiaux allaient rapidement se muer en une force de propositions dont l'autogestion sera l'axe principal, le fer de lance. En d'autres termes, aux yeux des théoriciens critiques (Cornelius Castoriadis par exemple), le projet de transformation sociale autogestionnaire était potentiellement concrétisable (une <<utopie possible>>) suite à l'existence des expériences historiques d'autogestion.

L'autogestion, envisagée comme modèle de société différente, radicalement incompatible avec les modèles de sociétés capitaliste et technocratique, se présente ainsi de façon constante sous deux traits concomitants: celui de la socialisation du mode de production et celui de la socialisation de l'exercice du pouvoir. Fustigeant la démocratie formelle bourgeoise (social-démocratie) et le centralisme démocratique de Lénine (socialisme bureaucratique d'État), les autogestionnaires marxistes

préconiseront une forme de <<démocratie industrielle>>⁴⁸. Cette dernière, en explorant les conditions d'une autogestion économique, serait la seule forme démocratique qui permettrait la construction d'un socialisme démocratique: c'est-à-dire, cette idée de l'extension de la démocratie, de la gestion politique de la société à la gestion de la vie économique et sociale.

Vers les années 60, l'autogestion au sens restreint est la gestion des entreprises par ceux qui y travaillent; au sens large, elle est un modèle s'opposant au modèle léniniste d'un socialisme <<étatique>>, <<bureaucratique>>, <<autoritaire>>, négateur d'un pouvoir centralisé omnipotent, elle définit alors une gestion décentralisée de la société et d'une économie socialisée. Tel que l'indiquent deux auteurs ayant écrits un ouvrage consacré à l'histoire des idées politiques depuis la révolution:

...la puissance formidable de l'étatisme, aussi bien dans les courants de pensée réformistes que révolutionnaires, dans la pratique politique de l'U.R.S.S. comme dans celles des sociétés industrielles occidentales sous d'autres formes, alimente en réaction ce fulgurant resurgissement d'un discours de refus. Car la fortune ambiguë de l'expression <<autogestion>> se fonde d'abord sur la remise en cause des deux modèles de Société statocentrés, devenus hégémoniques: à

⁴⁸. Nous retrouvons une formulation de cette idée dans l'ouvrage principal de Sydney et Béatrice Webb, Industrial Democracy, qui fut publié en Angleterre en 1898.

l'ouest le compromis social-démocrate avec le capitalisme, à l'est, le socialisme bureaucratique d'État ⁴⁹.

L'autogestion sera initialement définie comme une nouvelle qualité du socialisme, un socialisme affranchi du bureaucratisme, du centralisme, de l'étatisme, en réaction contre le <<mensonge stalinien>>. Autrement dit, l'un des axes majeurs au déploiement de la référence autogestionnaire est donc tributaire du développement d'une critique du <<totalitarisme>> (réviser et remplacer le <<système>> marxiste-léniniste dans une critique de la révolution russe). Dans les faits il s'agit de la recherche d'une troisième voie au socialisme, rejetant le stalinisme et le trotskisme (bureaucratie soviétique), d'une part, et la social-démocratie, d'autre part. La théorie politique de l'autogestion est donc fondamentalement anti-léniniste.

Dans la pensée sociale contemporaine française, les premiers discours à tendance autogestionnaire s'inscrivant dans cette perspective anti-léniniste émergent après la seconde guerre mondiale chez des groupes intellectuels

⁴⁹. **Philippe Braud et François Burdeau, Histoire des Idées Politiques depuis la Révolution, Paris, Collection Université Nouvelle, Chapitre III, Section II, 1983, p. 649.**

d'allégeance trotskyste-marxiste, tel *Socialisme ou Barbarie* ou d'inspiration libertaire, comme *Noir et Rouge*. Ces groupes contribuèrent à réactualiser la question de l'autogestion ouvrière, à dessiner les contours et à explorer les conditions d'une autogestion économique qui seule permettrait la construction d'un socialisme démocratique.

Le groupe *Socialisme ou Barbarie* (S ou B) animé par Cornelius Castoriadis s'est constitué en 1946 au sein de la section française de la IVe Internationale:

Son développement politique et idéologique l'a éloigné de plus en plus de celle-ci, et l'a en définitive amené à rompre non seulement avec les positions actuelles des épigones de Trotsky, mais avec ce qui a constitué la véritable essence du trotskysme depuis 1923, c'est-à-dire l'attitude réformiste (au sens profond du terme) face à la bureaucratie stalinienne, étrangement combinée avec l'essai de maintenir intact, au sein d'une réalité en constante évolution, le fond de la politique bolchévique de la période héroïque ⁵⁰.

Critiquant le dogme trotskiste ⁵¹ qui conçoit le stalinisme comme un phénomène exclusivement politique, S ou B affirmait que la bureaucratie

⁵⁰. Socialisme et Barbarie, No 1, mars-avril 1949, p.1.

⁵¹. Socialisme ou Barbarie devait par la suite qualifier la doctrine trotskyste de <<conservatisme idéologique>>. Voir à ce sujet Claude Lefort: <<Organisation et Parti>> in Socialisme ou Barbarie, 26, nov.-déc., 1958.

russe est une véritable *classe* dirigeante et exploiteuse, expression sociale des nouvelles formes économiques et de nouveaux modèles d'exploitation⁵². Selon ce groupe, une troisième catégorie socio-économique fut créée à côté du capitalisme concurrentiel et du socialisme, il s'agit d'un capitalisme d'État. Les collaborateurs de la revue S ou B (Cornelius Castoriadis, Jean-François Lyotard, Claude Lefort et Yvon Bourdet entres autres), qui fut publiée de 1948 à 1965, croient que le socialisme est inévitable, leur travail consistait en une démystification préalable à toute reconstruction de la théorie révolutionnaire. Poursuivant cette réflexion, l'analyse de la bureaucratie de S ou B permettra de développer le contenu du socialisme tel qu'il apparaît à la lueur de l'expérience du bolchévisme et les conséquences qu'on peut en tirer quant aux formes d'organisation du mouvement révolutionnaire. L'élaboration de ce contenu s'effectue essentiellement à partir d'une double observation. Primo, il y a une critique de la bureaucratie soviétique en tant que phénomène social et secundo il y a un

⁵². Par exemple: Socialisme et Barbarie, No 1, mars-avril, 1949, <<Éditorial>>; No 9, avril-mai, 1952.

<<révisionnisme philosophique du marxisme>>⁵³ (le système social soviétique se présentait au monde comme la réalisation du socialisme). Il y a questionnement de la praxis ouvrière, entendue comme <<création, comme dépassement de ce qui, à un moment donné est institué>>, par rapport au centralisme démocratique. C'est une remise en cause du marxisme-léninisme en tant que théorie du mouvement ouvrier et pratique historique ayant abouti au système totalitaire socialiste.

Pendant cette période nous croyons que le discours autogestionnaire cherche à définir les fondements d'une <<démocratie industrielle>>, c'est-à-dire que l'autogestion sera définie comme socialisation décentralisée du mode de production. Cette perspective de l'autogestion sera allégrement décrite dans une réédition en poche⁵⁴ des principaux articles de Cornelius Castoriadis (alias Chaulieu, alias Cadran) parus dans S ou B entreprenant

⁵³. En France ce travail de <<révision>> est associé au nom de la revue Arguments, fondée au début de 1957.

⁵⁴. Cornelius Castoriadis, Le contenu du socialisme, Paris, U.G.E. 10/18, 1979.

une réflexion directement liée à la <<problématique autogestionnaire>> ⁵⁵. C'est-à-dire qu'il avançait dès cette époque une problématique fondée sur l'autogestion et réagissait vigoureusement contre le modèle soviétique (dès le premier numéro de S ou B, un article de Castoriadis contre le modèle de développement de l'U.R.S.S. puis une série d'articles contre la défense de l'U.R.S.S. faite par le P.C.F. à l'époque). L'évolution de sa pensée l'a conduit à remettre en question le marxisme sur plusieurs aspects fondamentaux. En ce sens Castoriadis s'inscrit au milieu de cette pensée en émergence d'une critique de la théorie marxiste-léniniste: d'une critique de la bureaucratie et de la hiérarchie à l'idée de l'autonomie du prolétariat en donnant <<priorité à la logique globale d'un mode de production>> (nous y reviendrons) ⁵⁶.

⁵⁵. La notion de <<problématique>> caractérise, ici, <<un ensemble d'énoncés ayant la propriété d'appartenir, ou de chercher à appartenir, de façon cohérente à une tradition de réflexion (Hymes, 1974) caractérisable par un certain nombre de traits distinctifs permettant de la séparer d'une autre; l'expression <<cadre conceptuel homogène>> serait probablement plus adéquate>> (Bergheaud et Tripier, 1981, p. 35). Nous emploierons aussi, en lui donnant cette même signification, l'expression <<socialisme autogestionnaire>>.

⁵⁶. Tel que nous tâcherons de la démontrer, les propositions autogestionnaires de Castoriadis s'inscrivent dans un débat sur la réforme de l'entreprise et plus largement sur la reformulation d'un projet de démocratie industrielle (directe) en le précisant et en l'envisageant de façon institutionnelle et en proposant un modèle original: l'<<Usine du

L'émergence en France de l'idée d'autogestion commence donc par la critique marxiste du système totalitaire socialiste.

Dans cette perspective, Castoriadis cherche plus particulièrement à élucider le mythe de l'économie marxiste, cette <<inéluçtable auto-destruction de la société capitaliste>> pour démontrer qu'il est possible de penser une révolution d'une société qui s'auto-institue explicitement:

Pour tous ceux qui restent fidèles au marxisme, il y a une prétendue couverture-or déposée dans la banque du Savoir rigoureux et positif et qui s'appelle *Das Kapital*, lequel, croient-ils, démontrerait que les lois de l'économie capitaliste garantissent son effondrement, etc. Cette croyance est un énorme bloc de pierre qui barre la route de la prise de conscience des militants et des hommes – et qu'il faut faire sauter

⁵⁷.

Castoriadis constate que la division fondamentale en système capitaliste n'est pas entre capitalistes et prolétaires, entre ceux qui possèdent quelque chose

Plan>>. Plus tard, d'autres auteurs poursuivront une réflexion semblable en élaborant un parallèle entre la société politique et la société industrielle. Par exemple, dans son ouvrage, Pour une réforme de l'entreprise, publié en 1963, François Bloch-Lainé parlait de <<gouvernement de l'entreprise>> empruntant au vocabulaire des institutions politiques toutes ses propositions de réformes.

⁵⁷. C. Castoriadis, Le contenu du socialisme, op., cit., p. 326.

et ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre. La distinction décisive se situe, selon Castoriadis, entre ceux qui dirigent et ceux qui exécutent: c'est ce qu'il faut abolir. Il entreprend donc une <<nouvelle>> lecture de la logique intrinsèque du système capitaliste; son organisation et son mode de production qui culminera dans sa conceptualisation de la gestion ouvrière dans l'organisation du système socialiste.

Les textes intitulés <<Sur le contenu du socialisme>> écrits de 1955-57, énoncé qui donne d'ailleurs son titre au volume, contiennent une analyse détaillée de la <<gestion ouvrière>>: <<le contenu de l'organisation socialiste de la société est tout d'abord la gestion ouvrière>> et ce que Castoriadis proposait alors d'appeler <<l'Usine du Plan>>. Nous retrouvons également des analyses sur la <<hiérarchie des salaires>>, reprises et prolongées dans un article écrit en collaboration avec Daniel Mothé sur le thème <<autogestion et hiérarchie>>. Dans une préface inédite, Castoriadis propose d'abandonner les mots de <<socialisme>> et de <<communisme>> du fait de leur <<usage historique effectif>> préférant l'idée d'une <<société autonome>>. L'organisation de la production dans cette société relève

indubitablement de l'«autogestion». Idée (l'autogestion) dont on a fait la plupart du temps, à son avis, un «cosmétique réformiste de l'état des choses existant ou un «terrain d'expérimentation»...en se taisant soigneusement sur ses implications colossales, en amont et en aval»⁵⁸.

Castoriadis consacre un chapitre à la signification du socialisme et du même coup aux implications de cette idée d'autogestion. Selon l'auteur, l'«orientation fondamentale d'une société socialiste» est concevable à partir de l'organisation de la production et plus précisément par:

La gestion de la production par les travailleurs, la transformation consciente de la technologie, le gouvernement de la société par les Conseils des travailleurs, la planification démocratique, développeront sans aucun doute la productivité et augmenteront considérablement le taux de croissance de l'économie. Ils rendront possible une élévation rapide de la consommation⁵⁹.

Cette orientation recherchée concorde parfaitement bien avec l'objet de la révolution socialiste que Castoriadis décrit comme:

...l'institution de la gestion de la production, de l'économie et de la vie sociale par les travailleurs, moyennant le pouvoir des Conseils ouvriers⁶⁰.

⁵⁸. C. Castoriadis, Le contenu du socialisme, op., cit., p. 23-24.

⁵⁹. C. Castoriadis, Le contenu du socialisme, op., cit., p. 246.

⁶⁰. C. Castoriadis, Le contenu du socialisme, op., cit., p. 256.

Dans l'esquisse du profil exact de la société socialiste, que Castoriadis décrit avec détails, il prévoit : une assemblée centrale, un gouvernement de conseils, les conseils de travailleurs au niveau de l'usine, leur coordination exacte et, pour couronner l'édifice économique, une *usine du plan*. Cette usine sera chargée de planifier, coordonner et gérer l'économie au niveau national ⁶¹. Le plan est la rationalité économique et l'harmonie sociale. Voici, sommairement de quoi il s'agit: principalement *d'un organisme de calcul* baptisé, <<usine>> par Castoriadis. Toute analyse scientifique des mécanismes de la décision (que cette décision concerne de grands ou de petits ensembles) comprend le même schéma. On discerne:

- a) les conditions initiales (les <<données>> du moment);
- b) l'objectif (le but à atteindre);
- c) les moyens intermédiaires (ou objectifs secondaires qui permettent d'atteindre l'objectif primaire ou final).

⁶¹. P. Chaulieu: <<Sur le contenu du socialisme>> in Socialisme ou Barbarie, No 22, juillet-septembre 1957. Aussi le texte fondamental: Socialisme ou Barbarie et notamment la section II: Bureaucratie et prolétariat, dans le No 1 de mars-avril 1949.

Ce <<planisme prospectif>> représente une vision achevée de ce que serait le contenu du socialisme et qui est à la source de la rupture au sein de S. ou B. entre Claude Lefort et C. Castoriadis.

Ce souci du détail dans la prévision vient d'une conception lucide que Castoriadis se fait de l'économie moderne: complexe, diversifiée et exigeant une certaine direction (il critique l'artificialisme derrière l'idée de <<l'inéluctable auto-destruction du système capitaliste>>). Dans ce <<planisme>> prospectif c'est le prolétariat qui, à travers ses propres organes (démocratiquement élus, révocables, etc.) gère ses propres affaires. Contrairement aux conceptions léninistes du parti, séparé de la masse, jouant le rôle d'une direction *extérieure*, Castoriadis pense que la révolution, découlant d'un schéma organisationnel, ne peut être faite que par les travailleurs eux-mêmes, par l'entremise des conseils ouvriers. Ces conseils ouvriers représentent, selon l'auteur une, <<forme exclusive et exhaustive d'organisation de la population>>, <<une forme universelle d'organisation des activités sociales>> se formant en début de révolution. Dans une prémisse de refus de la médiation/représentation politique, Castoriadis voit dans les conseils ouvriers le véritable organe de la révolution socialiste, dont il décrit en termes <<essentialistes>> c'est-à-dire de façon normative et indispensable au véritable contenu du projet socialiste comme volonté

d'auto-émancipation à travers le développement de thèmes comme celui de l'association:

Cet organe central (qui sera l'expression des travailleurs) sera l'émanation des Conseils, l'Assemblée Centrale des délégués des Conseils, désignera en son sein un Conseil central, le <<Gouvernement>>⁶².

Les associations de producteurs doivent remplacer l'État et la société n'a besoin d'aucun autre gouvernement que ces associations elles-mêmes. Il y a, en filigrane, l'idée qu'il existe <<un>> lieu politique, qu'il existe <<une>> vérité politique.

Ce discours autogestionnaire fait référence à l'héritage du communisme des conseils comme en témoigne la correspondance établie entre Castoriadis et Anton Pannekoek, à l'époque le penseur le plus représentatif des cercles <<conseillistes>> de l'ultra-gauche germano-hollandaise⁶³. En effet, à cette époque, la politique économique du

⁶². C. Castoriadis, Le contenu du socialisme, op, cit., p. 181.

⁶³. Castoriadis écrit: <<Une élaboration analogue des problèmes d'une société socialiste est donnée par Anton Pannekoek dans le premier chapitre de son livre *The Worker's Councils* (Melbourne, 1950; tr. fr. *les Conseils ouvriers*, Paris, Béliaste, 1974). Sur la plupart des points fondamentaux notre point de vue est extrêmement proche du sien>> cité dans Le Contenu du socialisme, op., cit., p. 116.

socialisme autogestionnaire traduit indéniablement une fidélité à certaines orientations gauchistes du communisme des conseils. Les conseils ouvriers sont perçus comme organe d'une autogestion de la société et comme principe de l'autogestion ouvrière des entreprises et de la production. Organisation <<spontanée>> et auto-instituante, les conseils ouvriers représentent cet <<espace politique>>, ces organes de la révolution autogestionnaire de transition au socialisme. Dans ce modèle de gestion décentralisée, le pouvoir exercé par les conseils ouvriers définit la société autogestionnaire. L'autogestion est donc comparable au pouvoir social des producteurs associés.

Dans ce contexte d'émergence du discours autogestionnaire, l'idée d'autogestion ouvrière chez Castoriadis propose un contenu au socialisme comme mode de gestion de la société. Les organisations de conseils gèrent la vie économique, politique et sociale par la démocratie directe (à la base). Elles sont perçues comme alternative révolutionnaire du mouvement ouvrier. Les organisations de conseils représentent les organes d'une gestion

décentralisée de l'économie et figurent à titre de modèle alternatif d'organisation politique:

Dire que le Conseil d'entreprise sera l'organe d'auto-administration des travailleurs *et non seulement de gestion de la production*, signifie simplement reconnaître que l'entreprise n'est pas seulement une unité de production, mais une cellule sociale, qu'elle est devenue le lieu principal de <<socialisation>> des individus où tendent à se dérouler une foule d'activités autres que le simple <<gagne pain>>: ⁶⁴.

L'entreprise est donc considérée comme le principal sous-système économique et social dans la société. Dans cette perspective économique, l'autogestion d'entreprise a la capacité de déterminer seule les orientations globales de la pratique sociale. L'autogestion apparaît donc aussi dans ce discours comme socialisation de l'exercice du pouvoir ou comme pouvoir politique socialisé en privilégiant la démocratie directe des conseils ouvriers. Le pouvoir politique des conseils ouvriers est géré ou dirigé au nom de la société entière dans l'esprit d'une <<démocratie industrielle>>:

Ce réseau d'Assemblées et de Conseils n'est rien d'autre que l'*État* et le *pouvoir* de la société socialiste, *tout l'État* et *tout le pouvoir*. Il n'existe aucune autre institution pouvant diriger, pouvant prendre des décisions déterminantes pour la vie des hommes ⁶⁵.

⁶⁴. C. Castoriadis, Le contenu du socialisme, op., cit., p. 188

⁶⁵. C. Castoriadis, Le contenu du socialisme, op., cit., p. 181.

Prétendant détenir la loi de l'organisation et du développement de la société fondée sur la logique des conseils ouvriers, Castoriadis entend donc approfondir la question de la détention du Pouvoir. Les organisations de conseils figurent à ce titre comme modèle d'organisation politique dont Castoriadis développe, avec tant de minutie, les modalités institutionnelles de la réappropriation par les individus du pouvoir de décider de leurs conditions d'existence. Cette oeuvre de Castoriadis entend donner une fonction positive à la critique de l'économie politique en montrant les possibilités offertes par les statistiques et le calcul économique (l'«Usine du Plan») pour rendre le processus de production intelligible et par conséquent, contrôlable par tous.

Par la suite, quelques théoriciens se positionneront par rapport à ses vues pour reprendre les questions soulevées, enrichir les réponses ou leur faire subir une inflexion dans un sens soit modéré (Daniel Chauvey 1970), soit radical.

Cette réappropriation par les travailleurs de la maîtrise de leurs conditions de travail est un objectif commun à tous les théoriciens du socialisme autogestionnaire, mais les moyens envisagés varieront vis-à-vis les deux aspects de leur projet: l'entreprise et l'organisation générale de l'économie. Sur le premier aspect, en lieu et place de la démocratie directe à l'usine et à l'atelier, certains projets se réfèrent davantage aux principes de la démocratie représentative: conseils de salariés ayant, selon la formule yougoslave, pouvoirs de décision en certaines matières et pouvoir de choisir la direction de l'entreprise. Sur le second aspect, la question de la planification de la prise du pouvoir par l'abolition de l'État occupe une place essentielle. Dans cette perspective anti-étatisme il s'agit de généraliser la logique des conseils ouvriers (démocratie à la base) dans une application ascendante pour en arriver à un socialisme autogestionnaire généralisé. C'est implanté des conseils à tous les échelons: conseils ouvriers, conseils d'usine, conseils de quartiers, conseils de régions (communes), etc. Car les conseils ouvriers figurent comme organes de la révolution autogestionnaire. Comme le souligne Richard Gombin ⁶⁶ il y a un rapport de réciprocité

⁶⁶. Richard Gombin, Les origines du Gauchisme, op., cit., p. 102.

entre ces deux aspects: <<l'idéologie des conseils ouvriers débouche naturellement sur l'autogestion généralisée>> donnant la <<priorité à la logique globale d'un mode de production>>. En empruntant les mots de Gombin, voici comment s'articule ce rapport de réciprocité:

Pour qu'il retrouve son essence d'homme, l'individu ne doit pas seulement devenir conscient de la réalité économique et politique de l'aliénation: c'est dans tous les domaines de la vie qu'il doit abolir la séparation en devenant son propre maître. C'est-à-dire, au niveau de la collectivité, en prenant la direction *consciente* de tous les secteurs de la vie sociale ⁶⁷.

C'est le projet d'autogestion généralisée qui est au premier plan dans les discours des intellectuels critiques des années 1960-1970 en France et qui de surcroît caractérise cette dimension économique définie par l'idéologie des conseils ouvriers, les principes de démocratie à la base dans une logique globale d'un mode de production.

Dans ce projet d'autogestion généralisée du mouvement ouvrier dans son ensemble, trois thèmes majeurs se dégagent: comment s'assurer que la production tant au niveau de l'entreprise qu'à celui de la gestion économique globale ne soit plus dirigée d'en haut par une direction séparée des

⁶⁷. *ibid.*

travailleurs? Il y a derrière ce questionnement une critique tous azimuts de la hiérarchie, surtout dans l'entreprise, comme nécessité d'une circulation ascendante de l'information. Ensuite, comment définir cette conception économique-industrielle d'un projet d'autogestion généralisée en mettant de grand espoir dans l'autonomisation et l'informatisation de l'entreprise pour décentraliser la gestion favorisant automatiquement un fonctionnement collectif démocratique? Enfin, comment permettre l'abolition du travail salarié à partir des deux thèmes précédents?

Certains auteurs contribuèrent à alimenter cette réflexion autogestionnaire. Dans le domaine de l'économie d'entreprise la réflexion autogestionnaire a pu tout d'abord se <<nourrir>> des expériences de <<gestion socialiste>> ⁶⁸ ou de <<démocratie industrielle>> ⁶⁹ menées dans d'autres pays et ensuite faire de nombreuses propositions pour donner un contenu *concret* et crédible à son projet. L'un des ouvrages marquant cette période d'émergence et se situant dans la même perspective

⁶⁸. Branciard, Michel, Gestion socialiste des entreprises, Paris, Éd. Ouvrières, 1975.

⁶⁹. Levinson, Charles, La Démocratie industrielle, Paris, Seuil, 1975.

autogestionnaire que Castoriadis (<<démocratie industrielle>>), est celui de Daniel Chauvey, (1970) Autogestion. Il est le premier à avoir formulé en détail cette nouvelle organisation possible du travail et de l'entreprise et nombre de ses idées se retrouvent dans le livre de Jacques Brault ⁷⁰ ou dans les réflexions menées dans le cadre de Socialisme et Entreprise, organisation liée au Parti socialiste (P.S.) ⁷¹.

Nous apprenons dans cet ouvrage que derrière le pseudonyme de Daniel Chauvey se cache la triple expérience de l'auteur: <<celle du militant politique, celle de l'intellectuel formé à l'économie et à la sociologie, celle enfin d'un praticien d'industrie, habitué à confronter les nouvelles données technologiques avec les besoins et les aspirations des travailleurs>>. Le contenu de cet ouvrage ne dément pas ce portrait. L'auteur, socialiste convaincu et militant de la C.F.D.T., n'envisage le fonctionnement équilibré,

⁷⁰. Jacques, Brault, Droits des salariés et autogestions, des propositions concrètes, préf. d'A. Savary, Paris, Téma, 1975.

⁷¹. Carré, Daniel, Lemoigne, Jean-Louis, Auto-organisation de l'entreprise, Cinquante propositions pour l'autogestion, préf., de M. Rocard, Paris, Éd., d'organisation, 1977 et Socialisme et Entreprise, Les entreprises et la gauche, préf., de F. Mitterand, Paris, 1975.

global, de l'autogestion que dans le cadre d'un régime socialiste. Il prend soin de nous signaler que dans un tel régime il ne s'agit pas d'envisager l'autogestion au niveau simplement des entreprises mais à tous les niveaux, et dans tous les domaines, donc, dans une perspective d'autogestion généralisée. La société socialiste est celle dont les institutions créées par les hommes, en tant que producteurs, ou citoyens, sont démocratiquement gérées par eux-mêmes. Chauvey développe une conception autogestionnaire avant tout dans une dynamique de <<démocratie industrielle>>, <<démocratie du management>>. Il préconise la gestion ouvrière, c'est-à-dire la démocratie directe dans l'entreprise en réunifiant les fonctions de dirigeant et d'exécutant. Le sujet principal de l'ouvrage demeure l'autogestion des entreprises qui constitue <<la condition *sine qua non* de l'orientation de la société nouvelle vers une société socialiste>>:

Ce qu'il faut donc entendre par introduction dans l'entreprise du <<principe démocratique>>, par <<démocratisation>> des entreprises en régime d'auto-gouvernement, c'est faire de l'entreprise la cellule primaire du socialisme à l'image même de la société socialiste tout entière (nous soulignons): créer dans une société socialiste des entreprises socialistes ⁷².

⁷². D. Chauvey, L'autogestion, Paris, Éd. Seuil, 1970, p. 175.

Cette conception sera décrite dans la partie de l'ouvrage qui traite du fonctionnement de l'autogestion dans le cadre d'une société hautement industrialisée. Selon l'auteur, l'autogestion vise à humaniser le travail productif et à lui assigner des buts, démocratiquement fixés par l'interaction dialectique du <<Plan>>, du <<Marché>>, et de <<l'Entreprise Autogérée>>. Sur ce point Chauvey est très proche de Castoriadis. C'est, selon Chauvey, entre ces trois éléments qu'il faut établir un équilibre dynamique. Chaque entreprise autogérée doit collectivement décider de l'organisation de son travail en poursuivant un objectif (productif) qui est déterminé globalement par la planification (sociale) autogérée et dans le détail par le marché, celui des consommateurs individuels ou celui des entreprises qui agissent comme leurs fournisseurs. Selon Chauvey une entreprise autogouvernée doit s'établir à partir:

...d'investissements fixés par le plan en fonction des prévisions globales basées sur la libre détermination individuelle et collective des échelles de priorités des différentes catégories de besoin et compte tenu des ressources humaines, technologiques et matérielles disponibles: créer, inventer les produits qui après étude du marché, lui apparaissent comme les plus appropriés pour satisfaire sous forme spécifique une catégorie déterminée de besoin, au quadruple point de vue qualité, quantité, prix et délais de livraison ⁷³.

⁷³. Daniel, Chauvey, Autogestion, op., cit., p. 186.

C'est la participation du travailleur à l'autogouvernement de l'entreprise au nom même de l'efficacité. Mais comment faire participer tout le collectif de travail à cet équilibre dynamique? L'auteur répond que c'est en <<décentralisant la pratique de la démocratie directe>> que la finalité de l'entreprise s'avère l'affaire de tous. Dit autrement, c'est par la <<démocratie directe et démocratie représentative avec son double corollaire: droit de contestation et droit de destitution>> répond l'auteur. Ce qui l'amène à développer sa conception de la <<décentralisation de la démocratie directe>> qui est un <<service d'organisation de la démocratie>>, c'est-à-dire, une formule visant à confier à certaines personnes la tâche de <<préparer, de rassembler les éléments qui faciliteront aux cellules primaires leurs prises de décisions>>. Ce <<service>> s'effectue concrètement à travers des commissions de relais qui permet un dialogue permanent entre les différents secteurs de la collectivité du travail et l'équipe des techniciens de la préparation décisionnelle. Cette conception de la démocratie directe décentralisée permet, enfin, que le collectif tout entier participe effectivement non seulement à la préparation, mais à la prise même de la décision et au contrôle de son application adéquate. En dernière analyse

cette approche théorique semble chercher à identifier l'autogestion à l'intérêt économique-corporatif de la classe ouvrière.

Selon Chauvey cette schématisation de l'auto-gouvernement de l'entreprise se situe par définition dans une société elle-même auto-gouvernée à tous ses paliers, <<c'est-à-dire une société qui pourrait se définir comme socialiste démocratique>> et j'ajouterais comme société se définissant autogestionnaire.

Dans cette période d'émergence du discours autogestionnaire en France, qui fut teinté d'un langage technocratique (*l'optimisme techniciste* de Castoriadis et Chauvey selon les possibilités offertes par les statistiques et le calcul économique dans l'«Usine du Plan»), l'autogestion est définie comme un modèle possible et plausible de gestion décentralisée des entreprises.

Par rapport à Proudhon et Marx, l'un des éléments originaux de cette construction théorique (techniciste) proposée par Castoriadis et Chauvey peut

se définir par la valorisation d'une nouvelle technologie qui est l'ordinateur. C'est-à-dire que ces derniers auteurs soutiennent que l'arrivée des systèmes informatiques dans les entreprises sont, dans une perspective d'autogestion, démocratiquement bénéfiques pour l'ensemble de la collectivité industrielle. Dans cette conception économique-industrielle d'un projet d'autogestion généralisée le socialisme autogestionnaire se distingue de l'utopisme communautaire en mettant de grands espoirs dans l'autonomisation et l'informatisation de l'entreprise pour décentraliser la gestion favorisant automatiquement un fonctionnement collectif démocratique. Ce modèle prend acte de la faillite des schémas d'organisation centralistes et hiérarchiques: (l'hétérogestion ⁷⁴ tayloricienne) ⁷⁵.

⁷⁴. Le sens d'hétérogestion est entendu dans ce chapitre strictement comme gestion par les autres au niveau de l'entreprise (au second chapitre nous constaterons que le terme d'hétérogestion s'élargira au niveau du politique et du social). Tel que l'expliquent Guillerm et Bourdet (1977:199-200 et début du chapitre 1) «ce néologisme est le simple antonyme ou contraire de l'autogestion; à la gestion «par soi-même» s'oppose, en effet, la gestion par un autre que moi de mes affaires, de ma vie, parfois même de mon corps (mains attaché à la machine)». Dans une perspective macro-explicative les différentes démarches laïques d'expliquer l'institution logique du social la vision hétéronome des sociétés humaines est issue de la main des lois de l'histoire dans sa version marxiste ou de la main de la raison dans sa version libérale.

C'est en réaction à cet échec, rappelons-le, que l'idée d'autogestion apparaît comme système de gestion en économie socialiste, comme alternative à la politique économique du socialisme (et implicitement à la politique économique du capitalisme). À cette époque, les intellectuels critiques cherchent dans la pensée autogestionnaire l'énoncé des conditions de développement et de structuration d'une organisation coopérative, égalitaire et généralisée dans l'entreprise liée étroitement à la destruction de l'État (anti-étatique). Car l'autogestion cherche à implanter des changements dans l'organisation des rapports sociaux, notamment dans l'entreprise et dans l'exercice des rôles de commandement. C'est un questionnement lié à la définition d'un nouveau modèle de développement, à l'établissement de rapports sociaux égalitaires, à la maîtrise collective des progrès scientifiques et techniques. Mais il semble, selon les discours développés durant cette période d'émergence et les expériences historiques de type yougoslave et algérienne qui ont alimentés ces discours de par leurs refus du centralisme

⁷⁵. Pour plus de développement voir le chap. IV <<les contradictions de l'hétérogestion>>, dans La délivrance de Prométhée, théorie politique de l'autogestion, d'Yvon Bourdet, Paris, Éd. Anthropos, 1970.

démocratique, que l'idée de progrès consiste à introduire des mécanismes démocratiques de gestion sociale dans l'entreprise. Le progrès social dans l'entreprise s'emploie à creuser le fossé entre l'entreprise et la société en faisant passer dans la première les principes de fonctionnement démocratique de la seconde ⁷⁶.

En réfléchissant sur <<la question syndicale>>, Pierre Rosanvallon soutient une idée semblable à l'égard de l'autogestion en disant que:

Le schéma assemblée générale, conseil d'administration, président font référence au modèle politique électeurs, Parlement, gouvernement ⁷⁷.

C'est l'élaboration d'un discours autogestionnaire dans une perspective d'extension des mécanismes démocratiques de gestion. C'est une démocratisation des grands systèmes (l'entreprise) afin que le collectif ouvrier obtienne davantage de pouvoir réel sur la gestion de ses propres affaires. En d'autres termes, l'élaboration d'une dimension socio-

⁷⁶. Dans les années 1890, Jules Guesde appelait par exemple de ses vœux une <<républicanisation de la propriété>>, tandis qu'Alexandre Millerand se donnait pour objectif d'instaurer une <<monarchie constitutionnelle dans l'entreprise>>.

⁷⁷. Pierre, Rosanvallon, La question syndicale, Histoire et avenir d'une forme sociale, Paris, Calmann-Lévy, 1988, p. 128.

économique dans le discours autogestionnaire signifie recherche d'une démocratisation de l'entreprise ⁷⁸. Cette perspective socio-économique de l'autogestion représente donc une décentralisation de la gestion, qui figure, jusqu'à un certain point, de par son refus des principes de la démocratie représentative, comme continuité de cette quête de <<démocratie sociale>> défendue chez les initiateurs de l'idée d'autogestion (Proudhon et Marx): c'est-à-dire prôner un enclavement du politique dans le social d'où le <<citoyen s'éclipse derrière le producteur>> (voir vision castorienne des conseils ouvriers comme seul figure du gouvernement). Même préoccupation mais selon des modes d'application différents et plus précis: la reconnaissance effective du social passe par la destruction de l'État, par la défense de principes soutenant l'absence de gouvernement de type représentatif (contre la politique fictive), par la disparition d'une autorité transcendante. Mais cette fois-ci, (Castoriadis et Chauvey), en mettant de

⁷⁸. Voir le droit d'expression des salariés introduit dans les entreprises françaises par le vote de la loi Auroux en août 1982 en France comme point d'aboutissement de cette dissipation de la référence <<conseilliste>> première. Dans son ouvrage, Pour une nouvelle culture de l'entreprise, Paris, La Découverte, 1986, Daniel Mothé-Gautrat étudie la manière dont les groupes d'expression se sont insérés, entre 1983 et 1985, dans un certain nombre d'entreprises réparties à travers la France. L'introduction de cette institution participative dans l'entreprise, a été dans beaucoup de cas, selon Mothé-Gautrat <<considérée positivement>>.

grands espoirs dans l'entreprise et en estimant que la lutte espérée de la classe ouvrière contre le capitalisme et la bureaucratie des pays socialistes (de l'Est) devait être inspirée, éclairée, guidée par une organisation d'un nouveau type (les conseils ouvriers et l'Usine du Plan) ⁷⁹.

Les propositions véhiculées dans ces discours en émergence en France (représentés principalement par C. Castoriadis et D. Chauvey) participent à l'élaboration d'une vision globalisante et systématisée du projet autogestionnaire comme modèle d'une troisième voie: c'est la société socialiste autogérée. Cette société sera pensée à partir de l'élaboration des modalités institutionnelles de l'autogestion. En même temps, il y a en quelque sorte une interprétation utopiste de l'autogestion comme projet global de reconstruction de la société, comme discours d'un modèle prescriptif. Les discours utilisés dans cette période d'émergence reprennent la tradition des socialistes du XIX^{ème} siècle: leurs critiques de la société capitaliste ou des États totalitaires de l'Est débouchent sur l'utopie d'une

⁷⁹. Cette idée d'une <<organisation instituée>> de la classe ouvrière représentait une opposition au sein de S ou B et finit par provoquer une scission durable. Les anti-organisationnels publièrent un bulletin d'abord intitulé ILO (Informations et liaison ouvrière) qui fut transformé en ICO (Informations, correspondance ouvrière).

société autogestionnaire sans que l'on puisse voir émerger entre les deux sociétés une amorce de transition. Ces discours reprennent à leur compte certaines analyses de Marx et pour eux la société sera soit socialiste soit barbare (la félicité ou le catastrophisme), mais l'idée d'une transformation sociale à évolution lente, sans révolution des masses, n'est non seulement pas envisagée mais combattue avec les mêmes arguments que ceux employés par les bolchéviques pour qui l'acteur principal du passage d'une société à l'autre restait la classe ouvrière, une et universelle.

Ces premières réflexions proprement dites autogestionnaires proposent un discours anti-étatique croyant en l'inexistence d'un appareil d'État distinct de la communauté des travailleurs (et des citoyens bref de la société civile): c'est le développement de l'idée d'une société transparente et sans État, de la critique marxiste contre le système totalitaire ⁸⁰. Contre le centralisme démocratique et en réaction à l'échec de la théorie marxiste-léniniste du mouvement ouvrier, l'idée d'autogestion se présente donc dans cette période

⁸⁰. En ce sens plus que <<l'autogestion>> défendue dans cette période d'émergence le socialisme marxiste sera étatique (voir à ce sujet en introduction Marx et l'autogestion) et plus particulièrement au fait historique que ce mot désigne et qu'on appelait alors les <<coopératives de production>>.

d'émergence comme alternative en proposant une théorie de la <<démocratie industrielle>>: c'est-à-dire la socialisation décentralisée du mode de production et la socialisation de l'exercice du pouvoir ou comme pouvoir politique socialisé en privilégiant la démocratie directe des conseils ouvriers. La gestion ouvrière chez Castoriadis et conséquemment chez Chauvey qui l'influence par la ressemblance de ses propos, de ses visions et de ses conceptions autogestionnaires renvoient à une vision achevée du contenu du socialisme. Ils préconisent la vision d'une organisation organisante du social comme un tout indécomposable incarné dans l'idée de <<l'Usine du Plan>> qui représente la rationalité économique et l'harmonie sociale. Cette rationalité est construite à travers les conseils ouvriers qui eux constituent la forme exclusive et exhaustive d'organisation de la société. Voilà la boucle est bouclée. Il y a chez Castoriadis cette <<vision volontariste et constructiviste>> du social, c'est-à-dire que les propos de Castoriadis suggèrent l'idée que la société peut s'auto-instituée (vision volontariste) mais cette auto-institution doit être encadré (l'Usine du Plan) dans une logique ascendante des conseils ouvriers dans laquelle l'association de ceux-ci permet directement de former un gouvernement (vision constructiviste).

Cette vision ne comporte-t-elle pas un aspect quelque peu totalisant?
 Cette perspective du socialisme autogestionnaire, identifié à la <<démocratie industrielle>>, est perçue comme une configuration indissociablement une et unanime: les conseils ouvriers comme seules figure de l'universel, l'unique incarnation du <<public>>. Cette perception de l'idée autogestionnaire permet de concrétiser une séparation entre <<Nous>> et les <<Autres>>. Ce processus de l'autogestion fonctionne par exclusion de l'autre, c'est le refus de l'inauthentique,....,du débat démocratique. Pierre Rosanvallon nomme cet aspect de l'histoire de la culture politique française <<le mythe du consensus>> qui conduit en effet:

à radicaliser les couples ami-ennemi, intérieur-extérieur, de telle sorte que les conflits ordinaires sont comme disqualifiés en étant constamment rapportés à une polarisation extrême des différences ⁸¹.

L'Usine du Plan participe ainsi du refus de l'altérité, du refus de concevoir la différence (il y a-t-il danger d'eugénisme démocratique?)

⁸¹. Pierre, Rosanvallon, <<Malaise de la représentation>>, in La République du Centre (La fin de l'exception française), Paris, Calmann-Levy, 1988, p. 167.

Cette façon de concevoir l'idée d'autogestion comme alternative à la politique économique du socialisme à travers l'instauration d'une <<démocratie industrielle>> posera problème à partir de la fin des années 1960, mai 1968 pour être plus précis. Car cette vision et ce discours achevés de l'autogestion et du contenu du socialisme sera remise en cause par une multitude de revendications politiques défendant des valeurs autogestionnaires. Ce projet d'autogestion cantonné à une <<démocratie industrielle>> éclatera dans la décennie 70 en s'élargissant à l'ensemble de la société, c'est-à-dire que les propositions autogestionnaires seront défendues dans un contexte autre que celui de l'entreprise. C'est donc à ce stade ici du discours que le développement de l'autogestion économique à l'autogestion politique s'effectue et ce parallèlement à la dissolution du paradigme autogestionnaire-marxiste ⁸²: les fondements de l'autogestion économique tels qu'élaborés dans cette période d'émergence du discours en France basés sur l'idée qu'il existe *un* lieu politique, *une* vérité politique derrière l'unicité du sujet historique feront graduellement place à l'idée d'une

⁸². Cette dissolution du paradigme marxiste s'inscrit plus largement au centre des réflexions menées sur les expériences historiques du socialisme réel (la pensée politique qui tente de rendre compte du totalitarisme) rejetant du même coup l'univocité du social.

pluralité de sujets historiques diversifiant la direction de la l'action politique de la gauche marxiste. Le passage à l'autogestion politique se fait au détriment de l'autogestion économique qui sera vouée à s'exténuier dans des programmes gouvernementaux de participation ou co-gestion (voir par exemple, la participation gaulliste et les lois Auroux de 1982). Donc, les discours sur l'autogestion économique feront place aux discours sur l'autogestion politique qui reflète une réalité sociologique autre. C'est-à-dire qu'il y a de moins en moins d'adéquacité à la réalité dans les discours sur l'autogestion économique. Ces derniers seront graduellement marginalisés parce qu'ils perdent leur capacité heuristique ⁸³.

Comme il sera souligné, dans les années 1960 et 1970 en France le terme d'autogestion recouvrait un ensemble de pratiques, de théories et de démarches forts dissemblables entre elles (incarné dans ces nouveaux sujets politiques) mais que toutes traduisaient un désir de prise en charge par les gens de leurs propres affaires. Cette réalité se reflètera dans un autre type

⁸³. Voir par exemple l'ouvrage d'André Gorz Adieux au prolétariat, op., cit., 1979 dans lequel il défend l'idée qu'historiquement c'est hors de l'usine que le prolétariat se politise.

de discours (l'autogestion politique). Certes, la visée philosophique et politique fondamentale des autogestions écrites est bien, comme l'a souligné Yvon Bourdet dans La Délivrance de Prométhée, Paris Anthropos, 1970, en dégagant les apports respectifs de Rousseau, Descartes et Marx qui permettent de fonder une théorie politique de l'autogestion, la reconnaissance principielle et la mise en oeuvre de l'égalité des personnes et de la compossibilité des libertés individuelles et collectives; mais celle-ci ne saurait s'accomplir que dans une pluralité de démarches et d'expériences qui autorisent l'éclosion des différences et donc, inéluctablement, de conflits.

Suite à cette interprétation utopique de l'«Idée», la décennie 70 se caractérisera par un élargissement du discours autogestionnaire en redéfinissant concrètement ses stratégies politiques et sociales ⁸⁴.

⁸⁴. Afin de mieux illustrer et par conséquent comprendre davantage le passage de l'autogestion économique à l'autogestion politique nous aurions pu à ce stade de développement de l'idée en France décrire l'évolution des modalités et du contenu revendicatif des luttes ouvrières. Mais cette réflexion déborderait le cadre que nous nous sommes fixés dans ce travail. Nous pouvons toutefois indiquer que cette évolution des luttes ouvrières orientées vers la gestion et l'action directe, c'est-à-dire vers l'autogestion des buts, des voies et des moyens cherche pas seulement à *gagner davantage* mais à *vivre autrement* (voir par exemple Lip à Cerizay en Vendée ou à Pédernec en Bretagne et voir aussi les revendications ouvertement gestionnaires à la Thomson-C.S.F. de Brest et à la raffinerie Antar-Donges, près de Saint-Nazaire, la

2ième PARTIE: ÉLARGISSEMENT DU DISCOURS AUTOGESTIONNAIRE EN FRANCE.

Chap. II – Redéfinition des stratégies politiques et sociales (1970).

A) Ascension de l'idée autogestionnaire.

Pour une re-définition du concept d'autogestion

<<...qu'un nombre croissant d'hommes et de femmes soient mis en mesure de prendre parti pour des structures qu'ils auront eux-mêmes conçues...Telle est à mes yeux *l'unique fin* d'une "action culturelle": fournir aux hommes le maximum de moyens d'inventer ensemble leurs propres fins...Il s'agit en somme de réveiller, au coeur de nos cités, la *fonction civilisatrice*: celle qui postule, dans le plus simple habitant de chaque village ou quartier que ce soit, un *citoyen à part entière*...capable de contribuer personnellement à la gestion de la collectivité et à la création de ses valeurs... Si l'action culturelle m'intéresse, c'est dans la mesure où elle tente de proposer aux différents membres d'une population concrète la double image de nos aliénations présentes et de nos éventuels pouvoirs>>.

Francis Jeanson, *L'Action culturelle dans la cité.*

grève générale chez Renault à Flins, au Mans et à Cléon, etc.). Alors les revendications dites autogestionnaires outrepassent le cadre purement économique de l'entreprise pour se situées dans *la sphère de la vie quotidienne*. Ce changement de perspective autogestionnaire sera saisie par certains auteurs proposant un cadre d'analyse et théorique de cette autogestion politique en croyant fortement que si l'autogestion a une chance historique de se réaliser, c'est parce qu'elle s'inscrit dans le développement technologique, économique et politique.

Au début, la perspective autogestionnaire française se nourrissait d'une certaine idéalisation de l'expérience yougoslave. Elle tentait aussi de s'affirmer en se distançant de la forme du parti classique, l'organe dirigeant, et en s'appropriant l'entreprise comme action directe de la classe ouvrière par l'entremise des conseils ouvriers. C'était l'émergence de l'idée de la planification démocratique. Ce sera la première démarche: il faut un plan, disait-on, dont la logique l'emporte sur celle du marché, mais ce plan doit être démocratiquement élaboré. Dans cette présente période d'élargissement du discours et de redéfinition des stratégies autogestionnaires (politiques et sociales) il ne s'agit pas, bien sûr, de nier l'économie, mais de le subsumer au politique, de passer de la <<science>> économique à l'économie politique. Tel que mentionné en introduction, l'hypothèse intuitive que nous tâcherons d'illustrer est que la notion d'autogestion est double puisqu'elle comporte à la fois un aspect économique, le transfert du pouvoir de décision à tous les membres d'une entreprise et politique, la participation active du citoyen au fonctionnement de la démocratie.

La référence à l'autogestion s'est graduellement dissociée de cette expérience géographique, devenant à partir de mai 1968 un point de repère pratique de l'ensemble des refus et aspirations qui s'étaient exprimés dans le <<mouvement>>. Certes, le mouvement de mai n'a pas inventé l'idée d'autogestion mais lui donne une signification nouvelle ⁸⁵. Tel qu'illustrer par Olivier Corpet il semble y avoir effectivement un certain rapport de réciprocité entre les aspirations diffuses issues du mouvement de mai et l'idée d'autogestion:

Jetant bas les masques d'imposture, décelant l'oppression juste là où elle se prétend absente, dévoilant la face policière des nouveaux maîtres, les révoltes qui sourdent dans les pays déclarés, par impudence, <<socialistes>>, s'inscrivent également dans la perspective de l'autogestion. Figures de la dissidence, dénonciations véhémentes de la bureaucratie, conseils ouvriers, femmes et hommes jetés spontanément dans les rues face aux chars de <<l'aide fraternelle>>, tous manifestent que la *brèche* est possible, qu'une fracture peut s'opérer dans les murs de béton des dictatures bureaucratico-étatiques ⁸⁶.

⁸⁵. Dans un article de la revue *Autogestions*, <<Pour la définition de nouveaux objectifs>> 1986, pp. 55-56, Gilles Martinet, un des animateurs du Parti socialiste indiquait que peu avant mai 68, un nouveau pas a été franchi avec les thèmes de la décentralisation abordés lors des colloques <<décoloniser la province>> organisés à l'initiative de la C.F.D.T. et du P.S.U.

⁸⁶. Olivier Corpet <<Sur l'Autogestion: Commentaires Bibliographiques>> in *Qui à Peur de l'Autogestion*, Paris, Seuil, 1978, p. 404.

Comme avant mai 1968 l'idée autogestionnaire apparaît comme l'opposé des conceptions étatistes et des pratiques centralisatrices qui ont gagné les partis ouvriers socialistes et communistes, comme l'antithèse, surtout, du stalinisme. Plus particulièrement, l'idée d'autogestion agit aussi dans cette période à titre de dénominateur commun des désirs de remettre en cause les modèles socialistes existant et/ou la société bourgeoise et d'expérimenter de nouvelles formes de vie et d'organisation. L'hypothèse limite serait de considérer que l'idée d'autogestion réunit sous un même mot tout ce qui consiste à vouloir <<faire autre chose, autrement>>⁸⁷. L'un des arguments soutenant cette hypothèse (nous y reviendrons) doit être compris dans la dissolution d'une référence au mouvement ouvrier en tant que << sujet

⁸⁷. Ces interrog. tions (comment faire autre chose autrement) s'insèrent dans une approche représentée surtout par des auteurs comme Touraine, Habermas et Castoriadis (non de l'époque S. ou B.), qui proposent une sociologie du sujet où les individus libres produisent leur vie quotidienne, leur histoire et leur culture. Les sociologies du sujet croient en la production de la société par elle-même, à partir d'expériences acquises et de comportements conscients. Leur vision du monde étant plutôt culturaliste et holistique, elles favorisent les méthodes qualitatives qui permettent de mieux comprendre les significations multiples des phénomènes sociaux; elles se distinguent ainsi d'un certain individualisme méthodologique centré sur l'analyse quantitative de l'enchevêtrement des agents sociaux.

universel>> ⁸⁸. Une autre hypothèse dérivée de celle qui précède est de considérer que la manifestation de cette pensée politique critique (le rejet de l'unicité du sujet historique) se présente comme alternative à <<tous-toutes>> d'entrevoir dans l'idée d'autogestion une possibilité d'acquérir une certaine forme de <<pouvoir-autonome>>. Cet élargissement du champ de la lutte politique souligne de surcroît ce caractère pluriel du sujet historique (des agents sociaux ou plus particulièrement le champ des pratiques de contestation et d'émancipation politiques des nouveaux mouvements sociaux).

Dans ce contexte d'élargissement du discours autogestionnaire en France (l'idée de prise de parole de la société civile), nous devons souligner, à titre d'illustration, l'apport de la revue Autogestion (Autogestion et Socialisme 1970 et Autogestions 1980) qui a contribué, à sa façon, aux interrogations sur la formation historique et les développements théoriques

⁸⁸. Voir A. Gorz Adieux au prolétariat, op., cit., 1979. Répétons-le, il appuie cette vision plurielle de l'histoire à partir des luttes ouvrières <<hors de l'usine>>. Voir aussi H. Marcuse, L'Homme unidimensionnel, Paris, Éd. de Minuit, 1968. Marcuse indiqua que <<le prolétariat industriel n'était plus l'unique détenteur du privilège historique de la révolution>> et pour une analyse plus détaillée se référer à L. Colletti, Le déclin du marxisme, Paris, PUF, 1984.

du discours autogestionnaire et conséquemment qui a participé à exposer différentes stratégies politiques et sociales de l'autogestion.

Ce sont les 25 et 26 novembre 1965 lors d'un colloque consacré à *l'Actualité de Proudhon* organisé par *l'Institut de sociologie*, à l'occasion d'une rencontre réunissant à Bruxelles, Jean Bancal, Daniel Guérin et Georges Gurvitch, que l'idée d'une revue spécialement consacrée à l'autogestion devint un projet explicite. Serge Jonas, qui venait de créer les éditions Anthropos, proposa alors de prendre à sa charge la publication d'une telle revue. A ce petit groupe vinrent se joindre Yvon Bourdet, Henri Desroches, Jean Duvignaud, Joseph Fisera, Henri Lefebvre, Albert Meister, Pierre Naville, Michel Raptis, Yves Sartran... Une des raisons principales de ce rassemblement <<hétéroclite>> de militants et d'intellectuels représentant individuellement tous les courants de la pensée progressiste (anarchiste, communiste, trotskiste, communarde, marxiste, non-autoritaire, conseilliste, etc.) peut être trouvée dans ce qui, au-delà de leurs différences voire de leurs oppositions, motivait leur adhésion à un projet commun: <<l'antibureaucratisme>>. La nécessité de combattre la bureaucratisation

des fins et des moyens de la lutte révolutionnaire constituait déjà un lien délicat mais solide. Ce lien se retrouvait d'ailleurs dans une revue comme S. ou B. dont certains membres du collectif d'Autogestion étaient issus. La mort de Gurvitch le 12 décembre 1965 ⁸⁹, véritable initiateur du projet, n'allait toutefois pas en retarder l'accomplissement et le premier numéro des cahiers de l'Autogestion parut en décembre 1966. Un texte de présentation de ce premier numéro précisait les visées de cette revue:

Les cahiers de l'Autogestion, se proposent de doter la recherche française et internationale d'un organe scientifique, exclusivement consacré à l'histoire, aux problèmes théoriques et pratiques, aux perspectives de l'autogestion, cette idée-force d'une reconstruction socialiste de la société fondée sur la démocratie ouvrière.

Cet organe de réflexion publiera des articles traitants des aspects théoriques de l'autogestion ou des problèmes pratiques. Ces textes serviront à entretenir un débat sur ces questions, et tendront à élaborer une théorie générale du fonctionnement de l'autogestion dans le cadre de la société socialiste. Dans un article théorique, publié dans le premier cahier de l'Autogestion, Henri Lefebvre donnait une <<définition>> de l'autogestion, deux ans avant mai 68:

⁸⁹. Qui fut l'un des principaux sociologues français qui vécut l'expérience des Conseils ouvriers en Russie en 1917, avant l'arrivée au pouvoir des bolcheviks.

Le concept de l'autogestion, aujourd'hui, c'est l'ouverture vers le possible. C'est la voie à l'issue, la force qui peut soulever les poids colossaux qui pèsent sur la société et l'accablent. Elle montre le chemin pratique pour changer la vie, ce qui reste le mot d'ordre et le but et le sens d'une révolution ⁹⁰.

Cette vision autogestionnaire décrite par Henri Lefebvre fut également exposée par ce même auteur dans un ouvrage intitulé, Le Droit à la ville, Paris, Éd. Anthropos, 1968. <<Ce petit livre, écrit Lefebvre, ne se propose pas seulement de passer au crible de la critique les pensées et les activités qui concernent l'urbanisme. Il a pour objectif de faire entrer ces problèmes dans la conscience et dans les programmes politiques>>. Marxiste bien connu, l'auteur lie la réalisation de la société urbaine à une planification orientée vers les besoins sociaux, ceux précisément de la société urbaine. La classe ouvrière a été, écrit-il, <<dépossédée de la ville>>, parce que rejetée des centres vers les périphéries. Toujours selon l'auteur, sa reconquête doit aboutir à un nouvel humanisme, à une révolution totale, impliquant, à côté de la révolution économique, fondée sur une planification orientée vers les besoins sociaux, une révolution politique, postulant le

⁹⁰. Henri Lefebvre <<Problèmes théoriques de l'autogestion>> in Autogestion, No 1, décembre 1966, pp. 59-70.

contrôle démocratique de l'appareil de l'État et l'autogestion généralisée, mais aussi une révolution culturelle permanente.

Alors, ce que soulignent Henri Lefebvre et le projet d'une revue consacrée à l'idée, c'est que l'autogestion ne vise pas seulement l'objectif d'une transformation des institutions au niveau macro-social (tel que proclamé dans le contexte d'émergence du discours comme idéologie et grande synthèse macro-explicative dans une perspective d'autogestion économique et d'abolition de l'État) elle est aussi une manière de vivre différemment.

Cette nouvelle stratégie autogestionnaire (politique et sociale) qui s'annonce dans les discours implique vraisemblablement un <<changement d'attitudes et de comportements>> des Français par rapport à la quotidienneté. Ce changement d'attitudes et de comportements en France furent soulignés par les résultats obtenues d'un grand sondage réalisé en

exclusivité pour Le Nouvel Observateur en 1977 ⁹¹. Les Français, note une journaliste commentant le sondage:

...se dessinent en traits encore flous, parfois encore contradictoire, comme des citoyens moins individualistes, plus ouvert à la vie associative, bref comme des hommes déjà prêts à <<vivre autrement>> ⁹².

Elle poursuit en indiquant que cela n'est pas une nouveauté. Ce qui est nouveau en 1977, précise-t-elle, c'est qu'un syndicaliste (Michel Rolant) <<affirme que ces mouvements sont nécessaires>> et qu'un jeune politique

⁹¹. Sondage réalisé du 2 au 5 septembre 1977 par la Sofres pour Le Nouvel Observateur. Voici quelques uns des résultats les plus révélateur de se sondage: 6% des répondants se disent favorables à un engagement (cotisation) dans les partis politiques; 25% des répondants sont favorables à un engagement dans les syndicats; 17% favorables à une participation dans les associations de parents d'élèves; un Français sur deux fait partie d'une association; un sur quatre accepterait de devenir conseiller municipal; près de la moitié participent activement ou sont désireux de participer à la vie sociale de leur localité; 52% sont peu ou prou favorables à l'organisation des permanences médicales de quartier à la place des médecins traditionnels; 24% des 18 à 24 ans – usagers récents ou actuels – sont favorables au transfert de la responsabilité éducative aux collectivités locales contre 15% pour l'ensemble de l'échantillon. Jacques Juliard a analysé ces résultats dans l'édition du 19 septembre, 1977 du Nouvel Observateur en indiquant qu'il y a émergence d'une <<nouvelle culture>> décentralisatrice, associative, plus volontier syndiquée, plus volontier militante politique, reposant sur la primauté du social. Selon lui l'enquête permet de mieux éclairer le thème des <<deux cultures politiques>> développé par Michel Rocard au congrès socialiste de Nantes.

⁹². Josette Alia, Spécial Forum <<Les Hommes Du Vrai Changement (2) La France qui bouge>> in Le Nouvel Observateur, Lundi, 19 septembre 1977, p. 65.

(Patrick Viveret) <<conclut enfin à la nécessité impérieuse d'une alliance entre l'innovation sociale, si longtemps marginalisée, et les forces politiques, si longtemps trop sûres de leur pouvoir>>. Bref, cette requête de <<vivre autrement>> se présentait comme point d'entente possible, comme projet de société commun entre les appareils de parti et de syndicats et les courants contestataires.

L'idée de faire l'autogestion est donc entendue dans cette période d'élargissement comme recherche de solutions alternatives à des problèmes concrets ⁹³. De ce point de vue il y a un <<éclatement>> du discours autogestionnaire car les innombrables textes qui traitent de l'autogestion témoignent de la multiplicité des utilisations de ce <<concept>> aux

⁹³. Il semble que ce n'est pas au niveau des structures économiques que les plus importantes contradictions soient apparues mais du vécu des hommes et des femmes, réellement existants: la vie quotidienne. L'ouvrage de H. Marcuse (1968) *L'Homme unidimensionnel*, Paris, Éd. de Minuit, propose une lecture forte pertinente de la <<société industrielle>> et les critiques qu'elle engendre. H. Lefebvre a joué un rôle important dans l'attention portée à la vie quotidienne. Dans l'ouvrage intitulé *La Proclamation de la Commune*, Paris, Gallimard, 1965 de Henri Lefebvre, nous pouvons observer que les dimensions ludiques, utopiques, créatrices de la Commune de Paris ont largement inspiré les analyses (de Lefebvre ou des situationnistes) de la révolution comme critique et transformation radicales de la vie *quotidienne*, comme irruption de la dimension de la *quotidienneté* dans le changement social.

contours incertains. On parle ainsi d'autogestion des entreprises, du quotidien, de la famille, de l'éducation, de la vie, etc. Son objectif et sa spécificité au niveau micro-social sont de révéler et de lutter contre les nouveaux rapports de domination et d'exploitation vécus par les travailleurs en dehors de la production. La diffusion des idées et pratiques autogestionnaires se retrouve également dans la profusion des expressions qui associent l'autogestion à des projets de transformation sociale, économique, politique: <<habitat autogéré>>, <<autogestion des luttes>>, <<autogestion pédagogique>> ⁹⁴, <<autogestion sociale>>, <<socialisme autogestionnaire>>, etc. Concrètement, cette effusion autogestionnaire peut-être décrite comme le font Guillerme et Bourdet lorsqu'ils indiquent qu':

il semble que le prolétariat – c'est-à-dire l'immense majorité de la population salariée et scolarisée – porte l'exigence d'une vie librement construite et d'une organisation sociale transparente (le contraire de ce qu'on appelle l'État). Cela ressort (pour s'en tenir à l'histoire récente) aussi bien de mai 68 que du <<mai rampant>> d'Italie, de la révolte des O.S. que du mouvement pour une éducation anti-autoritaire, de l'action des ouvriers de Lip ou, à Cerisay, que de celle

⁹⁴. A titre d'illustration, c'est à partir de 1962 que des partisans de l'analyse institutionnelle mettent sur pied des expériences d'autogestion pédagogique dans l'éducation et la formation. Voir Georges Lapassade, L'autogestion pédagogique, Paris, Gauthier-Villars, 1971.

des femmes, de la crise de la psychanalyse que des émeutes dans les prisons, etc.⁹⁵

Des tentatives similaires ont eu lieu également dans le domaine psychiatrique (Bourdet et Guillerm, 1975). À ce propos, nous devons souligner au passage, dans ce contexte politico-intellectuel des idées autogestionnaires, le travail de vulgarisation de la psychanalyse du philosophe Gilles Deleuze et de l'analyste Félix Guattari. Dans un ouvrage écrit conjointement en 1972, L'anti-oedipe, capitalisme et schizophrénie, Paris, Éd. de Minuit, ces auteurs visent à mettre en question le freudisme, le critiquer et l'interroger sur ses <<évidences>>. Le propos est doublement révolutionnaire: faire sauter le fameux complexe d'oedipe, qui verrouillerait l'inconscient en valorisant la loi du Père (symbole hégémonique de la virilité hiérarchique conservatrice) et une fois le terrain désobstrué de cette muraille, rendre toute liberté aux *machines désirantes* que nous sommes. Ils soulignent, en somme, que la psycho-analyse était, en fait, une <<névro-analyse>> qui ne traitait que de décrochages idéologiques, pour la remplacer par une *schizo-analyse* qui implique une coupure par rapport à tous les passés, personnels, historiques, sociaux-culturels (la psychanalyse est située

⁹⁵. Alain Guillerm, Yvon Bourdet, Clefs pour l'autogestion, op., cit., p. 262.

par rapport aux mécanismes oppressifs de l'État, la schizophrénie par rapport aux contradictions du capitalisme). Vraisemblablement ces idées se situent directement dans le sens recherché par cette mouvance autogestionnaire. Les deux auteurs poursuivront cette réflexion en appliquant certains des modèles qu'ils ont élaborés dans L'anti-oedipe au titre de la <<schizo-analyse>> en choisissant l'oeuvre de Kafka pour en vérifier la fécondité ⁹⁶.

Le but de toutes ces expériences est de contribuer à une critique pratique des formes bureaucratiques et hiérarchiques et d'instituer de nouveaux rapports de savoir et de pouvoir décentralisés afin de faire éclater les séparations maître-élève, soignant-soigné, enseignant-enseigné. Cette approche est inséparable d'une conception politique globale de l'autogestion car ses initiateurs refusent d'y voir uniquement une technique ponctuelle d'animation ou de formation.

L'ascension de l'idée d'autogestion chapeaute en ce sens l'irruption d'un vaste mouvement social et culturel de critique de toutes les formes

⁹⁶. Gilles Deleuze, Félix Guattari, Kafka, Pour une littérature mineure, Paris, Éd. de Minuit, 1975.

d'hétéro-gestion (entendue ici comme gestion par les autres aux niveaux de l'économique, du social et du politique) ⁹⁷. Ce sont des transformations <<souterraines>> dans les sociétés industrielles avancées qui favorisent l'émergence de ce que Pierre Rosanvallon (1976) a nommé la <<galaxie auto>> qui regroupe les anarchistes libertaires, les écologistes, les autogestionnaires, les alternatifs et de façon plus générale ceux et celles qui s'opposent à l'envahissement de la vie privée par le <<social-étatique>> ou tentent de créer à sa périphérie des îlots de convivialité. Prenons par exemple les écologistes pour illustrer cette ascension autogestionnaire (l'idée d'autogestion condense plusieurs influences). Ils ont été, pendant le Forum à la II ième Conférence Internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion (Paris, 1977), les interlocuteurs privilégiés des

⁹⁷. Voir parallèlement l'émergence de mouvements sociaux spécifiques (étudiant, féminisme, écologique, régionalisme, etc.) qui font une large place à la spontanéité, à l'autonomie d'action, à la créativité collective. Concernant l'hétéroclité, la résurgence et la revendication démocratique des mouvements sociaux des années 1960 nous nous référons à: J. Cohen (1982) <<Between Crisis - Management and Social Movement: The Place of Institutional Reform>>, *Telos*, 51, pp. 22-40; F. Feher et A. Heller (1984), <<From Red to Green>> *Telos*, 59, pp. 5-19; L. Maheu (1983), <<Les mouvements de base et la lutte contre l'appropriation du tissu social>> *Sociologie et Société*, Vol. XV, No 1. pp. 77-92.

responsables socialistes ou syndicalistes. André Burguière indiquait dans un article du Nouvel Observateur le 19 septembre, 1977:

Ne se sont-ils pas montrés capables de mobiliser pour des mouvements de masse aussi bien les paysans (Larzac) que les jeunes, ou les moins jeunes, adversaires du nucléaire (Malville)? Aujourd'hui, ils chassent des mairies les notables et les lobbies politiques indéracinables; demain, si l'on en croit les sondages, leurs candidats pourraient rafler plus de 5% des voix aux élections législatives...et faire chuter l'Union de la Gauche.

En ce sens l'autogestion représente une pratique de vie sociale ordonnée par un idéal de mobilisation civique et de participation des individus à la chose publique. Il y a en quelque sorte socialisation de la revendication autogestionnaire dans une diversification des champs d'application de l'autogestion: l'on parle alors d'«îlots autogestionnaires», par exemple la lutte ouvrière de Lip⁹⁸. Cette expérience d'autogestion ouvrière en France, de cette lutte exemplaire et peut-être un peu trop souvent citée agit parfois dans l'imaginaire autogestionnaire français comme expérience idéale-typique d'autogestion⁹⁹. C'est-à-dire que les initiatives LIP symbolisaient en

⁹⁸. Voir par exemple les LIP à Besançon, Cerizay et plusieurs expériences dans le nord de la France: Marketube, Defresne, Somcer.

⁹⁹. Voir à ce sujet Émile Lejeune, L'autogestion?, Verviers, Marabout, 1974 et René Lourau, L'Analyseur-Lip, Paris, U.G.E.-10/18, 1974.

quelque sorte en France cette résistance courageuse et inventive aux pressions et aux décisions arbitraires des institutions étatiques et bourgeoises qui prétendent modeler la société. Certains auteurs croyaient même que les luttes moléculaires de type Lip représentaient l'unique porte d'entrée au socialisme autogestionnaire. Lucien Sfez s'inscrit dans cette perspective lorsqu'il affirme que:

La nouveauté autogestionnaire me paraît résider en une certaine conception du temps. Le temps pour l'autogestion socialiste, ne sera plus successif, linéaire, en avant-après, ce temps de la décision-exécution. [...] Le socialisme est presque déjà-là. Il est en germe dans de petites unités de la société d'aujourd'hui et les pratiques de luttes doivent, dès maintenant, adopter le modèle autogestionnaire Lip. Des milliers de Lip changeront le cours des choses ¹⁰⁰.

Cette résistance symbolique s'est exprimée avec force dans nombre de mouvements sociaux. Les nouveaux modes d'action ont contourné, dépassé, les pratiques habituelles de lutte du mouvement ouvrier (Lip). Cette volonté d'auto-émancipation ne se limite pas aux luttes sociales dans le secteur de la production. Elle est partagée par tous les acteurs des mouvements qui se manifestent dans l'espace de la vie quotidienne, au niveau des luttes de

¹⁰⁰. Lucien Sfez, <<Autogestion en société libérale>> in Contre Point, No. 28, 1978, p. 48.

quartier, des combats contre les expulsions, contre les hausses abusives des loyers et des prix, etc. ¹⁰¹.

Dans ce contexte, la promotion de l'idée d'autogestion se concrétise dans l'affirmation des différences. Ainsi, par tous les thèmes qu'elle brasse, les utopies qu'elle incarne, les expériences qu'elle suscite, l'autogestion constitue bien, selon l'expression de Lucien Sfez, <<une sorte de condensé peu stable de toutes l'histoire des idées>> ¹⁰².

Ainsi, la multiplication des tentatives expérimentales de nature autogestionnaire esquisse concrètement de nouvelles formes sociales de coopérations, des relations sociales égalitaires, des fonctionnements plus collectifs, des modes de régulations décentralisées et de gestion autonome,

¹⁰¹. Voir à ce sujet L'Autogestion? État généraux pour l'autogestion, juillet 1976, Paris, Syros, 1976; Collonges Yann, Randal Pierre-Georges, Les Autoréductions, grèves d'usagers et luttes de classe en France et en Italie (1972-1976), Paris, Chr. Bourgois, 1976; et Michel Ragon, L'architecte, le prince et la démocratie, Paris, Albin Michel, 1977.

¹⁰². Lucien Sfez, L'enfer et le paradis, Paris, PUF, 1978.

etc. Tel que l'indique Philippe Braud et François Burdeau dans un ouvrage intitulé, **L'Histoire des idées politiques depuis la révolution:**

L'autogestion, c'est aussi l'auto-organisation des multiples minorités culturelles par quoi s'exprime la richesse profuse du vivant. Aux antipodes des exigences défensives de la dictature du prolétariat contre ses adversaires potentiels, dont on trouve encore de forts échos dans le courant conseilliste, le socialisme autogestionnaire veut être l'épanouissement des libertés réelles grâce à des structures de pouvoir éclatées: décentralisation territoriale, entreprises autogérées, épanouissement du phénomène associatif ¹⁰³.

En effet, l'on retrouve une exigence autogestionnaire dans les différents courants ou mouvements sociaux qui, à l'époque, traversent la société française dans une requête politique d'autonomie, dans une recherche d'un autre type de pouvoir social, où les conflits se résoudraient à travers de nouvelles institutions (régions, offices, maisons de santé, etc...), ou un nouveau fonctionnement d'institutions existantes (municipalité, services publics, équipements) ¹⁰⁴.

¹⁰³. P. Braud, F. Burdeau, **L'Histoire des idées politiques depuis la révolution**, op., cit., Chapitre III: <<La révolution en désuétude>> – Section II: <<Les cités Idéales>>, 1983, pp. 658–659.

¹⁰⁴. Qu'il s'agisse des produits multiples du mouvement écologique, des associations de consommateurs, des radio-libres, des centres de planning familial, des groupes d'animation culturelle, des coopératives de production, des expériences de médecine <<douce>> ou de médecine de groupe, des fermes communautaires,...,il y a manifestement une capacité d'initiative.

C'est en quelque sorte la poursuite d'une légalité des modes d'agrégation des intérêts, instituant des pôles de régulation intermédiaire entre l'État et les individus. Cette nouvelle dimension de l'autogestion appelle une clarification du concept car la conception précédente est difficilement applicable à cette nouvelle réalité.

Utilisé dans diverses variations politico-idéologiques, le concept d'autogestion est difficilement saisissable sous l'accumulation des interprétations divergentes et contradictoires. Alors, il faut se garder de tout nominalisme excessif se référant implicitement à une autogestion <<pure et parfaite>>, et opter plutôt pour un modèle d'intelligibilité des phénomènes autogestionnaires. C'est-à-dire que dans cette période d'élargissement du discours autogestionnaire en France la notion a largement débordé le cadre purement économique-industriel, d'où la nécessité d'apporter une définition plus large, par exemple celle d'Olivier Corpet donnant une description qui intègre plusieurs dimensions de l'autogestion. L'autogestion désignerait alors simultanément:

- * un projet de transformation de la société au niveau des structures, des comportements et des mentalités (dimension utopique et programmatique);
- * un mouvement de critique théorique et pratique des processus d'institutionnalisation (dimension contre et anti-institutionnelle);
- * une forme spécifique d'organisation des rapports sociaux (dimension structurelle et relationnelle)>> ¹⁰⁵.

Toute <<dynamique autogestionnaire>> s'appuie sur cette conceptualisation tripolaire. Chacune de ces dimensions peut être développée autant dans les écrits que dans les pratiques de façon plus explicite par rapport aux autres. L'ensemble des recherches et études consacrées à l'autogestion en France se partagent d'une part ce qui est de l'ordre de la pratique et d'autre part ce qui relève plus des discours et des théories sur ces pratiques.

L'ascension de ce <<courant autogestionnaire>>, de cette idée d'épanouissement du pouvoir populaire, se caractérise en quelque sorte comme projet de changement social et politique qui se répand rapidement tant au niveau de la société civile, de par l'attrait qu'il suscite à l'égard des groupes en contestation, qu'à celui de l'État, de part la popularité de cette

¹⁰⁵. Olivier Corpet, <<Autogestion et rationalisme – raisons instituant et raisons instituées>> in Raison présente, No 49, janvier-mars 1979, pp. 33-47.

idée auprès de la <<majorité des groupes en contestation dans la société>>: c'est-à-dire que l'autogestion devient vite une idée convoitée aussi bien du point de vue des projets concrets que celui des discours théorico-politiques (syndicalistes et politiciens) tâchant, de part et d'autre, de mettre en évidence la possibilité de contrôler collectivement les conditions de vie et d'existence. Donc, l'ascension rapide de ce <<courant autogestionnaire>> produit une force d'attraction pour les groupes de bases, les intellectuels critiques, les partis et syndicats professionnels qui selon l'issue logique cherchent un changement politique profond qui signifie l'ascension au pouvoir des masses populaires.

Comme au chapitre précédent l'autogestion représente cette recherche d'alternative d'exercice et de redistribution du pouvoir politique et économique dans l'entreprise mais par contre dans ce contexte d'ascension l'idée d'autogestion en France est recherchée et appréciée par l'ensemble de la société ¹⁰⁶. Elle est donc, plus que dans la période précédente, objet de

¹⁰⁶. Elle revêt un caractère davantage populaire.

débats sur les tribunes publiques et dans les revues politico-intellectuelles ce qui fascine plusieurs intellectuels et spécialistes en sciences sociales.

B) L'apogée du <<courant autogestionnaire>>.

La double <<politisation>> de l'autogestion

Dans les années 70, on assiste à une poussée des idées autogestionnaires qui viennent renouveler la tradition et redonnent un sens aux valeurs profondes du mouvement ouvrier (pratique du mouvement associatif). Dans cette conjoncture, le politique dans sa forme parti classique tente de s'approprier l'idée d'autogestion. En effet, l'idéologie autogestionnaire a connu en France une diffusion extrêmement rapide pendant la décennie 70, au point d'être plus ou moins officiellement adoptée par la plupart des grandes institutions politiques ou syndicales <<de

gauche>> ¹⁰⁷, y compris par celles qui, au début la récusait, le P.C. et la C.G.T. principalement. Cette adoption de l'idée se manifeste sous forme de recherche d'une <<théorie politique>> de l'autogestion entendue comme plate-forme politique (voir plus bas <<corps de doctrine>> dans l'affirmation d'un certain <<progrmatisme>> ¹⁰⁸).

Cette <<reconnaissance officielle>> des virtualités autogestionnaires investis dans une conception théorique et programmatique s'inscrit comme alternative, comme une troisième voie du socialisme. Cette démarche s'effectuera en rejetant à la fois le stalinisme et la social-démocratie mais sans toutefois exclure les principes de la démocratie représentative car, l'autogestion tentera de s'implanter par l'entremise de l'élection de partis politiques se proclamant autogestionnaires (pour certains, l'attrait du terme

¹⁰⁷. Nous nous référons ici à ce qui fut nommé en France la <<deuxième gauche>>, expression qui laisse entendre qu'il existerait un corps de doctrine et de propositions fournissant une alternative claire et globale par rapport à la <<première gauche>> évidemment.

¹⁰⁸. La classe politique s'appuyait sur des corps de doctrine et des projets de réformes à titre d'agent et d'interprète, elle était <<juge et parti>> en même temps. Voir par exemple les <<quinze thèses sur l'autogestion>> adoptées par le P.S. en juin 1975.

se fait sur le mode d'anticipation des législatives de 1978). Il y avait donc en ce sens <<politisation>> de l'autogestion. Cette recherche particulière va culminer dans l'expérience d'une stratégie d'Union de la gauche pour un Programme commun de gouvernement (dans une tentative de répondre aux aspirations de mai? ¹⁰⁹).

Il est important de préciser que dans le contexte d'émergence du discours autogestionnaire en France il y avait une recherche semblable d'une troisième voie du socialisme mais elle se cantonnait dans une interprétation utopiste d'un projet de reconstruction révolutionnaire de la société. Ainsi l'abolition de l'État n'est plus à l'ordre du jour chez les théoriciens engagés dans la lutte politique alors qu'elle demeurait un objectif fondamental dans la période d'émergence du discours autogestionnaire ayant une certaine sensibilité libertaire.

Il y a aussi un autre sens à la <<politisation>> de l'autogestion. Mise à part cette prise en charge de l'idée autogestionnaire par les partis politiques

¹⁰⁹. C'est l'époque où les différents partis politiques font de la politique avec le spectre de la guerre civile (mai 68) en arrière-fond.

et syndicats professionnels, il y a parallèlement dans les discours théoriques des intellectuels critiques, formation d'une perspective <<politique>> de l'autogestion et non plus essentiellement <<économico-industrielle>> (démocratie industrielle). La réflexion derrière ce changement de perspective réside dans l'obligation de penser <<l'autogestion>> non seulement dans les entreprises, mais aussi à travers d'autres institutions sociales. Comment répondre théoriquement à cette ferveur ascensionnelle de l'idée d'autogestion qui se manifeste dans la société? Bref, comment reconnaître le pouvoir social multiple et fragmenté?

La formation d'une perspective politique de l'autogestion sera approfondie au chapitre 3. Le questionnement qui est au centre de cette démarche est de savoir saisir la multiplicité des rapports de subordination qui peuvent affecter un individu (nature des nouveaux antagonismes) si l'on refuse de considérer l'agent social comme une entité sociale homogène et unifiée (l'image d'un sujet unitaire posé comme source ultime d'intelligibilité de ses actions)? Ce qu'expriment les luttes des nouveaux mouvements sociaux, c'est précisément la multiplicité des positions de sujet qui constitue

un même agent et la possibilité que ces luttes deviennent le siège d'un antagonisme et se politisent. Les diverses aspirations autogestionnaires dans la société posent clairement la question du politique entendue comme auto-institution du social. C'est précisément sur ce dernier point que se différencie cette pensée autogestionnaire en rapport à celle de la période étudiée au chapitre précédent, d'une autogestion de l'économique à l'autogestion du politique.

Pour une <<nouvelle culture politique>>

La production littéraire soutenant cette perspective <<politique>> témoigne des difficultés (certains diront des impasses) des modèles de gestion capitaliste et socialiste existants (réformiste ou <<révolutionnaire>>) et aussi, plus généralement, d'une mise en question de la conviction de vertus bénéfiques d'un développement à n'importe quel prix des <<forces productives>>. Cette situation engendre l'élaboration d'un autre modèle de

changement social, politique et économique de gestion de la société en proposant une nouvelle façon de penser le changement, une nouvelle idéologie (voir même une autre philosophie) de la transformation.

La comparaison des différents points de vue sur l'autogestion et les nouvelles conceptions stratégiques du changement social qu'elle implique, permet de repérer les jeux et les enjeux de cette recherche théorique et programmatique d'une transformation sociale dont l'objectif est la gestion totale de la société par l'ensemble du corps social. Pour reprendre une formulation d'Olivier Corpet, les différentes interprétations de l'autogestion traduisent plus ou moins confusément:

un même désir d'auto-institution de la société, une même volonté d'auto-organisation du corps social dans son ensemble à tous les niveaux de fonctionnement et dans toutes ses sphères d'intervention¹¹⁰.

Parmi les exposés d'ensemble d'une telle conception, on retient tout d'abord les livres dont l'intention première est pédagogique. Les Clefs pour l'autogestion d'Alain Guillermin et Yvon Bourdet (1975) (ces auteurs

¹¹⁰. Olivier Corpet, <<A propos de quelques autogestions à la française>> in L'Institution, PUF, 1981, p. 366.

concluent que l'autogestion n'est pas seulement la gestion ouvrière des entreprises, <<mais de toute la société>>) et le livre d'Edmond Maire avec la participation de Claude Perrignon Demain l'autogestion (1976) s'inscrivent dans cette perspective (ces derniers auteurs ne voient que des avantages à la solution qu'ils préconisent).

À côté de ces ouvrages assez généraux, on trouve toute une série de livres plus directement <<politiques>> dans une affirmation positive de l'autogestion généralisée tel que celui d'Yvon Bourdet (1970), La délivrance de Prométhée pour une théorie politique de l'autogestion; et du même auteur en (1974), Pour l'autogestion; de Pierre Rosanvallon (1976), L'âge de l'autogestion; d'Alain Guillemin (1979), L'autogestion généralisée; etc.

Le développement d'une théorie politique et d'une <<programmation anticipatrice>> de l'autogestion reposent essentiellement sur deux aspects. D'une part, une critique radicale de l'<<hétérogestion>> ¹¹¹ politique du léninisme et de ses conséquences dysfonctionnelles et d'autre part sur

¹¹¹. Entendu ici comme gestion par les autres.

l'«hétérogestion» dans les usines modernes concernant par exemple l'irrationalité de la gestion capitaliste (ou bureaucratique) de l'économie dont Yvon Bourdet a démontré les mécanismes dans La délivrance de Prométhée pour une théorie politique de l'autogestion, (1970). Yvon Bourdet consacre ce livre à la défense du réalisme de l'objectif traditionnel de l'action socialiste: la création d'une société sans domination, exploitation ni oppression. Il admet les critiques faites aux sociétés dites socialistes réalisées: on n'a fait que créer une nouvelle classe dirigeante, un nouveau mode d'«hétérogestion». De façon pour ainsi dire négative, l'auteur s'attache à démontrer que l'autogestion (dont il définit les principes) est possible, que les ouvriers industriels s'orientent de ce côté. Il poursuivra cette réflexion amorcée en 1970 en élaborant davantage sur le cadre politique nécessaire à une telle orientation en récidivant dans Pour l'autogestion, (1974) en élaborant la thèse de l'«autarchisme». Ayant décrit allégrement l'«hétérogestion» politique et économique et développé l'idée du dépassement de «l'Usine du Plan» de Chaulieu ¹¹², Bourdet

¹¹². Socialisme ou Barbarie, No 22, juillet-septembre 1957, p. 33 et suivantes. Voir aussi: «Les conditions de possibilité de l'autogestion» in: La délivrance de Prométhée, p. 191 et suivantes.

croit qu'il ne suffit pas que les mécanismes internes d'une usine soient autogérés pour qu'une telle usine <<ait véritablement en main son destin>> car il faut une forme politique nationale pour rendre l'autogestion possible. C'est alors que Bourdet dans Pour l'autogestion, développe la thèse de l'autogestion localisée à l'<<autarchisme politique généralisée>>. Il faut comprendre que pour Bourdet le mot <<autogestion>> ayant une connotation strictement économique (le terme de gestion n'évoque pour lui que des questions d'économie ou d'administration) ne peut désigner une organisation politique originale qui assure la coordination du corps social. <<L'autarchisme, au contraire, est la libre coordination politique des ensembles autogérés>> (p.279).

Quelques années plus tard, Alain Guillerm (1979) poursuivra cette même réflexion en publiant un ouvrage au titre plutôt révélateur: L'autogestion généralisée. La partie <<constructive>> de l'ouvrage apparaît assez brève. Guillerm souligne, certes, à plusieurs reprises, l'importance, dans un système d'autogestion, des Conseils ouvriers (voir notamment, p. 180, 212) mais la définition de leur rôle est cependant quelque peu flou. Il

en est ainsi lorsqu'il tente de définir le concept d'autogestion généralisée comme recoupant <<quasiment toutes les notions théoriques de l'autonomie>>. Pour l'auteur l'autogestion est la forme de sociabilité capable de concilier l'autonomie du citoyen avec la sociabilité organique du producteur. Enfin, Guillerm comme Bourdet conçoivent l'autogestion comme projet global de changement social et politique, comme seul mode de gouvernement prolétarien dans une critique de toutes les formes de réification de la vie quotidienne.

La question de la détention du pouvoir et plus spécifiquement de la décentralisation de l'exercice du pouvoir représentait également matière à discussion dans la recherche d'une théorie politique de l'autogestion. Pierre Rosanvallon, (1976) L'âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement, élabore une nouvelle conception des stratégies *démocratiques* d'appropriation des moyens de pouvoir. Ces stratégies sont étroitement liées au développement d'une problématique de l'expérimentation sociale agissante comme réhabilitation du politique. Il souligne que l'expérimentation sociale constitue une réhabilitation de toutes les pratiques

de luttes se situant au niveau du combat quotidien et tend à faire apparaître de nouveaux rapports sociaux:

Le changement de société ce n'est pas seulement un changement d'institué mené du sommet, c'est l'émergence d'un nouveau pouvoir de l'instituant. C'est la limite de toutes les stratégies strictement politiques – électorales ou révolutionnaires – que de penser le changement de la société d'abord comme changement d'institué ¹¹³.

Il analyse donc l'expérimentation sociale comme stratégie de changement dont il approfondira la signification dans un ouvrage écrit conjointement avec Patrick Viveret (nous y reviendrons) ¹¹⁴. Mais l'un des thèmes centraux et propositions positives étudiés par Pierre Rosanvallon dans son essai sur L'âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement, ¹¹⁵ est la <<politique de l'économie>>, (les principes politiques régissant la question du partage du pouvoir dans la gestion du système économique).

¹¹³. P. Rosanvallon, L'âge de l'autogestion, op., cit., p. 103.

¹¹⁴. P. Rosanvallon, P. Viveret, Pour une nouvelle culture politique, Paris, Seuil, 1977.

¹¹⁵. Cet étrange sous-titre qui n'a aucune <<sonorité>> autogestionnaire suggère une autorité à partir d'un centre décisionnel ce qui à première vue peu sembler <<anti-autogestionnaire>>. Par contre, Rosanvallon perçoit l'instauration réelle de l'autogestion par l'entremise d'un changement politique de société, sans recours toutefois à la <<politique politicienne>> qui elle implique, bien entendu, une certaine autorité à partir d'un centre décisionnel.

Suite aux événements de mai 68, événements ayant contribué à la diffusion d'une idée jusque-là confinée dans les débats théoriques, Pierre Rosanvallon, militant syndical et rédacteur en chef de la revue CEDT aujourd'hui jusqu'à la fin de 1977, identifie l'autogestion non seulement comme un mode de gestion décentralisée de l'entreprise (démocratie industrielle) mais comme une forme d'organisation sociale et communautaire car: <<avant d'être une idée, l'autogestion s'est en fait constituée comme une pratique sociale et politique suffisamment forte pour que l'on puisse parler de courant autogestionnaire ou de mouvement autogestionnaire>>. Cette <<sensibilité>> autogestionnaire se caractérise principalement par les luttes populaires qui sont liées à des organisations de militants syndicaux et politiques. Ce sont de nouvelles formes de pouvoirs (lire: contre-pouvoirs): comités de quartiers, comités populaires, assemblées d'usines qui se mettent en place. Avec Rosanvallon la conception autogestionnaire se positionne, avant tout, non pas à partir d'un idéal mais à partir des pratiques politiques et sociales concrètes. L'autogestion est perçue dans cet ouvrage à travers le courant/mouvement comme <<réhabilitation de la dimension politique du socialisme>> (il cherche à <<désutopiser>> le projet socialiste), comme

<<mouvement d'élargissement de la démocratie>> ou encore, selon ses propres termes l'autogestion conduit à une <<véritable renaissance à l'intérieur du socialisme>> car:

L'autogestion est autant une stratégie qu'un objectif. Elle propose une stratégie d'appropriation des moyens de pouvoir. Elle permet de dépasser le clivage réforme ou révolution en définissant une problématique politique de l'expérimentation sociale ¹¹⁶.

Rosanvallon étend et enrichit la signification de l'autogestion comme l'auto-administration d'un ensemble social homogène. En ce sens, l'autogestion ne concerne pas exclusivement les entreprises industrielles ou agricoles, mais toutes les organisations de la vie: l'éducation, la culture, l'information et toutes les sphères de décisions politiques. Elle implique que soit reconsidérée le rapport entre l'activité économique et les autres formes d'activités sociales, bref, elle implique que soit questionnée le partage des pouvoirs entre les diverses <<institutions sociales>>.

Taxant la doctrine socialiste d'économisme et de positivisme, Rosanvallon entreprend une réflexion sur la question de <<l'exercice concret du pouvoir>>. Cette réflexion se fera en actualisant le principe d'égalité

¹¹⁶. P. Rosanvallon, L'âge de l'autogestion. op., cit., p. 17.

sociale à l'intérieur du libéralisme politique conçu comme une théorie de la séparation des pouvoirs et de la limitation du pouvoir d'État. Tel qu'il l'indique:

La proposition autogestionnaire, fondée sur la propriété sociale des moyens de production et la planification démocratique, consonne avec le projet libéral de limitation du pouvoir étatique et d'un pouvoir propre de la société civile ¹¹⁷.

Il faut entendre dans le discours de Rosanvallon que la société civile n'est pas singulière mais plurielle: groupes, sujets en représentation, éparpillés, disséminés, occupent la scène. C'est cela la société libérale au sens du libéralisme politique souligné par Rosanvallon ¹¹⁸. Cela signifie délégations, pouvoirs multiples et contre-pouvoirs. Rosanvallon s'emploie à définir l'autogestion comme théorie politique nouvelle dépassant à la fois le libéralisme classique et le socialisme étatique. Dans ce discours, l'autogestion hérite du marxisme la critique de la société bourgeoise et elle hérite du libéralisme le principe de la réduction du pouvoir de l'État et de

¹¹⁷. P. Rosanvallon, *L'âge de l'autogestion*, op., cit., p. 45.

¹¹⁸. Dans un article intitulé <<Autogestion en société libérale>> in *Contre Point*, No 28, 1978, p. 52, Lucien Sfez ajoute que le libéralisme de Rosanvallon actualise le libéralisme de Locke en se réclamant plus du libéralisme politique que du libéralisme économique qui est devenu à cette époque, selon Sfez, aussi anachronique que la planification centralisée.

la souveraineté de la société civile. Ce dépassement signifie que l'autogestion pose le problème du développement de la société politique sans être en contradiction avec un certain désengagement de l'État. En d'autres termes:

Avec l'autogestion, la politique – au double sens des rapports concrets de pouvoir dans la société civile et de mode d'expression des choix collectifs dans la société politique – devient l'infrastructure véritable de la société. Avec l'autogestion le socialisme devient politique et cesse donc enfin d'être utopique ¹¹⁹.

En ce sens, la société politique occupe une fonction partagée (avec les pouvoirs concrets dans la société civile) d'intervention pour une participation à un idéal collectif.

De nouveau, l'autogestion tente de se définir comme nouvelle qualité du socialisme en redéfinissant le sens de l'action politique. Dans la période d'émergence du discours autogestionnaire, le sens de l'action politique se résumait à l'idée d'un mouvement orienté vers la prise de pouvoir social par l'entremise des cellules de base dans l'entreprise. Cette démarche signifiait, en dernière analyse, socialisation décentralisée du mode de gestion

¹¹⁹. P. Rosanvallon, L'âge de l'autogestion, op., cit., p. 49.

économique (mécanisme démocratique de gestion de l'entreprise) ou la planification d'une <<démocratie industrielle>>. Mais le sens de l'action politique que Rosanvallon développe reconnaît la contribution positive des principes de la démocratie formelle (parlementaire) vis-à-vis la mise en place du projet autogestionnaire. Il est conscient que pour la majorité des groupes et mouvements de revendication, (courant/mouvement autogestionnaire), la question de l'abolition de l'État n'est plus au premier plan. Il y a donc une forme d'attestation des principes de la démocratie représentative à travers une critique du parlementarisme (et non un dénigrement) qui s'effectue par un appel au pouvoir direct du peuple.

Rosanvallon poursuivra et approfondira cette réflexion conjointement avec Patrick Viveret dans un ouvrage intitulé, Pour une nouvelle culture politique, (1977). L'émergence de cette culture politique est essentiellement socialiste autogestionnaire (comme en fait foi le chapitre IV) s'opposant à la culture politique social-étatique commune au courant communiste et au courant social-démocrate. Ces deux derniers courants se caractérisant par

<<le recours universel à l'État et par la surpolitisation de tous les problèmes>>, ils prennent donc position contre la culture étatiste.

La problématique centrale est théorique et stratégique. Elle consiste à déterminer <<sur quelles bases une culture politique socialiste, centrée sur le thème de l'autogestion, peut se constituer sans risque de rechute totalisante et totalitaire>>? La principale préoccupation des auteurs est d'expliquer cette <<nouvelle culture politique>> autogestionnaire caractérisée par une reconquête de l'autonomie de la société civile. L'autogestion est ainsi définie comme tactique offensive contre la bureaucratisation du mouvement ouvrier suite à la diffusion du concept dans les institutions politiques et syndicales de masse. En réaction à cette situation, les auteurs décrivent la culture politique autogestionnaire par:

...un ensemble de théories, de représentations, et de pratiques nouvelles qui sont traversées principalement par le projet d'une autonomisation croissante des acteurs sociaux et d'une autorégulation poussées aussi loin que possible des systèmes humains ¹²⁰.

¹²⁰. P. Rosanvallon, P. Viveret, Pour une nouvelle culture politique, Paris, Seuil, 1977, p. 67.

Cette problématique est aussi politique et culturelle car elle vise <<à faire converger des formes culturelles nouvelles et dispersées en une même culture politique>>.

Selon les auteurs, le socialisme autogestionnaire peut répondre au développement d'une théorie politique démocratique, définir les voies d'une nouvelle stratégie du changement social échappant au dilemme réforme/révolution, bref il s'agit pour ces auteurs de reconstruire théoriquement une société politique. Pour ce faire, il s'agit de miser davantage sur la volonté politique de transformation et de réduction des fonctions de l'État (volonté venant essentiellement de la base par rapport au sommet autoritaire et bureaucratique) favorisant les mouvements d'<<expérimentation>> et de construction des rapports sociaux autogestionnaires. Cette réduction des fonctions de l'État n'implique pas nécessairement l'idée du dépérissement de l'État:

A l'opposition scolastique réforme/révolution, la nouvelle culture politique substitue la dialectique productive expérimentation / transformation de l'institution. Elle ne nie pas la nécessité de la conquête de l'État, mais elle manifeste que cette conquête ne pourra être suivie de sa transformation et de la réduction de ces fonctions qu'à la condition qu'existe une société civile vivante et entreprenante.

A une conception uniforme et unifiée en socialisme, elle oppose une vision du socialisme comme une société en chantier, diversifiée ¹²¹.

Cette nouvelle culture politique est la société d'expérimentation à la base, expérimentation de formes nouvelles de pouvoirs, de gestion d'équipements à la base. La pratique des formes d'expérimentation sur le terrain micro-social s'oppose à la dimension politique formelle des combats de militants. La société d'expérimentation doit s'opposer à la société militante car cette dernière peut manipuler la première ¹²².

Ces auteurs développent une conception très <<expérimentation sociale>> de l'autogestion. Dans l'ensemble, l'ouvrage entreprend une réflexion sur la constitution d'une société politique ou d'un espace public démocratique pour la société civile, lieu des rapports sociaux et des rapports de travail, qui au dire des auteurs est <<écrasée par l'État>>. Voilà la véritable dynamique autogestionnaire selon ces auteurs : c'est la

¹²¹. P. Rosanvallon, P. Viveret, Pour une nouvelle culture politique, op., cit., p. 117.

¹²². Il s'agit, tel que mentionné, d'une tactique offensive contre la bureaucratisation du mouvement ouvrier suite à la diffusion du concept d'autogestion dans les institutions politiques et syndicales de masses.

revendication d'une décentralisation des sphères de décision dans la société. Cette dynamique doit être défendue non pas par l'entremise d'un idéal mais comme <<pratique difficile>> car:

Penser la démocratie positivement, c'est rompre avec ce fantasme de la société idéale. La démocratie n'est pas un idéal historique mais une pratique difficile ¹²³.

Cette <<pratique difficile>> se réfère, au sens figuratif, à <<une société qui se travaille sur elle-même>> (vision du socialisme comme une société en chantier, diversifiée).

Nous pouvons observer que dans ce discours il y a une recherche d'un <<modèle cohérent>> de socialisme autogéré élargie en décrivant cette <<nouvelle culture politique>> qui doit s'épanouir en misant sur les principes de base du libéralisme (souveraineté de la société civile et réduction du pouvoir de l'État). Mais ce libéralisme en est un des pouvoirs intermédiaires ¹²⁴: promouvoir des communautés horizontales ¹²⁵,

¹²³. P. Rosanvallon, P. Viveret, Pour une nouvelle culture politique, op., cit., p. 99.

¹²⁴. Nous pouvons définir ses pouvoirs intermédiaires prit au sens d'empirisme libéral,...,c'est la politique qui vise à gérer les intérêts divergents issus du pluralisme social, c'est la réalité des intérêts particuliers selon une certaine formulation rousseauiste.

développer de la sociabilité pour réduire la demande de l'État et militer pour l'essor d'un droit social ou plutôt des droits sociaux. Mais la dualité de pouvoir peut-elle être institutionnalisée, ou doit-elle au contraire conduire à une confrontation décisive des organes de base du pouvoir populaire avec le pouvoir central installé dans l'institution de l'État bourgeois? ¹²⁶. Enfin, au sujet du rapport entre <<la base>> et le <<haut>>, les auteurs indiquent que le P.S. était:

peut-être le mieux à même de jouer cette double fonction de parti traditionnel et de parti analyseur des nouveaux mouvements sociaux ¹²⁷.

Bref, Rosanvallon et Viveret font de l'autogestion l'un de leurs chevaux de bataille idéologique (et non-révolutionnaire) au nom d'une <<nouvelle culture politique>> à base d'expérimentations sociales et de <<revival>> de la société civile, contre le <<tout-politique>> et le <<tout-à-l'État>>.

¹²⁵. Nous croyons que le schéma politique vertical soutenant des propositions autogestionnaires a en quelque sorte et comme nous tenterons de la démontrer ultérieurement, fait faillite: c'est-à-dire qu'il n'a pas su répondre aux exigences auxquelles il faisait face.

¹²⁶. Nous élaborerons davantage se dernier questionnement au chapitre 3.

¹²⁷. P. Rosanvallon, P. Viveret, Pour une nouvelle culture politique, op., cit., p. 136.

contre la politique professionnelle, etc. mais en faveur du P.S. car il semble, selon ces deux auteurs, que ce parti est le mieux à même de réaliser les propositions autogestionnaires ¹²⁸.

Les partis politiques et syndicats professionnels face à l'autogestion

Dans cette perspective d'élargissement du discours qui défend une position politique moins utopiste, moins anti-étatique, des organisations politiques et syndicales ont également contribué à fortifier la thématique autogestionnaire. D'abord en la reprenant à leur compte, en la diffusant, puis en apportant leur propre contribution dans une démarche de légitimation politique: c'est-à-dire que la société politique professionnelle cherchera à fonder le principe de légitimité dans des réalités sociales ou culturelles.

¹²⁸. Ces auteurs se disent en faveur des mouvements d'«expérimentations» et de construction des rapports sociaux autogestionnaires à la base mais en dernière analyse il s'avère que leur position initiale contre la culture étatiste doit-être nuancée car ils se disent d'une part contre le politique politicien mais d'autre part pour l'avènement d'une société autogestionnaire résultante de la mise en oeuvre du parti socialiste.

Dans le paysage politique gaulliste des années 1960 ¹²⁹ l'idée d'autogestion (si elle en était une) s'identifiait et se réduisait au thème de la participation des employés dans l'entreprise. Jean-Claude Petitfils explique en ses propres mots ce refus d'outrepasser l'«*autogestion économique*» gaulliste (participation dans l'entreprise) au niveau du politique:

Il faut admettre que la logique du système gaulliste, jacobin et centralisateur dans l'âme, le style personnel du général exigeant un lien de confiance direct entre lui-même et les Français, cultivant jalousement le mystère du pouvoir, n'allaient pas dans le sens d'une véritable "participation" des citoyens à la gestion de leurs propres affaires. Si remarquable que soit sa souplesse d'adaptation il est douteux que le gaullisme ait été en mesure de faire cette révolution-là, sans se renier lui-même. Aurait-il pu admettre la concertation dans l'entreprise et continuer de la refuser au niveau du pouvoir politique? L'échec du référendum suivi par la démission du général

¹²⁹. Sans se référer directement à l'autogestion nous devons souligner dans cette dynamique politico-intellectuelle française que Charles de Gaulle a quitté le pouvoir le 27 avril 1969 lorsqu'il a perdu le référendum qui portait sur «*la participation*». Patrick Guiol a très bien illustré la pensée du général de Gaulle, le gaullisme et la participation dans *L'Impasse sociale du gaullisme: le RPF et l'Action ouvrière*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985. Selon l'auteur, les idées et discours sur la participation mises de l'avant par le fondateur de la Ve République font apparaître deux significations distinctes dans l'emploi du terme «*participation*»: une *philosophie sociale* et une *technique politique*. La participation gaulliste a produit un projet qui se situe dans la lignée du catholicisme social indique l'auteur.

a finalement évité que cette contradiction n'éclatât de façon frappante¹³⁰.

Cet écart indiscutable qui existe entre les projets affirmés d'«autogestion-participation-gaulliste» et les réalisations effectives tentera d'être réduit par les partis et syndicats professionnels à tendance proprement dite socialiste.

Il revient à la C.F.D.T. de s'être prononcée officiellement, dès mai 68¹³¹, pour l'autogestion. Cette prise de position a conduit cette centrale syndicale à en faire, par la suite, lors de son 35e congrès de 1970, un des éléments essentiels de son projet aux côtés de la planification démocratique et la propriété sociale des moyens de production¹³². Dans son texte d'orientation voté au Congrès de 1970, la C.F.D.T.¹³³ se prononçait pour le socialisme autogestionnaire critiquant parallèlement l'«anarchie

¹³⁰. J.-C. Petitfils, Le Gaullisme, Paris, PUF, 1977, p. 67.

¹³¹. Le mot «autogestion» apparaît officiellement pour la première fois dans un Communiqué confédéral du 16 mai 1968 (p.58).

¹³². M.Branciard, «Du socialisme démocratique au socialisme autogestionnaire» in CFDT Aujourd'hui, No 41, janvier-février 1980, pp. 3-18.

¹³³. C.F.D.T., Perspectives et stratégie, Rapport d'orientation du 35e Congrès confédéral de la C.F.D.T., Issy-les-Moulineaux, 6-10 mai 1970 et C.F.D.T., les Documents pour comprendre l'évolution de la C.F.D.T., Paris, Seuil/Politique, 1971.

capitaliste>> et l'«ordre étouffant d'un socialisme d'État centralisé et autoritaire>>. Jacques Julliard et Edmond Maire ont dans La C.F.D.T. d'aujourd'hui, (1975), raconté et analysé cette adhésion syndicale au socialisme autogestionnaire. Selon ces auteurs, l'autogestion ne peut être que socialiste car:

On peut à la rigueur gérer ce qui ne nous appartient pas, mais il est par définition impossible d'autogérer la propriété d'autrui. L'autogestion est une activité *sociale* qui ne peut s'appliquer qu'à la propriété *sociale* ¹³⁴.

Les trois composantes liées de ce socialisme autogestionnaire sont: la propriété sociale des moyens de production, la planification démocratique et l'autogestion. Tous ces thèmes sont présentés dans deux chapitres importants: «La centrale de l'égalité des droits» (nous soulignons) et «Vers le socialisme autogestionnaire». Sur la question de la propriété des moyens de production, le Parti Socialiste présente, comme il sera mentionné, une proposition ambiguë impliquant des nationalisations et une extension des pouvoirs centraux de l'État. Par contre la C.F.D.T. propose un système de propriété sociale des moyens de production permettant d'accroître le pouvoir

¹³⁴. J. Julliard, E. Maire, La CFDT d'aujourd'hui, Paris, Seuil, 1975, p. 163.

des communautés locales dans une perspective sociale globale. Edmond Maire, principale responsable de la C.F.D.T., écrit à ce sujet:

si nous employons le terme de propriété sociale, cela signifie que nous ne voulons pas de propriété étatique qui prive les travailleurs du pouvoir réel sur les moyens de productions qu'ils utilisent ¹³⁵.

Plus loin, le contenu pratique de cette notion de propriété sociale se trouve précisé:

Les entreprises seront d'abord des moyens collectifs de travail et non plus des biens marchands utilisés pour valoriser un capital et dont on pourra disposer à volonté. Quand il s'agira, par exemple, de créer une entreprise, ou de la fermer, ou de la déplacer, il est évident que les travailleurs de cette entreprise ne seront pas les seuls concernés. C'est l'ensemble de la collectivité impliquée, c'est-à-dire en plus des travailleurs eux-mêmes, la commune ou la région, la branche industrielle et le plan qui auront leur mot à dire ¹³⁶.

Pour la C.F.D.T. la question du passage au socialisme autogestionnaire n'est pas seulement liée à la conquête du pouvoir politique par les forces de gauche. Le véritable moteur de la transformation sociale est constitué par l'ensemble des luttes, des mouvements spontanés, des multiples expériences sociales, même bien souvent hors des voies politiques traditionnelles.

¹³⁵. E. Maire, Demain l'autogestion, Paris, Seghers, 1976, p.90

¹³⁶. E. Maire, Demain l'autogestion, op., cit., p. 91.

L'aspiration autogestionnaire de cette centrale syndicale est ainsi à la fois action immédiate et projet. C'est le sens du slogan de la C.F.D.T.: <<Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui.>> Après 1968 les partis de la gauche non-communiste ont également repris ce mot d'ordre.

Il est plausible que ces approbations officielles à l'égard du thème de l'autogestion aient contribué à une réunification du paysage politique français en supportant l'élaboration d'une alternative aux idéologies politiques étatiques-communistes-marxistes dans la gauche française. L'<<Union de la Gauche>> se présentait <<à la fois comme équilibre conflictuel entre les partis, et *comme forme politique* au sein de laquelle, tant bien que mal, se combinaient des mouvements sociaux, des luttes anticapitalistes et des aspirations populaires <<démocratiques>> ou <<autogestionnaires>>¹³⁷. En d'autres termes, la référence au <<socialisme démocratique autogestionnaire>> a probablement permis à une gauche anti-totalitaire de s'affirmer de façon positive.

¹³⁷. Voir un peu plus loin la citation complète d'Étienne Balibar, <<Crise des formes politiques et mouvements sociaux>>, in La Gauche, le Pouvoir et le Socialisme, Paris, PUF, p. 100.

Dans cette perspective l'on doit souligner le rôle joué par le Parti socialiste unifié (P.S.U.) dans ces différents essais de recomposition idéologique de la gauche politique française. Durant la période 1971-1974, il a activement participé à la diffusion de l'idée autogestionnaire que ce soit en organisant des rencontres, en cherchant à promouvoir des rassemblements de divers groupes d'extrême-gauche (voir, par exemple, l'expérience du comité de liaison pour l'autogestion socialiste - C.L.A.S.), et en soutenant activement la lutte ouvrière de Lip.

Toutes ces tentatives se sont ordonnées essentiellement par rapport à la stratégie d'Union de la gauche (rupture en 1977) défendue principalement par le Parti socialiste (P.S.) et le Parti communiste (P.C.) autour du Programme commun de gouvernement (1972) (utile pour <<prendre le pouvoir>>). L'autogestion était ainsi devenue un enjeu politique qui déterminait et orientait les jeux de la politique. C'est dans cet espace institutionnel, idéologique et programmatique de l'Union de la gauche

que va se situer une grande partie des enjeux politiques du discours autogestionnaire durant la période 1968–1978.

En 1972, le P.S. se dote d'un projet, *Changer la vie*, où la référence à l'autogestion concerne avant tout la possibilité <<d'expériences>> dans le secteur public et est présentée comme la finalité de la société socialiste (signature du Programme commun). Il en est de même pour le P.S.U. dans son manifeste de 1972 Contrôler aujourd'hui pour décider demain. Ensuite, le P.S. adopte à la quasi unanimité ses <<quinze thèses sur l'autogestion>> à la suite des Assises du Socialisme¹³⁸ les 21 et 22 juin 1975 préparée par les socialistes en vue de doter leur parti d'un <<corps de doctrine>>. Les grandes lignes de ce projet abordent les principaux problèmes soulevés par la mise en oeuvre d'un système autogestionnaire: nature de la propriété des moyens de production, place des rapports marchands, définition d'une planification démocratique, possibilités d'accaparement du pouvoir par certaines couches sociales, généralisation du principe d'autogestion à tous les domaines de la vie sociale, etc. Jean-Pierre

¹³⁸. Pour le socialisme, livre des Assises du socialisme, Paris, 1974.

Chevènement a souligné ce <<corps de doctrine>> dans Le Vieux, la crise et le neuf en 1974 (rééd. 1977). Selon ce dernier, cette idée d'un système d'autogestion <<résumait naturellement les aspirations de mai>> et conséquemment il reconnaît la nécessité préalable du passage par la prise du pouvoir politique sinon il y aura une stagnation dans un réformisme étroit, étant bien entendu qu'on <<prend>> le pouvoir pour le <<rendre>>.

C'est l'époque aussi des <<Colloques Autogestion>> organisés en février 1974 par la C.F.D.T., avec la participation officielle du P.S. et du P.S.U. Ces colloques précédèrent la tenue des Assises pour le Socialisme visant à organiser de façon officielle l'entrée du P.S.U. de Michel Rocard et de nombreux militants et responsables de la C.F.D.T. dans le P.S.

De plus, à l'initiative du P.S.U. les 3 et 4 juin 1976, se tenait à Malakoff les États généraux pour le socialisme autogestionnaire réunissant des militants d'organisations politiques, syndicales, du cadre de vie, des mouvements écologiques, des mouvements de femmes, etc, (plus de 500

délégués et au total plus de 700 militants ont participé à ces deux journées)

¹³⁹. Ces États généraux contribuèrent à alimenter le débat (sur la constitution du pouvoir populaire) où interviennent de simples militants, et des responsables nationaux de grandes organisations qui, utilisant ou non le vocable <<autogestion>>, sont à la recherche d'un socialisme qui s'identifie au pouvoir populaire, d'un socialisme autogestionnaire à construire. Moment qui marque donc l'apogée du courant autogestionnaire et particulièrement d'un socialisme autogestionnaire qui tente de s'affirmer comme un projet à vocation majoritaire (du moins ce type de socialisme suppose un large accord populaire) ¹⁴⁰. Ainsi partout où apparaît <<une crise>>: dans les institutions, dans l'appareil d'État, dans l'économie, dans les organisations ouvrières elles-mêmes, c'est autour de l'autogestion socialiste que se dessinent des réponses. C'est-à-dire, que c'est à cette époque que l'idée d'autogestion (produire autrement, prendre en main le cadre de vie et les

¹³⁹. L'autogestion? États généraux pour l'autogestion socialiste juillet 1976, Paris, Syros, 1976.

¹⁴⁰. De plus, deux conférences internationales sur l'autogestion furent tenues. L'une en décembre 1972 à Dubrovnik et l'autre en septembre 1977 à Paris. Nous n'élaborerons pas sur le contenu théorique de ces conférences car cela pourrait-être l'objet d'un développement à part.

conditions d'existence, la défense et la création des libertés) fut défendue en France avec le plus de ferveur. Le courant pour le socialisme autogestionnaire et les contrôles populaires devaient prendre sa place dans le mouvement politique – cette victoire possible de la gauche. L'idée d'autogestion avec ses différentes propositions et applications régnait dans l'air avec un certain enthousiasme sur le mode de l'anticipation des législatives de 1978.

Cette notion d'élargissement du discours autogestionnaire s'est effectuée dans deux directions: l'une sociale, l'autre politique sans pour cela s'effacer dans son champ de prédilection initial, l'économique. Dans la première direction, l'élargissement de l'aspiration autogestionnaire exprime des luttes sociales diversifiées dans une critique active des systèmes hiérarchiques, des manipulations technocratiques et des rigidités bureaucratiques, bref de l'«hétérogestion». Dans ce contexte les différents «expérimentateurs autogestionnaires» subordonnent plus ou moins leurs stratégies à une action gouvernementale en espérant que cette dernière s'articule aux mouvements des masses (comme ce fut le cas avant

1978, et mai 1981). Il y avait donc espoir de voir dans l'arrivé au pouvoir d'un gouvernement de coalition socialiste les <<aspirations autogestionnaires>> enfin mise en application dans une perspective globale et nationale. La majorité politique était convaincue de voir se réaliser les principes et les idéaux d'un socialisme autogestionnaire. Bref, ce moment historique promettait la réalisation d'un socialisme non-despotique, non-autoritaire-étatique. Mais plus qu'une simple <<idée>> qui peu être récupérée, annexée, détournée en l'occurrence par les partis politiques et syndicats professionnels, l'aspiration autogestionnaire s'est développée en rapport à des luttes sociales et à des mouvements sociaux participant à la formation d'une <<nouvelle culture politique>> (selon la formule de Rosanvallon). L'idée et la mouvance autogestionnaire exige plus qu'une simple récupération idéologique pour qu'elle puisse disparaître ou être satisfaite. Au plan politique, l'exigence d'autogestion implique la décentralisation des mécanismes de participation à la prise de décision: il s'agit de faire vivre une *culture sociale démocratique* en sachant outrepasser le dualisme micro-social/macro-politique car ce dernier n'est pas seulement

l'institutionnel, le <<global>>, il est fondamentalement le rapport qu'une société entretient à sa propre représentation.

C) Érosion de la référence à l'autogestion en France.

Les limites de la politique professionnelle face à l'autogestion

Cette réaffirmation vigoureuse et modernisée d'une culture politique anti-étatique et décentralisée, pose logiquement des problèmes épineux tant aux organisations qui revendiquent l'autogestion (comment l'autogestion pourrait-elle résulter de l'action de partis et syndicats qui ne sont pas eux-mêmes autogérés?) qu'à celles qui se rattachent à une culture politique bien différente, autoritaire, étatique, centralisée, de tradition léniniste, incarnée par le Parti communiste français (P.C.F.). A propos de l'autogestion, le P.C.F. est passé d'un refus méprisant - une <<idée creuse>> - à la <<récupération>> du mot. En 1971, G. Marchais avait qualifié l'autogestion de <<position réactionnaire>> avant d'amorcer en 1973 un revirement qui

conduira en 1977 le P.C.F. à officialiser son adhésion. F. Damette et J. Scheibling publient un ouvrage en 1979 ¹⁴¹ s'efforçant d'expliquer et de justifier ce changement d'attitude du P.C.F., présenté comme le <<seul partisan authentique de l'autogestion>>. Il fallait croire que temps que le Parti communiste (et autres partis et syndicats professionnels) ne renoncerait pas au centralisme démocratique, sa récupération de l'autogestion serait tactique et verbale. Comme le montre Yvon Bourdet, le Parti entrevoit l'autogestion comme <<succursale>> de son hétérogestion nationale ¹⁴².

Claude Harmel résume sèchement l'évolution des forces de gauche en ces termes:

A l'exemple de la C.F.D.T., le P.S. avait tenté de rajeunir l'idée socialiste en parlant d'autogestion et le mot était assez vague pour que chacun y mît une part de ses rêves. Les communistes, soucieux de ne rien négliger de ce qui fait preuve d'une certaine capacité à émouvoir les foules, ont adopté, à leur tour, le mythe autogestionnaire. Cela a suffi pour lui enlever tout charme, toute efficacité. Ce mythe devait une large partie de son rayonnement à ce qu'il promettait la réalisation d'un socialisme qui ne serait pas

¹⁴¹. F. Damette, J. Scheibling, Pour une stratégie autogestionnaire, Paris, Éd. sociales, 1979.

¹⁴². Yvon Bourdet, Autogestion, programme peu commun de la gauche, Cause Commune, 10\18, Paris, Christian Bourgois, 1978.

despotique, autoritaire étatique comme celui des communistes. A partir du moment où le parti communiste s'est déclaré autogestionnaire, la formule a perdu de sa crédibilité, et personne n'en parle plus, pas même, M. Edmond Maire ¹⁴³.

Il y a dans ce discours <<ironique>> l'idée que les partis politiques font de l'autogestion un usage démagogique selon les circonstances, les échéances électorales ou les luttes de tendances idéologiques. La conception du parti comme organe de direction politique est-elle compatible avec la perspective du socialisme autogestionnaire? Il semble que l'élargissement de l'idée d'autogestion jusqu'à la reconnaissance officielle des partis et syndicats professionnels entraîne une dissolution de l'idée (corruption), de ses aspirations, de sa mise en oeuvre. C'est-à-dire que l'incorporation du terme d'autogestion dans le vocabulaire de plusieurs partis politiques et syndicats professionnels ayant des traditions distinctes, engendre une perte de l'aspect différenciateur du terme, ce qui en faisait sa singularité, sa dimension identificatoire. L'autogestion rejoint en ce sens le terme polysémique de socialisme.

¹⁴³. Claude Harmel, dans Est et Ouest, 1er-30 septembre 1979, pp. 1-2.

De plus, l'introduction de l'idée autogestionnaire dans les partis et syndicats professionnels rencontre des résistances qui reposent sur des blocages politiques. Sous prétexte de contourner la social-démocratie, les partis politiques et syndicats professionnels semblent éviter tout croisement entre mouvement politique et mouvement social. C'est-à-dire que le discours ne concorde pas avec la pratique car il y a séparation entre le milieu des luttes sociales et le milieu politique qui fonctionne institutionnellement. La question de l'adaptation de la forme-parti à l'exigence politique de l'autogestion se pose.

En principe, l'idée d'autogestion ne peut se développer et s'affirmer comme idéologie d'une forme politique spécifique, comme un parti, car par son fonctionnement intrinsèque la politique professionnelle institue ce qui est au centre de la critique autogestionnaire: la hiérarchie, la professionnalisation, la délégation-représentation, etc. Les appareils des partis politiques, même s'ils se réclament de l'autogestion, demeurent pour l'essentiel centralisés et hiérarchisés. Les principes de base de l'autogestion renferment en quelque sorte une <<opposition fondamentale à tout pouvoir

transcendental>>. Cette contradiction inhérente, dans le rapport politique (dans sa forme parti)--autogestion sera à la source d'une érosion à la référence du concept en France. On a noté, d'après une étude statistique, qu'à partir de 1973 <<la place de l'autogestion n'a cessé de décroître dans les motions de congrès (du P.S.)>>¹⁴⁴. Un peu plus tard, en janvier 1980, le P.S. se referait de moins en moins à l'autogestion comme en témoigne son *Projet socialiste*¹⁴⁵.

Devant cette situation une série de questionnements, tous interreliés, se posent légitimement. Dans quelle mesure la venue au pouvoir en 1978 et 1981 des forces politiques de gauche (se réclamant de l'autogestion) a-t-elle permis de passer des discours aux pratiques?. Quel est le rapport entre le moment électoral et le cadre institutionnel dans lequel il s'insère, et l'objectif que poursuivent les forces autogestionnaires? Comment déboucher sur un véritable pouvoir populaire? Dit autrement, dans quelle mesure ce

¹⁴⁴. J. Gerstlé, Le langage des socialistes, Paris, Stanké, 1978.

¹⁴⁵. R. Chapuis, <<L'autogestion a-t-elle un avenir politique?>>, Autogestions, No 1, février 1980, pp. 33-40.

<<pouvoir de gauche>> est-il susceptible de fournir un débouché politique aux luttes sociales?

Dès l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981, la revue Autogestions publiait une série d'articles échelonnés sur plusieurs années destinée à évaluer le <<changement>> en cours (tant au niveau des politiques gouvernementales qu'au niveau des acteurs concrets) et de déceler dans ces changements toute virtualité autogestionnaire: qu'il s'agisse par exemple, des passions pédagogiques déclenchées par le renouveau des expérimentations en matière d'autogestion de l'éducation et de la formation (Nos 12-13, 1983); qu'il s'agisse du changement législatif par la mise en place des groupes d'expression issus des lois Auroux (No 14, 1983) ¹⁴⁶; qu'il s'agisse de l'émergence de nouvelles pratiques de partage du savoir (No 18, 1984) ou de l'essor de la vie coopérative (No 22, 1985); ou encore de la multiplication des expériences de développement local à l'heure de la

¹⁴⁶. Cette loi, votée en août 1982, prévoyait un droit d'expression des salariés dans les entreprises françaises. Sur ce point nous retrouvons, ici, par rapport aux thèses autogestionnaires, le problème de la marge d'initiative de la base dans un cadre défini. Dans son ouvrage, Pour une nouvelle culture de l'entreprise, Paris, La Découverte, 1986, Daniel Mothé-Gautrat croit que cette institution participative dans l'entreprise, a été dans beaucoup de cas <<considéré positivement>>.

décentralisation (No 19, 1985). Cette recension indique que malgré qu'il y ait une perte de la fréquence d'utilisation des thèmes autogestionnaires dans les discours officiels de la gauche, il semble que l'idée même d'autogestion n'ait pas disparu dans la pratique. Cela signifie aussi que les <<expérimentateurs autogestionnaires>>, conscient, que cette dernière (l'idée d'autogestion) est relativement absente des nombreuses transformations induites par la politique de changement mis en oeuvre par l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1978 et 1981, veulent s'assurer que leur <<belle utopie>> n'est pas seulement sympathique et attractive mais qu'elle est encore de l'ordre du possible ¹⁴⁷.

Avec la nouvelle majorité élue en mars 1986 et principalement le RPR (Rassemblement pour la république), son fer de lance, le thème de la participation fait un retour remarqué. <<Le renforcement de la compétitivité nationale suppose...des mesures de confiance de nature à susciter l'initiative des entreprises et la motivation des salariés [...] Le gouvernement sera pour ce faire habilité à [...] adopter les mesures propres à développer la

¹⁴⁷. Il serait naïf d'avouer qu'il suffisait que les partis se prononcent en faveur de l'autogestion pour automatiquement la faire exister.

participation des salariés>>. Ainsi s'exprimait Jacques Chirac lors de sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale, le mercredi 9 avril 1986. Peut-on conclure que l'espoir de voir les diverses aspirations autogestionnaires se concrétiser dans un programme politique gouvernemental s'est dissoute dans la promotion d'une participation des travailleurs au niveau des entreprises seulement? Préférant outrepasser les réalités sociologiques (diverses aspirations autogestionnaires) pour faire appel à l'esprit civique et à l'harmonie sociale au nom même de la compétitivité il en vient nécessairement à placer l'État comme arbitre suprême, comme <<l'organisateur>> politique direct et légitime de la collectivité. Bref, c'est la participation comme technique politique respectant l'esprit du gaullisme qui caractérise le vestige d'une mise en oeuvre des aspirations autogestionnaires au niveau d'un cadre politique de parti. Cette conception quelque peu idéaliste du progrès social consiste à désirer transcender la réalité polymorphe des aspirations autogestionnaires dans la société au nom de l'intérêt national. Il semble que l'autogestion

d'«en haut» s'efface mais l'autogestion d'«en bas» demeure ¹⁴⁸.

Tâchons d'expliquer cette situation.

L'intégration des thèmes autogestionnaires dans les discours politiques en concurrence électorale s'est faite sans que les modes d'organisation et d'intervention de ces partis aient été modifiés. Par exemple, le fait pour le P.S. d'avoir adopté en 1975 les *Quinze thèses sur l'autogestion*, à la quasi unanimité, n'a donné l'idée à aucun des délégués qu'il était possible d'introduire un peu d'autogestion dans le fonctionnement du parti. Plutôt que de parler du contenu de l'autogestion, l'heure semblait plus propice aux discours sur la délégation, l'État, les nationalisations, termes qui recouvraient à l'époque, pour les délégués, des contenus plus réels. Il semble convenir d'examiner les limites d'une référence à l'autogestion dans le champ de la politique instituée.

Il est difficile d'éviter de poser les problèmes relatifs à la taille des partis, à leurs processus de décision internes, aux rapports entre dirigeants,

¹⁴⁸. Voir à ce sujet Yvon Bourdet, *Autogérer «par en haut» ou «par en bas»*; *Autogestion et Socialisme*, Nos 30-31, 1975.

militants et électeurs, etc., si on désire donner à l'autogestion une dimension davantage pratique afin de démontrer qu'elle caractérise un mode de fonctionnement collectif plus <<efficent>> que les formes bureaucratiques et centralisées. C'est-à-dire, si on désire démontrer que l'autogestion implique une alternative réelle d'exercice et de redistribution du pouvoir politique et économique dans la société. L'hypothèse est de soutenir que l'autogestion doit s'épanouir dans un cadre politique autre que la forme parti: dans ses fondements même l'idée d'autogestion appelle un élargissement de l'espace démocratique.

L'analyse du traitement que les organisations politiques ont donné à l'idée d'autogestion démontre que la référence était essentiellement de l'ordre du discours pour en faire un enjeu avant tout idéologique et électoral. C'est l'utilisation d'un pouvoir pour la meilleure des causes et pour le bien des gens, mais c'est un pouvoir constitué. L'apparition des partis et syndicats dits autogestionnaires donnait l'espoir de voir cette idée publiquement débattue. L'espoir s'est vite transformé en désillusion. Ainsi, les impératifs organisationnels découlant de la logique d'action de la prise du pouvoir

conduit les aspirations politiques de l'autogestion vers la recherche et la création d'autres modes d'actions collectives et de nouvelles approches de la politique. C'est-à-dire qu'il y a un refus de remettre entre les mains d'une organisation politique la réalisation d'objectifs politiques, même si elle est d'accord avec ces objectifs. Ce refus doit être entendu avec l'émergence au cours de cette même période, de mouvements sociaux véhiculant eux-mêmes des revendications politiques de type autogestionnaire, à travers de nouveaux modes d'action ¹⁴⁹. L'idée d'autogestion participe en tant que pensée idéale à un certain retour à la <<chose politique>> car elle permet au débat de s'installer, entraînant ainsi un processus de résolution des conflits. Elle participe à la construction d'une sensibilité politique comme volonté d'intervenir dans la <<sphère publique>> ¹⁵⁰. Autrement dit, il y

¹⁴⁹. Voir par exemple les revendications des mouvements écologiques et anti-nucléaires, féministes, etc. dans un engagement à prendre la parole publique.

¹⁵⁰. Une conceptualisation de cette <<sphère publique>> nous est fournie par Jürgen Habermas dans un article intitulé: <<The Public Sphere: An Encyclopedia Article>> in Critical Theory and a Reader Society, Stephen Eric Bronner et Douglas MacKay Kellner, Routledge, New York, London, 1989, p. 136-142. Habermas soutient que: <<By "the public sphere" we mean first of all a realm of our social life in which something approaching public opinion can be formed. Access is guaranteed to all citizens. A portion of the public sphere comes into being in every conversation in which private individuals assemble to form a public body>> (p. 136). Voir du même auteur une élaboration plus détaillée de ce concept dans Structural Changes of

a des mouvements d'idées et d'expérimentations qui s'organisent autour de la thématique autogestionnaire et qui tentent d'être entendu. Ces discours sont de l'ordre de l'expérimentation de formes nouvelles de pouvoirs. Leur principal objectif (<<des nouvelles pratiques de partage du savoir, de l'essor de la vie coopérative, de la multiplication des expériences de développement local à l'heure de la décentralisation, des nouveaux mouvements sociaux, etc., bref, des expérimentateurs autogestionnaires>> est de souligner qu'une lecture <<autogestionnaire>> du changement est concrètement possible, à condition d'être délivrée de toute dépendance théorique et idéologique vis-à-vis des critères et des normes institués par la gauche au pouvoir en France. Cette volonté de mise en application de l'autogestion implique donc une critique de la démocratie formelle, représentative. C'est-à-dire qu'il y a une reconnaissance que cette forme politique n'est pas la seule apte à rendre possible l'expression du pluralisme et de l'auto-institutionnalisation du social.

Cette situation d'ensemble est tout à fait justifiable car les dites promesses autogestionnaires ont été faites dans un certain contexte (course législative) et leur mise en oeuvre conduite dans un autre. Nous constatons que ce n'est pas la fréquence d'emploi du mot autogestion qui peut suffire à garantir l'existence de la chose: <<Pour permettre au Verbe de devenir action, la volonté politique doit être animée d'une force irrésistible>>¹⁵¹. Dit autrement, nous croyons que l'espace politique de l'autogestion ne peut se confondre avec celui de la politique professionnelle.

Il y a en ce sens une critique des pratiques politiques professionnelles (et par extension, critique des principes de la démocratie représentative et du libéralisme) par une multiplicité de revendications et d'expérimentations autogestionnaires recherchant une autonomie politique. Tel que bien résumé par Jacques Guigou:

Ce qu'expriment maintenant le silence des gouvernants socialistes à l'égard de l'autogestion et la multiplication de groupes ou

¹⁵¹. Lucien Sfez, <<Autogestion en société libérale>> in Contrepoint, No 28, 1978, p. 53.

d'organismes qui s'autoproclament autogérés, c'est l'unité réelle du devenir–autre de l'autogestion ¹⁵².

Là, pas de pouvoir préalablement conçu, mais un pouvoir–processus (constituant): on voudrait disposer d'un pouvoir concret sur les actes de sa vie quotidienne (<<l'unité réelle du devenir–autre de l'autogestion>>). Les mouvements sociaux et les différents groupes de contestation ayant une certaine sensibilité autogestionnaire discréditent, après l'échec de l'Union de la Gauche, cette prétention des partis politiques et syndicats professionnels à vouloir occuper le lieu du pouvoir. Tel que l'indique Etienne Balibar, les élections de 1978 en France:

signifiaient en effet une *dissolution définitive de l'«Union de la Gauche»* telle qu'elle se présentait jusqu'alors, à la fois comme équilibre conflictuel entre les partis, et *comme forme politique* au sein de laquelle, tant bien que mal, se combinaient des mouvements sociaux, des luttes anticapitalistes et des aspirations populaires <<démocratiques>> ou <<autogestionnaires>> ¹⁵³.

¹⁵². Jacques Guigou, <<Le solipsisme autogestionnaire ou l'égogestion généralisée>> in *L'autonomie sociale aujourd'hui*, Actes du Colloque de Biviers, Novembre 1983, Centre d'étude des pratiques sociales (C.E.P.S.) Université des sciences sociales de Grenoble, Centre de recherche sur l'épistémologie et l'autonomie (C.R.É.A.) École polytechnique de Paris, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1985, p. 595.

¹⁵³. Etienne Balibar, <<Crise des formes politiques et mouvements sociaux>> in *La gauche, le pouvoir et le socialisme*, Paris, PUF, p. 100.

Il y a (nous y reviendrons au prochain chapitre) derrière ce constat la reconnaissance de l'existence de plusieurs lieux possible de pouvoir, c'est l'idée d'auto-institutionnalisation du corps social, de la société civile. C'est du moins ce qu'explique Alain Touraine dans une série d'ouvrages où il sonne le glas des entités mythiques et s'emploie à montrer l'émergence dans la société d'une nouvelle conscience d'elle-même, d'une capacité d'oeuvrer à sa propre transformation et de réduire pour cela la prétention des élites, des appareils syndicaux, des partis officiels, de l'État, à penser et décider pour elle ¹⁵⁴. Commentant ces oeuvres de Alain Touraine, Jacques Donzelot affirme:

L'Histoire est morte, dit-il [Touraine], en tout cas celle qui se faisait au nom d'une ordre supérieur, d'un principe d'évolution <<méta-social>> de la société, celle qui voyait dans le progrès le triomphe de la Raison ou dans la Révolution l'accomplissement de son rêve. Vive donc une autre Histoire, celle des *mouvements sociaux* qui naissent sur les décombres de ces grandes représentations: écologie, féminisme, régionalisme, vie associative, etc., mettent en jeu les contradictions de la société, et déploient au coeur de celle-ci une imagination historique délivrée des grands mythes du passé ¹⁵⁵.

¹⁵⁴. Alain, Touraine, Le Communisme utopique, Paris, Seuil, 1969; La Production de l'histoire, Paris, Seuil, 1971.

¹⁵⁵. Jaques Donzelot, L'invention du social. Essai sur le déclin des passions politiques, Paris, Fayard, 1984, p. 203. L'une des idées majeures développée dans cet essai est que la démocratie ne peut vivre sans une réduction des passions politiques,

L'érosion de l'idée et des discours autogestionnaires en France est donc partielle. Il y a une dissociation/rupture qui s'applique seulement au niveau des discours officiels. Par contre, en pratique et dans la réflexion de certains auteurs critiques la pensée autogestionnaire demeure. Cette réflexion qui se poursuit dans la pratique est peut-être moins évidente, moins transparente, moins <<mass-médiatisée>> que dans les années 1970, mais elle est toujours vivante au niveau du micro-social. Dans un article de la revue Autogestions, Robert Chapuis tient des propos semblables en s'interrogeant sur l'<<avenir politique de l'autogestion>>:

Le <<front autogestionnaire>> achève enfin de se dissoudre dans la concurrence électorale de ses fondateurs, et les militants qui se voudraient autogestionnaires sont de plus en plus tentés de rejoindre l'action locale ou associative, loin des partis et parfois même des syndicats ¹⁵⁶.

qui exige l'invention d'un registre intermédiaire entre le civil et le politique – le social – invention qui selon l'auteur est toujours à refaire à mesure qu'évolue la société. Concernant la citation de Donzelot indiquant que l'imagination historique des mouvements sociaux est délivrée <<des grands mythes du passé>> nous renvoyons le lecteur à un ouvrage de Luc Ferry, Le nouvel ordre écologique, l'arbre, l'animal et l'homme, Paris, Grasset, 1992, qui apporte une critique intéressante à ce sujet en analysant par exemple l'une des tendances des mouvements écologiques, *l'écologie profonde* et les nouveaux intégristes et l'éthique de l'environnement.

¹⁵⁶. Robert Chapuis, <<l'autogestion a-t-elle un avenir politique>> in Autogestions, No 1, 1980, p. 33.

Il n'y a pas qu'une <<autogestion-étalon>> entendue comme modèle légal mais plusieurs autogestions possibles dans une recherche de création d'espace d'autonomie. Dans un second temps, il y a une formation d'une vision politique de l'autogestion comme manière de gérer socialement la société.

Par rapport au chapitre précédent nous avons retenue que les discours autogestionnaires dans la période d'émergence proposaient une vision économique de l'autogestion à partir de laquelle l'entreprise et l'association des conseils ouvriers assuraient une gestion décentralisée de l'économie et figuraient à titre de modèle alternatif d'organisation politique. Par contre dans ce présent chapitre l'autogestion agit sur la société politique car la mise en oeuvre d'un programme de changement dans une pratique gouvernementale fondamentalement étatiste engendre en contre-partie un ensemble de pratiques, d'aspirations et d'exigences sociales à plus ou moins forte teneur autogestionnaire. Le sens de l'idée d'autogestion dans cette période d'élargissement du discours apparaît ainsi dans la pratique comme pouvoir politique éclaté.

En conclusion, ce second chapitre voulait décrire dans une perspective d'élargissement du discours autogestionnaire en France la formation de ce pouvoir politique éclaté redéfinissant les stratégies sociales et politiques du projet d'autogestion: la transformation ou le passage d'une autogestion de l'économique vers une autogestion du politique.

La dissolution de la revendication autogestionnaire dans la société civile, concept utilisé ici dans une perspective plus <<utilitaire>>, comme concept critique de la forme étatique, entraîne une re-définition du concept par rapport à la formulation économique-industrielle de la période d'émergence. L'autogestion entendue comme projet de transformation globale de la société (gestion totale de la société par l'ensemble du corps social), comme mouvement de critique théorique et pratique des processus d'institutionnalisation (l'expérimentation sociale comme stratégie de changement) et comme forme spécifique d'organisation des rapports sociaux (le <<politique¹⁵⁷-autogestionnaire>>) caractérise cette période

¹⁵⁷. Dans sa forme parti.

d'élargissement du discours. Ce développement du discours autogestionnaire se reflète essentiellement dans cette <<nouvelle culture politique>>, à ce pouvoir politique éclaté. Cette forme de pouvoir politique autogestionnaire dans la société s'affirme positivement comme affranchissement de tout ordre <<politicien>>.

Nous avons souligné au chapitre premier que le schéma d'analyse préconisé dans les discours de l'autogestion d'entreprise entendu comme modèle achevé de l'autogestion et comme contenu <<finalisé>> du socialisme ne correspondait plus avec la réalité socio-politique en émergence (mai 1968). Les discours de l'autogestion économique élaborés dans une mise en oeuvre d'une démocratie industrielle proposaient, en dernière analyse, l'idée qu'il existe *un* lieu politique, *une* vérité politique (les conseils ouvriers = gouvernement). La manifestation des diverses aspirations autogestionnaires dans la société (la pluralité des sujets historiques) ne pouvait que confirmer la faillite de ce <<plan>> d'une

autogestion économique ¹⁵⁸. Ensuite, au chapitre second nous avons constaté, entre autre, cet échec de la mise en oeuvre des discours politiques et programmatiques de l'autogestion prétendant répondre aux diverses aspirations autogestionnaires. Par exemple, l'échec d'une autogestion des entreprises s'identifiant à la participation (co-gestion gaulliste) et gérer par l'État (par exemple les lois Auroux) n'implique pas automatiquement un échec de l'autogestion du politique qui exige plus qu'un pouvoir de participation dans l'entreprise. Bref, l'autogestion ne pouvait se réaliser qu'en conquérant son autonomie théorique et pratique par rapport à une forme de pouvoir qui se présentait à la fois transcendante et universelle.

¹⁵⁸. Cette observation soulève, en marge de cette thèse, un questionnement par rapport aux limites d'une autogestion des entreprises et de façon plus générale de l'économie en régime capitaliste. L'autogestion d'unités de production isolées dans un contexte capitaliste est-t-elle chimérique? Est-ce que la situation d'entreprises autogérées dans un contexte capitaliste permet de trouver les conditions nécessaires à leur développement? Il est fort possible que la compétition d'entreprises en autogestion et de firmes capitalistes mues par la poursuite exclusive du profit entraîne nécessairement une déviation profonde dans les objectifs des premières.

Chap. III – L'autogestion comme <<démarche politique d'une gestion du social>> (1980).

A) L'impasse du discours démocratique.

<<L'oeuvre critique de l'autogestion dans son époque est autant et même davantage une oeuvre de conclusion sur les possibilités d'une époque qu'une oeuvre de projection des virtualités de cette époque>>.

Jacques Guigou, *L'autonomie sociale aujourd'hui*, 1983.

Ce dernier chapitre propose de poursuivre une réflexion par rapport au développement du discours autogestionnaire en France. Mais d'abord, nous devons constater comme prémisse à cette réflexion, que les pratiques autogestionnaires, entendues comme pouvoir politique éclaté exigeant une autonomie politique et un espace public décentralisé pour s'affirmer positivement n'ont pas trouvé d'échos dans les programmes politiques de la gauche française autogestionnaire. C'est-à-dire que l'aspect programmatique de l'autogestion socialiste en France n'a pas fonctionné. Hors, si cet aspect de l'autogestion ne s'est pas réalisé en France pouvons-nous conclure pour autant qu'un projet d'autogestion socialiste est tout simplement irréalisable? Pour saisir davantage ce questionnement nous tâcherons d'identifier dans ce chapitre les discours théoriques qui proposent

une alternative à l'échec de la mise en oeuvre de cet aspect programmatique de la gauche autogestionnaire en France des années 1970, donc discours théoriques s'inscrivant dans cette même perspective d'une conception alternative d'exercice et de redistribution du pouvoir politique et économique dans la société.

Ensuite un second constat. Pendant la décennie 80 en France les intellectuels critiques abandonneront graduellement l'utilisation du terme autogestion comme nouvelle figure du socialisme et comme projet politique de changement social, bref, de l'aspect programmatique de l'autogestion au profit d'une réflexion et d'un discours sur l'«*autonomie*»¹⁵⁹ et la «*démocratie*». Au cours des années 1980 de moins en moins d'auteurs Français (de politiciens et de syndicalistes) consacreront des ouvrages à la thématique proprement dite autogestionnaire. Est-ce un refus de poursuivre une réflexion française sur l'autogestion entendue comme programme politique car cette idée s'avère incompatible avec la réalité socio-politique

¹⁵⁹. Tel que l'indique Jacques Guigou: «*Tous les espaces-temps de la vie quotidienne sont affectés par le mouvement actuel de réification. Il est significatif pour le devenir de l'autogestion que ce mouvement se fasse souvent en son nom et au nom d'un de ses proches parents idéologiques: l'autonomie*» (1985:597).

qui l'entoure? Dans un contexte d'eupéanisme et de mondialisation des marchés et de démembrement des pays du socialisme dit réel l'heure serait-il plus propice au discours sur la démocratie? Est-ce une question de simple mode, de ce retour en pompe du néo-libéralisme au profit du socialisme autogestionnaire? Si les auteurs Français traitent de moins en moins de la thématique autogestionnaire proprement dite dans cette période nous ne pouvons pas déduire que cette thématique n'existe tout simplement plus. Nous pouvons souligner à titre d'exemple, l'apport d'un auteur comme Félix Guattari qui est l'un des penseurs ayant poursuivi une réflexion sur cette thématique dite autogestionnaire dans ce contexte de recomposition du paysage politique français post-socialisme au pouvoir. Dans un effort de pensée les recomposition du social, du mental et de l'environnement, Félix Guattari, constate dans une perspective de nature éthico-politique ¹⁶⁰ qu':

À l'évidence, une prise en charge et une gestion plus collective s'imposent pour orienter les sciences et les techniques vers des finalités plus humaines ¹⁶¹.

¹⁶⁰. Selon l'auteur l'écologie environnementale devrait être pensée d'un seul tenant avec l'écologie sociale et l'écologie mentale, à travers une *écosophie* de caractère éthico-politique.

¹⁶¹. Félix Guattari, Les Trois Écologies, op., cit., pp. 32-33.

Ce qui implique, poursuit-il, <<une recomposition des objectifs et des méthodes de l'ensemble du mouvement social dans les conditions d'aujourd'hui>>. À première vue cela ressemble au projet d'autogestion des années 1970 entendu comme programme politique redéfinissant les stratégies sociale et politique du changement social. Même s'il demeure proche de la problématique décrite au chapitre précédent par la ressemblance de ses propos, Félix Guattari restera tout de même marginal dans une telle démarche en France. Il indique enfin, <<qu'il appartient aux protagonistes de la libération sociale de forger des références théoriques éclairant une voie de sortie possible à l'histoire, plus cauchemardesque que jamais, qui est celle que nous traversons>>. Mise à part son ton quelque peu apocalyptique nous constatons qu'il invite à poursuivre une réflexion théorique sur l'autogestion, c'est-à-dire chercher un cadre théorique proposant un projet de prise en charge et de gestion plus collective.

Nous croyons que le développement d'un discours programmatique de l'autogestion dans la pensée sociale contemporaine en France s'échoue en n'offrant peu de continuité théorique et programmatique à cette réalité

observée, à ce pouvoir politique éclaté (voir le renouveau des expérimentations en matière d'autogestion de l'éducation et de la formation, l'émergence de nouvelle pratique de pouvoir, l'essor de la vie coopérative, multiplication des expériences de développement local à l'heure de la décentralisation, les nouveaux mouvements sociaux en général, etc.) dans une perspective, précisons-le, de recherche d'alternative d'exercice et de redistribution du pouvoir économique et politique dans la société. C'est-à-dire que nous constatons que dans la France des années 1980, l'idée d'autogestion n'est plus articulée, n'est plus discutée par les intellectuels critiques, les politiciens et les syndicalistes comme programme politique de changement social telle qu'elle fut développée dans les années 1970. Il y a donc disparition dans les discours en France du projet programmatique d'autogestion. Il est important de préciser que c'est principalement cet aspect de l'autogestion qui n'est plus discuté en France pendant les années 1980, car il serait possible de découvrir certaines réflexions en France s'inscrivant directement dans l'idée d'autogestion comme par exemple les discours sur l'autonomie, sur la démocratie, sur le libéralisme, etc.

Notre préoccupation est de savoir quel sont actuellement les discours d'intellectuels critiques qui poursuivent une réflexion sur l'aspect programmatique de l'autogestion? Existe-t-il des propositions sérieuses au <<modèle>> autogestionnaire français des années 1970? Nous tâcherons de démontrer que certains auteurs anglo-saxons (Keane, Held principalement) traitent de cette idée d'autogestion entendue comme programme politique. Cette approche proposée peut se définir comme alternative possible à la faillite du projet et du programme politique de décentralisation autogestionnaire tel qu'ils furent développés en France dans les années 1970 (l'échec de la gauche et de son union). Nous croyons qu'il y a en quelque sorte une reformulation possible de l'aspect programmatique de l'autogestion.

L'élargissement du discours autogestionnaire en France qui s'est effectué dans une période d'ascension, d'apogée et d'érosion (partielle) nous ont révélé au moins deux dimensions reliées à la question du politique. Nous pouvons identifier *grosso modo* deux pôles reliés à la question du politique. Premièrement, il y a la question du politique qui se configure derrière les discours sur la démocratie: discours essentiellement centrés sur

la forme de la démocratie, soit formelle et représentative, soit concrète et directe. Deuxièmement, il y a la question du politique qui se configure derrière les discours sur le social: discours qui essaie de rendre compte de la pluralité du pouvoir social, de cette socialisation de la revendication autogestionnaire dans une diversification des champs d'application. Le pluralisme dont il est question ne doit pas être limité au pluralisme des partis mais doit être véritablement un *pluralisme des sujets*.

Pendant la décennie 80 en France, les discours sur la démocratie privilégieront nettement une référence au politique au détriment du social. C'est-à-dire que nous pouvons observer une nette préférence d'utilisation des thèmes de la démocratie formelle (des droits et libertés) par rapport à une réflexion sur la création d'espace d'autonomie (Rosanvallon, 1981; J.-M. Besnier et J.-P. Thomas, 1987). Ce qui implique une diminution d'une réflexion sur la reconnaissance positive des pouvoirs populaires (cette nouvelle culture politique analysée par Rosanvallon au chapitre précédent). Cette dernière réalité (culture politique des pouvoirs populaires de cette

culture du <<déracinement>> selon les propos de Luc Ferry ¹⁶²) représente une substance démocratique incarnée dans la riche diversité du social, bref, un espace mobilisateur de citoyens où les conflits puissent s'exprimer.

Derrière cette option privilégiée dans les discours théorico-politiques en France, il y a un intérêt nouveau porté à l'idéologie libérale par rapport à l'idéologie socialiste comme en <<témoigne l'apostolat nouveau suscité par le mythe libéral d'une société qui, abandonnée à elle-même, produirait le meilleur>>, dit autrement:

la fascination pour un marché qui, s'autorégulant, produirait spontanément le meilleur ¹⁶³.

À ce titre, Besnier et Thomas déplorent chez nos contemporains, <<après l'expérience et l'échec de la gauche en France>> ¹⁶⁴, une <<désaffection

¹⁶². Ce dernier soutient que <<Toute notre culture démocratique, toute notre histoire économique, industrielle, intellectuelle, artistique depuis la Révolution française est marquée, pour des raisons philosophiques de fond, par un éloge du *déracinement*, ou, ce qui revient au même, de *l'innovation*>> in Le nouvel ordre écologique, L'arbre, l'animal et l'homme, op., cit.,. Nous croyons que les diverses aspirations autogestionnaires participent à cet élan, à cette civilisation du *déracinement*.

¹⁶³. J.-M., Besnier, J.-P. Thomas, Chronique des idées d'aujourd'hui, Éloge de la volonté, Paris, PUF, 1987, p. 11.

¹⁶⁴. Nous soulignons.

du politique>>. Cette désaffection s'est produite graduellement. Nous pouvons observer une telle désaffection en rapport avec l'idée autogestionnaire. Très brièvement, d'un point de vue historique, la notoriété de l'autogestion s'est construite essentiellement à partir d'une critique de gauche du stalinisme et de la bureaucratie totalisante qui l'incarnait. Ensuite, elle s'est popularisée. Les discours se sont élargis au niveau de la multiplicité du social dans une dénonciation de l'excessive centralisation du pouvoir. Enfin, elle a été remplacée par les thèses dénonçant le totalitarisme qui ont diminué l'utilité politique de l'autogestion dans la gauche française car cette dernière croyait que seule la démocratie formelle, représentative pouvait répondre adéquatement aux attentes et revendications des pouvoirs populaires éclatés (voir les législatives en France de 1978 et 1981). Dit autrement:

La réalité tant de fois décrite et déjà ô combien analysée du phénomène totalitaire a façonné chez nos contemporains une sensibilité refractaire au volontarisme révolutionnaire ¹⁶⁵.

Cette réflexion sur le politique <<DÉMOCRATIQUE>> (formel et représentatif) prétend retrouver dans les principes de base du libéralisme

¹⁶⁵ J.-M. Besnier, J.-P., Thomas, Chroniques des idées d'aujourd'hui, Éloge de la volonté, op., cit., p. 68.

classique le mythe fondateur de l'institution du social. Il y a en quelque sorte un mouvement de pensée critique du socialisme qui fait place à un mouvement de pensée critique du libéralisme. C'est-à-dire qu'il y a deux paradigmes du politique qui s'opposent: l'un qui fonde sa légitimité sur l'espace social public-politique, l'autre qui est relié aux institutions du politique, au politique institutionnel.

Pierre Rosanvallon s'inscrit dans ce mouvement d'opinion et de réflexion en ce sens qu'il s'est particulièrement attaché à réexaminer la tradition libérale. Dans un court article intitulé, Mais où est donc passée l'autogestion, Pierre Rosanvallon constate cette abandon du terme autogestionnaire en indiquant que:

Si l'autogestion était le vocable politique porteur dans les années 70, c'est aujourd'hui (années 80) le terme de libéralisme qui a le vent en poupe ¹⁶⁶.

Mais il précise très rapidement qu'il n'y a pas nécessairement de rapport dichotomique entre autogestion et libéralisme car ce dernier est aussi une utopie, avec <<la vision d'un marché qui s'autorégulant peut produire

¹⁶⁶. Pierre Rosanvallon, <<Mais où est donc passée l'autogestion?>> in Passé-Présent, No 4, 1981, p. 190.

l'harmonie sociale>> ¹⁶⁷. Au contraire, il soutient qu'aujourd'hui (années 80) une référence à l'autogestion consiste à savoir comment retrouver un sens <<libéral>> de la citoyenneté? ¹⁶⁸. Ces propositions quelques peu lapidaires ne sont malheureusement pas définies concrètement.

Pierre Rosanvallon avait déjà entrepris en 1977 une réflexion sur la démocratie libérale dans le cadre d'une revalorisation de la société civile (cette nouvelle culture politique) en indiquant l'apport positif des principes de bases du libéralisme (souveraineté de la société civile et réduction du pouvoir de l'État) dans la construction d'une société socialiste autogérée, d'<<une véritable société politique>>. Mais voilà que ce même auteur publie (1985) Le moment Guizot, comme exercice de retour à la source de l'idéologie libérale pendant la première moitié du XIX ième siècle. On connaît Guizot à travers une formule: <<enrichissez-vous>>. Il est identifié à l'image de la rigueur doctrinale, de l'entêtement, du conservatisme. Rosanvallon entend donc reformuler les idées libérales et démocratiques

¹⁶⁷. Nous soulignons.

¹⁶⁸. L'on peut reprocher à Rosanvallon d'avoir négligé dans cet article l'approfondissement de ce <<sens>>.

modernes à partir des idéaux de la Révolution française: <<la construction d'une rationalité politique qui permette de fonder un ordre stable dans le respect des principes de 1789, l'égalité civile et la liberté politique>> ¹⁶⁹. Ce sont des préoccupations concernant les enjeux de recherche et d'expression de la liberté, cette assise moderne de formes démocratiques de société (Feher et Heller, 1984). D'après Rosanvallon, pour penser la démocratie moderne il faut reconsidérer les conditions de son développement. Cette revalorisation critique du libéralisme, de la démocratie représentative, bref, d'une réflexion démocratique insistant sur la forme plus que sur le contenu, écarte simultanément une réflexion sur l'autogestion des pouvoirs politiques éclatés, sur ce caractère politique de l'auto-institution du social (réflexion autogestionnaire propre aux années 1970 en France). Cela représente un certain paradoxe car, ce qui fut au départ une critique de l'État totalitaire d'abord en tant que système engloutissant la société et niant son autonomie s'avère être un discours négligeant l'autonomie du social. Nous retrouvons ce même paradoxe souligné en marge d'une question posée par les auteurs de Chronique des

¹⁶⁹. P. Rosanvallon, Le moment Guizot, Paris, NRF, Éd. Gallimard, 1985, p. 13.

idées d'aujourd'hui. Ils croient que le repli des intellectuels sur la pensée anti-totalitaire (et anti-colonialiste tier-mondiste) est un signe de notre temps, un signe de l'individualisme triomphant. Ils se demandent: <<Que reste-t-il donc de notre ferveur politique?>>, et répondent en avant-propos de leur recherche:

La simple conviction qu'il nous faut réserver dans la démocratie un espace où les conflits puissent s'exprimer. Et aussi l'espoir que cet espace continue de mobiliser les citoyens dont la découverte des valeurs familiales et d'un individualisme croissant sont réputés annoncer la douce fin du politique ¹⁷⁰.

Cette citation nous renvoie à la problématique autogestionnaire car elle souligne ce caractère ambigu du politique: comment concilier le <<libéralisme empirique>> avec le <<libéralisme démocratique>>? C'est-à-dire, comment cet espace dans la démocratie doit-il permettre à la politique institutionnelle (comme forme de gouvernement et de régime, comme forme étatique) de gérer les intérêts divergents issus du pluralisme social? Comment peut-elle (la politique institutionnelle) gérer cette pluralité de logiques sociales, pluralité d'espaces socio-politiques et <<pluralité de moments théoriques et pratiques des luttes sociales>> (Maheu 1992:211) qui

¹⁷⁰. J.-M., Besnier, J.-P., Thomas, Chronique des idées d'aujourd'hui, Éloge de la volonté, op., cit., p. 5.

représentent la réalité des intérêts particuliers ou cette <<volonté de tous>> selon la formule de Rousseau? Les difficultés et les dilemmes posés par le paradigme du politique institutionnel, cette impasse du discours démocratique contraignent à enchérir (poursuivre la réflexion) certains courants de pensée qui le soutiennent. Selon une certaine formule il s'agit de savoir <<penser le politique à gauche>>.

Penser l'autogestion aujourd'hui comme remise des pouvoirs aux diverses composantes de la société civile, accroissement des espaces publics politiques ¹⁷¹, autonomie à la base, etc..., recherchant un élargissement de l'espace démocratique de participation implique de reconnaître au moins deux choses.

D'une part, il faut reconnaître que l'autogestion n'est pas une <<autogestion-étalon>>, conception que les partis politiques et les syndicats professionnels tentaient de s'approprier. L'autogestion n'est pas un modèle

¹⁷¹. Les espaces publics politiques dont il est ici question, s'ils ne peuvent être assimilés au politique institutionnel traditionnel, n'en sont pas non plus nécessairement dissociables. Voir à ce sujet Claus Offe, <<New social Movements Challenging the Boundaries of Institutional Politics>> in *Social Research*, Volume 52, No 4, 1985.

légal, mais une forme de lutte plurielle. Cela signifie aussi que soit reconnue l'existence d'une réalité sociale qui exige une décentralisation des sphères d'exercice du pouvoir dans la société. L'émergence au cours des dernières décennies de nouveaux sujets politiques (autres que la classe ouvrière) soutient cette dimension.

D'autre part, cette reconnaissance du pluralisme et de l'exigence de décentralisation doit être inscrite dans un cadre démocratique qui assure universellement à ceux et celles qui exigent la décentralisation autogestionnaire des droits et des libertés formels. Car dans ce contexte la pensée des droits de l'Homme fonctionne comme <<imaginaire de l'égalité abstraite>>. C'est-à-dire qu'il y a un pouvoir social qui peut s'opposer à l'ordre établi dans une reconnaissance du droit comme dimension symbolique du pouvoir social. Dit autrement, le pouvoir social est limité par un référent abstrait: les droits. Comme le souligne Claude Lefort il y a donc création de nouveaux droits (l'idée du droit des droits) car c'est par:

l'exigence indéfinie d'une reconnaissance mutuelle des libertés, d'une protection mutuelle de leur exercice, que peut s'affirmer un

mouvement antagoniste de celui qui précipite le pouvoir étatique vers son but ¹⁷².

L'auteur développe l'idée que l'autonomie des différentes luttes sociales participe à la transformation de la société, c'est l'idée d'autogestion entendue comme <<société qui se travaille sur elle-même>>. Mais comme le précise Marcel Gauchet dans un article soulignant la recrudescence des thèmes des droits de l'homme dans les discours politiques:

...si l'on entend par politique une action qui cherche à se donner les moyens de l'exigence qui la porte, alors les droits de l'homme, et on ne saurait trop fortement l'appuyer, ne sont pas une politique ¹⁷³.

De plus, certaines nouvelles luttes dénoncent toute forme de prétention à l'universalité. Elles révèlent comment, dans toute affirmation d'universalité, il y a négation du particulier et refus de certaines spécificités. C'est ainsi que la critique féministe démasque le particularisme qui se cache derrière les prétendus idéaux universels (des droits de l'homme) qui ont toujours en fait été des facteurs d'exclusion. Une auteure comme Carole Pateman

¹⁷². Claude Lefort, L'invention démocratique, Paris, Fayard, 1981, p. 76.

¹⁷³. Marcel Gauchet, <<Les droits de l'homme ne sont pas une politique>> in Le débat, juillet-août, 1980, p. 6.

démontre, par exemple, comment les théories classiques de la démocratie ont été construites sur l'exclusion des femmes. Elle déclare:

L'idéal de la citoyenneté universelle est spécifiquement moderne et dépend étroitement de la représentation qui pose que tous les individus sont nés libres et égaux. Dans cette représentation, aucun individu n'est naturellement subordonné à un autre, si bien que tous participent, en tant que citoyens, de la chose publique et affirment ainsi leur auto-nomie. La liberté individuelle et l'égalité impliquent également que le pouvoir ne procède que de leur accord ou de leur consentement. On veut nous persuader que l'individu est une catégorie universelle, qui vaut pour tout un chacun; mais tel n'est pas le cas. L'"individu" est une personne de sexe masculin ¹⁷⁴.

Mais comment faire face à cette équivoque du politique?

Comment articuler deux légitimités du politique et du pouvoir politique qui se côtoient?

¹⁷⁴. Carole Patemen, <<Removing Obstacles to Democracy>>, International Political Science Association Meeting, Ottawa, octobre 1986.

B) Pour un possible <<autogestionnaire>>.

<<L'autogestion ne vaut que par ce que furent ses prétentions et ses réalisations dans la période historique qui fut la sienne. Aucun passé de l'autogestion, aussi <<exemplaire>> fût-il, ne nous dispensera du désir de créer les conditions actuelles de sa possibilité>>.

Jacques Guigou, *L'autonomie du social aujourd'hui*, 1983.

Nous avons reconnu dans les chapitres précédents, comment l'aspiration autogestionnaire, entendue comme alternative d'exercice et de redistribution du pouvoir politique et économique dans la société ne pouvait se confiner à l'unique sphère de l'économique. L'interprétation universaliste de conseils ouvriers, définis comme sujet historique de transformation de la société, ne pouvait englober l'ensemble du sens porté par la mouvance autogestionnaire car de par sa dimension polymorphe l'autogestion représente une exigence politique plurielle de participation au <<pouvoir>>. Il n'y a donc pas qu'un lieu de pouvoir qui peut rendre compte de la division du social (vision toujours présente chez Castoriadis dans sa tentative de construction théorique d'une démocratie industrielle directe, dans son refus d'une certaine forme de représentation). L'unicité d'un sujet historique

camoufle ainsi l'hétérogénéité (au sens d'hétéroclité) du social qui est multiple et divisé. Alors, le social ne peut être théoriquement éclairé ni politiquement pris en charge par un méta-sujet collectif. C'est d'ailleurs ce que constate Chantal Mouffe concernant le rapport entre un <<réductionnisme de classe>> et le problème de formuler la complexité sociale:

Ce réductionnisme de classe, nous dit l'auteure, postule que tous les sujets sociaux sont nécessairement des sujets de classe, que chaque classe sociale possède son idéologie paradigmatique et que tout antagonisme est finalement réductible à un antagonisme de classe, j'affirmerai l'existence chez tout individu de multiples <<positions de sujet>> qui correspondent aux différents rapports sociaux dans lesquels il est inséré et aux discours qui les constituent. Parmi ces différents <<positions de sujet>> il n'y a aucune raison d'attribuer un privilège quelconque *a priori* à la position <<de classe>> comme principe articulateur de la subjectivité et d'autre part il est incorrect d'attribuer à cette position de classe des formes paradigmatiques nécessaires. La problématique des <<intérêts fondamentaux>> doit donc être critiquée car elle consiste à attribuer à des places déterminées dans le procès de production des formes politiques et idéologiques nécessaires. Or les <<intérêts>> ne préexistent jamais aux discours dans lesquels ils vont être constitués et articulés et ne peuvent être l'expression de places au niveau économique ¹⁷⁵.

¹⁷⁵. Chantal Mouffe, <<Socialisme, démocratie et nouveaux mouvements sociaux>> in La Gauche le Pouvoir et le Socialisme, C. Buci-Glucksman, Paris, PUF, 1986, p. 148.

C'est au niveau du politique que cette hétérogénéité du social se compose car il (le politique) est le lieu privilégié où s'opère la mise en forme des rapports sociaux ¹⁷⁶.

Comme l'a présenté Claude Lefort, l'avènement de la démocratie moderne représente un nouveau mode d'institution du social qui est lié au fait que la représentation du pouvoir devient un lieu vide, permettant ainsi à l'hétérogénéité des forces sociales à prétendre l'occuper. Pour cette raison, la société démocratique moderne se constitue comme:

...société où le pouvoir, la loi, la connaissance se trouve mis à l'épreuve d'une indétermination radicale, société devenue théâtrale d'une aventure immaîtrisable, telle que ce qui se voit institué n'est

¹⁷⁶. Pour le besoin de la cause nous empruntons ici une définition plutôt large du <<politique>> que nous retrouvons dans un article de Held et Keane: <<La politique est pouvoir de transformation, pouvoir et capacité des acteurs et des institutions à maintenir et à transformer leur environnement. Il est indissociable des ressources habilitant à agir mais aussi des forces sociales qui informent et influencent l'exercice du pouvoir. Traversant les barrières du public et du privé – qu'il contribue aussi à informer différemment selon le temps et l'espace – le politique s'exprime dans des rapports de négociation, de coopération et dans des luttes entre groupes, institutions et sociétés à propos de l'usage et de la distribution des ressources, de la production et de la reproduction des sociétés. Dès lors, le politique conditionne tous les aspects de vies et du développement de nos sociétés. C'est une dimension universelle de la vie humaine qui n'est reliée à aucun <<site>> social spécifique ni à aucun ensemble spécifique d'institutions>> (Held 1984, p. 276-277).

jamais établi, le connu reste miné par l'inconnu, le présent s'avère innombrable ¹⁷⁷.

Donc, toujours selon Lefort, la démocratie moderne rend impossible l'existence d'une garantie définitive, d'une légitimation finale or la société ne peut plus être définie comme une substance ayant une identité organique. La démocratie s'institue et se maintient dans <<la dissolution des repères de la certitude>> ¹⁷⁸. Elle implique que soit posé une réflexion non seulement sur la dimension symbolique du pouvoir social (les droits de l'Homme) mais également sur sa dimension concrète, réelle. Il est important de souligner que c'est exactement dans cette dernière perspective que les discours des intellectuels critiques en France sont plutôt avarés.

En effet, dans une perspective programmatique de l'autogestion peu d'auteurs français portent une réflexion sur cette articulation entre les dimensions symbolique et réelle du pouvoir social et la question de la participation démocratique des citoyens. Par contre, certains intellectuels critiques anglo-saxons entretiennent une réflexion sur le politique en

¹⁷⁷. Claude Lefort, L'Invention démocratique, op., cit., p. 174.

¹⁷⁸. Claude Lefort, Essais sur le politique, Paris, Seuil, 1986, p. 29.

examinant la possibilité d'envisager l'autonomie du social combinée à la démocratie politique, donc sur la forme et sur le contenu de la démocratie, <<cette nouvelle figure de l'autogestion>>¹⁷⁹. Cette réflexion anglo-saxonne est semblable à celle des années 1970 en France, est elle de l'ordre du programme, d'un projet politique d'autogestion. L'exemple anglo-saxon offre une alternative programmatique de l'autogestion par rapport à l'échec de la gauche en France et son projet d'autogestion socialiste.

Prenons par exemple et à titre d'illustration le travail de John Keane dans Public Life and Late Capitalisme, Toward a Socialist Theory of Democracy, (1984). Ce dernier se disant <<perturbé>> par le <<bureaucratisation du monde>> développe le thème d'une théorie socialiste de la démocratie. Il condamne autant le libéralisme capitaliste que la pensée de gauche d'avoir négligé la question des sphères publiques autonomes qui représentent selon lui <<le domaine du discours, de l'interaction et de la décision démocratique>>. Il soutient que le pluralisme social et l'égalité des

¹⁷⁹. Nous pourrions à ce chapitre développer une étude comparative entre les cultures politiques anglosaxonnes et françaises mais, vous en conviendrez, cela représente l'objet d'une démarche distincte.

droits de la citoyenneté impliquent une décentralisation du pouvoir par une multiplicité des sphères publiques ¹⁸⁰. C'est l'idée de permettre aux groupes de contestation d'avoir un pouvoir autonome dans un cadre politique formel (cette idée d'affirmation positive du <<pluralisme autogestionnaire>>). Les préoccupations politiques de Keane nous renvoient à la question de la participation démocratique des citoyens ¹⁸¹.

S'interrogeant sur la question d'apathie politique ou d'apolitisme, constat de cette <<désaffectation du politique>> relevée par Jean-Michel Besnier et Jean-Paul Thomas ¹⁸², Carole Pateman reconnaît devant cette situation d'<<instabilité>> l'importance de la participation au niveau des

¹⁸⁰. Dans cette perspective, le discours de Keane concernant les <<sphères publiques>> se rapproche considérablement de celui de J. Habermas tel qu'élaboré dans Critical Theory and a Reader Society, op., cit., pp. 136-142. Leur concept de sphère publique ne signifie pas <<le public>> tel que des individus qui se rassemblent. Leur concept nous renvoie plus particulièrement à l'institution qui devra assurer la participation concrète des gens impliqués.

¹⁸¹. John Keane poursuivra sa réflexion dans Democracy and Civil Society, On the Predicaments of European Socialism, the Prospects for Democracy, and the Problem of Controlling Social and Political Power, Verso, London - New York, 1987. Nous indiquerons ultérieurement l'apport de cet ouvrage à la problématique autogestionnaire.

¹⁸². Jean-Michel Besnier, Jean-Paul Thomas, Chronique des idées d'aujourd'hui, Éloge de la volonté, op., cit., 1987.

structures d'autorité dans les sphères non-gouvernementales. Concernant la socialisation politique en dehors de l'entreprise, l'auteure soutient:

...the evidence supports the arguments of Rousseau, Mill and Cole that we do learn to participate by participating and that feelings of political efficacy are more likely to be developed in a participatory environment ¹⁸³.

Ce dualisme des pouvoirs (société civile vs État) fait référence aux théories démocratiques de la participation car la question qui semble se poser au centre de ce rapport est: comment concevoir un cadre dans lequel la prise de décision concernant les affaires publiques soit effectuée par l'implication directe des citoyens? Voilà un questionnement relié au thème d'une théorie <<socialiste-autogestionnaire de la démocratie>>. Mais tel que l'indique Carole Pateman, cette lecture moderne des rapports entre la société civile et l'État s'inscrit en réalité dans la tradition des théories démocratiques <<classiques>>:

The major contribution to democratic theory of those "classical" theorists whom we have called the theorists of participatory democracy is to focus our attention on the interrelationship between

¹⁸³. Carole Pateman, Participation and Democratic Theory, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 105.

individuals and the authority structures of institutions within which they interact ¹⁸⁴.

D'autres auteurs modernes en sociologie politique réfléchissant sur la socialisation politique sont conscients de cette dimension interactive entre l'État et la société (la participation). David Held dans, Models of Democracy, (1987) s'inscrit dans cette perspective ¹⁸⁵. Il élabore un modèle démocratique alternatif basé sur la critique de la participation démocratique:

While I believe that the most defensible and attractive form of democracy is one in which citizens can participate in decision-making in a wide array of spheres (political, economic and social), I do not think any one existing model alone provides a satisfactory elucidation of the conditions, features or rationale of this democratic form ¹⁸⁶.

¹⁸⁴. Carole Pateman, op., cit., p. 103.

¹⁸⁵. Dans un ouvrage précédant, écrit conjointement avec Christopher Pollit, New Forms of Democracy, Sage, London, 1986, David Held soutient que cette <<nouvelle forme>> se caractérise par <<all those initiatives from below>> as well as new developments on formal political and policy agendas which seek to alter systematically the dominant form of contemporary democracy – that is, which seek to alter liberal or representative democracy by either increasing the *scope* or transforming the *methods* of democratic decision-making>> p. 7.

¹⁸⁶. David Held, Models of Democracy, Stanford, Stanford University Press, 1987, p. 8.

Held et Keane inscrivent leur perspective théorique (nouvelle forme démocratique d'autogestion) dans la recherche d'un compromis entre une démocratie de la participation, directe et une démocratie disons libérale, représentative. En effet, le modèle démocratique de Held consiste à rechercher dans les institutions une garantie d'autonomie et d'«*autogestion*» (self-determination) de tous-toutes dans la société:

"Autonomy" connotes the capacity of human beings to reason self-consciously, to self-reflective and to be self determining. It involves the ability to deliberate, judge, choose and act upon different possible courses of action in private as well as public life ¹⁸⁷.

Ceci implique fondamentalement une «*double démocratisation*»: de l'État (institutions politiques) et de la société civile ¹⁸⁸. Il semble que l'idée d'autogestion n'apparaît plus comme nouvelle figure du socialisme mais comme un modèle alternatif de démocratie. Held nomme ce modèle «*liberal socialism*» (p. 289) sous-entendant dans son fonctionnement un

¹⁸⁷. David Held, Models of Democracy, op., cit., p. 270.

¹⁸⁸. Cet argument fut développé conjointement par David Held et John Keane dans «*Socialisme and the Limits of State Action*» in J. Curran, The future of the left, Cambridge, Polity Press, pp. 170-181. Held précise que cette démarche de ré-évaluer la relation entre l'«*État*» et la «*société civile*» est influencée non seulement par différents penseurs à l'est et à l'ouest mais également par l'émergence de mouvements sociaux.

renforcement et élargissement de droits politiques, économiques et sociaux.

La question centrale posée par David Held est:

How can individuals be "free and equal", enjoy equal opportunities to participate in the determination of the framework which governs their lives, without surrendering important issues of individuals liberty and distributional questions to the uncertain outcomes of the democratic process? ¹⁸⁹.

L'idée de prise en charge par les gens de leurs propres affaires (idée propre à l'autogestion) est présente dans la réflexion de Held et de Keane.

Même si ces auteurs--es, Keane, Held et Pateman, n'analysent pas l'autogestion explicitement, il faut comprendre qu'il y a dans l'idée d'autogestion et dans les propositions théoriques de ces auteurs--es une même recherche alternative d'affirmation positive des pouvoirs populaires. Cette démarche s'insère globalement dans le rayonnement d'une théorie démocratique de la participation qui demeure, selon les propos de Carole Pateman, un projet en devenir:

The claim of the participatory theory of democracy that the necessary condition for the establishment of a democratic polity is a participatory society, is not a completely unrealistic one; whether or not the ideal of the earlier "classical" theorists on participatory

¹⁸⁹. David Held, Models of Democracy, op., cit., p. 264.

democracy can be realised remains very much an open and live questions ¹⁹⁰.

Il semble se produire un changement de perception au niveau du concept de démocratie à l'intérieur de la problématique autogestionnaire. Il semble que la démocratie ne prescrit plus un idéal mais elle décrit davantage une réalité. Cette réalité se caractérise principalement par une multiplication de revendications et d'expérimentations à teneur autogestionnaire recherchant une autonomie politique. C'est-à-dire, une telle démarche semble s'être délivrée de toute dépendance théorique et idéologique vis à vis les critères et les normes institués par la gauche. C'est d'ailleurs ce que constataient Alain Touraine et Michel Wieviorka à propos de la dissolution du mouvement ouvrier à titre d'unique sujet historique lorsqu'ils disent:

...pour la première fois dans la société qu'il faut nommer programmée et qui succèdent longuement aux sociétés industrielles les mouvements sociaux n'ont plus aucune raison d'être subordonnés à des forces politiques, intellectuelles ou morales extérieures à eux. Ils peuvent et doivent s'autogérer puisqu'ils mettent directement en cause les fins et non plus seulement les moyens de la production sociale ¹⁹¹.

¹⁹⁰. Carole Pateman, Participation and Democratic Theory, op., cit., p. 102.

¹⁹¹. Alain Touraine, Michel Wieviorka, <<Mouvement ouvrier et nouveaux mouvements sociaux>>, in <<Faire>>, Crise et avenir de la classe ouvrière, Paris, Seuil, 1979, p.59.

Cette nouvelle orientation du discours autogestionnaire (les mouvements sociaux doivent s'autogérer et non pas les partis politiques et syndicats professionnels qui <<doivent autogérer les mouvements sociaux>>) renferme l'idée d'une recherche d'un espace politique autonome et pluriel (le caractère du social divisé, hétérogène) en dehors des partis et syndicats existants: c'est l'idée de non-subordination et de recherche de voie alternative à la démocratie politique pour une redistribution du pouvoir économique et politique dans la société.

Comme nous pouvons le constater, les propositions autogestionnaires ont été défendues d'abord par l'entremise des conseils ouvriers ensuite par le biais de la politique professionnelle et maintenant dans un discours de promotion des droits sociaux. Il semble, à travers l'interprétation que ces derniers auteurs-es donnent à la démocratie (Keane, Held, Pateman), que l'intérêt soutenu à travers la problématique <<autogestionnaire>> n'est plus porté au niveau de la prise en charge directe de la gestion des entreprises. Cet intérêt n'est également plus intégré dans une politique de conquête du monopole d'expression des aspirations au changement social et de contrôle

des <<sommets>> de l'appareil d'État qui fut de façon caricaturale l'une des caractéristiques de l'<<Union de la Gauche>>. Cet intérêt est davantage défendu au niveau des rapports entre le social et le politique, entre l'État et la société, certains diront au niveau d'une délimitation entre l'État et la société civile car ce n'est plus l'État qui est le lieu privilégié de l'action politique, mais la société civile. Par contre, une réflexion sur la valorisation de la société civile ne doit pas conduire à appréhender de façon négative la question de l'État. Selon le programme à forte teneur autogestionnaire décrit par Keane, Held et Pateman la critique de l'État totalitaire et de l'État bureaucratique doit s'accompagner d'une réhabilitation de l'État de droit. Bref, l'idée d'autogestion aujourd'hui pose la question de réhabiliter, en même temps que la société civile, une société politique qui ne se confonde pas avec l'État. Cette relation entre la société civile et l'État est abordée de façon à affirmer la nécessité et la désirabilité d'une nette délimitation du champ de l'action d'État et l'expression de la sphère d'autonomie du social.

L'idée d'autogestion aujourd'hui, de prise en charge par les gens de leurs propres affaires (politiques, économiques et sociales), semble se situer

au carrefour de cette délimitation dans la recherche d'un environnement ou plus précisément d'une zone de convergence favorisant et soutenant la participation politique pour une (auto-) gestion du social ¹⁹². Au-delà même des rapports de double démocratisation de l'État et de/par la société civile et inverssement (Held 1987; Keane 1988, 1988a), il est plutôt question de multiples formes de médiation entre ces espaces (Lustiger-Thaler, 1989), de rapports dialectiques et d'interdépendance entre appropriation étatique et appropriation collective du tissu social (Maheu 1983, 1983a).

Appuyant cette dernière approche du politique, John Keane, tout en délaissant l'utilisation du mot autogestion, entreprend une réflexion dans cette recherche d'alternative d'exercice et de redistribution du pouvoir politique et économique dans la société en critiquant la démocratie libérale et la démocratie socialiste. Dans un autre ouvrage récent de John Keane,

¹⁹². Mise à part ces quelques auteurs anglo-saxons, Félix Guattari propose, malgré les limites de ses réflexions, un exemple intéressant de cette possible auto-gestion du social en élaborant son concept d'«*écologie social*» en indiquant: «*Un point programmatique primordial de l'époque sociale sera de faire transiter ces capitalistes de l'ère mass-médiatique vers une ère post-médiatique; j'entends par là une réappropriation des médias par une multitude de groupes-sujet, capables de les gérer dans une voie de resingularisation*». Cité dans *Les Trois Écologies*, op., cit., p. 61.

Democracy and Civil Society: On the Predicaments of European Socialism, the Prospects for Democracy, and the Problem of Controlling Social and Political Power, (1988) il y a cet effort de penser la participation dans le <<processus démocratique du socialisme>> (faisant référence ici aux régimes et gouvernements se disant socialistes) en rendant possible la constitution de centres de pouvoirs externes à l'égard de l'État. Selon l'auteur, l'argument principal à la base de cette articulation est le constat de l'échec de l'État-providence (ce qu'il nomme <<state-administrated socialism>>) et les organismes bureaucratiques dans leur tentative de répondre à certaines revendications sociales. Dans une description idéale-typique, Keane soutient que les sociétés capitalistes avancées sont construites sur un ordre bureaucratique qui a comme effet la désorganisation et la dépolitisation ce qui incite continuellement l'accroissement de sphères publiques en opposition. Afin de répondre à cette exigence, l'auteur redéfinit l'articulation entre socialisme et démocratie de la façon suivante:

I argue that the counterproductive identification of socialism with centralized state power can be shattered only if the term "socialism" is redefined in a radical way, so that it becomes a synonym for greater democracy –for a differentiated and pluralistic system of

power, wherein decisions of interest to collectivities of various sizes are made autonomously by all their members ¹⁹³.

Il y a dans ce discours un intérêt d'opérationnaliser le processus de légitimation des autonomies politiques en opposition à la concentration et la centralisation du pouvoir étatique. En ce sens, l'idée d'autogestion, à travers le discours d'un socialisme <<réformulé>> (entendu comme alternative de démocratie), devient une exigence de démocratie pour les groupes autonomes. Dans cette perspective décrite par Keane, l'hypothèse limite serait de reconnaître le socialisme autogestionnaire à partir d'une démocratisation du système capitaliste libéral existant ¹⁹⁴. En fait la question n'est pas si simple car articuler l'autogestion avec libéralisme exige

¹⁹³. John Keane, Democracy and civil society, London, Verso, 1988, p.3.

¹⁹⁴. Tel que mentionné au début de ce chapitre nous ne pouvons affirmer qu'aucun auteurs français ne se préoccupe de la problématique autogestionnaire dans les années 80 car cette approche combinée de l'idée autogestionnaire est soulignée par Raymond Bourdon et François Bourricaud dans leur esquisse d'une définition <<des programmes socialistes>>: <<Ce qui semble plus digne d'intérêt dans le <<noyau dur>> de la tradition socialiste, c'est l'instabilité de la combinaison entre l'idéal de décentralisation au profit de petites unités autogérées – disons l'élément proudhonien – et l'idéal de totalisation et de rationalisation bureaucratique. On peut se demander si l'un ou l'autre de ces idéaux, ou à plus forte raison un compromis entre les deux, est applicable au type d'économie que l'Occident a connu depuis de nombreux siècles>> in Dictionnaire critique de la sociologie, Paris, PUF, 1982. Malgré l'acuité de leur interrogation s'est

deux auteurs non pas consacrés d'ouvrages à cette problématique.

une réflexion critique de part et d'autre. Pour pensée l'autogestion aujourd'hui il faut reconnaître l'apport positif incarné dans la symbolique des droits de l'Homme (l'élément de Lefort). Pour la pensée libérale il faut reconnaître l'exigence d'égalité du pluralisme social (l'élément de Keane, de Held et de Pateman). Tel que l'exprime Lucien Sfez:

Décentralisation pour les uns, participation pour les autres, ou encore autogestion, peu importent les mots. La chose est la même et les obstacles identiques: on a beau décentraliser, <<ça>> recentralise toujours quelque part. La faute à qui, à quoi? Au socialisme, au communisme, aux structures centralisées de l'État libéral? L'autogestion est-t-elle compatible avec la stratégie communiste? Est-elle même compatible avec le système libéral, et à quelles conditions? Répondre à ces questions, c'est déterminer la nouveauté du projet autogestionnaire. On s'apercevra alors que si *du point de vue des liberté politiques*, l'autogestion n'est pleinement compatible qu'avec la société libérale, *du point de vue social* le libéralisme s'accouple mal avec l'autogestion. La convergence de l'autogestion et du libéralisme suppose à la fois plus de liberté politique dans l'autogestion et plus d'égalité dans le libéralisme ¹⁹⁵.

La cohérence de cette articulation signifie, entre autre, que sur le plan des libertés politiques, les pratiques autogestionnaires sont nécessairement liées au système pluraliste, au pluralisme des sujets. Il semble que Lucien Sfez

¹⁹⁵. Lucien Sfez, <<Autogestion en société libérale>> in *Contre point*, op., cit., p. 48.

cherche à actualiser la pensée et la société libérale, bref <<la prendre au mot pour l'améliorer>>.

Si nous nous résumons, l'idée d'autogestion dans la décennie 80 cherche à délimiter un espace de convergence favorisant la participation politique à la gestion du social. Lorsqu'elle délaisse la conception purement <<politique>> de démocratisation cette idée est moins utopiste et plus réaliste que celle mise de l'avant au cours de la décennie 70. Selon Keane, la démocratie socialiste et, j'ajouterais <<autogestionnaire>>, doit être comprise comme système de pouvoir différencié et pluriel afin que tous et toutes puissent participer de façon autonome aux prises de décisions qui les concernent. Projet, rappelons-le, qui demeure d'actualité selon les propos de Carole Pateman. L'idée d'autogestion aujourd'hui c'est aussi ce projet visionnaire décrit par Chantal Mouffe:

Une société où existe non seulement une réelle participation de tous les individus à toutes les décisions qui concernent l'organisation de la vie sociale mais aussi une réelle égalité entre tous les êtres humains indépendamment de leur sexe, race ou orientation sexuelle, voilà en effet le projet de société qui se dégage de l'articulation des luttes des nouveaux mouvements sociaux à celles de la classe ouvrière. Il ne s'agit pas là d'un après-socialisme mais d'un *autre*

socialisme, c'est-à-dire de la construction d'une société autonome et autogérée ¹⁹⁶.

Donc, la démarche d'autogestion aujourd'hui semble impliquer une requête de participation politique à la gestion du social: les discours autogestionnaires, cette idée d'une conception alternative d'exercice et de redistribution du pouvoir politique et économique dans la société semble se définir dans cette période des années 1980 comme démarche politique d'une gestion du social (gestion des conflits). C'est-à-dire que la dimension polymorphe de l'autogestion, caractérisée par cette socialisation de la revendication à tenure autogestionnaire dans une diversification des champs d'application, engendre une exigence politique diversifiée de participation au pouvoir. Car c'est bien l'hétérogénéité du social qui se constitue au niveau du politique, endroit où s'articule les différents rapports sociaux. C'est une démarche qui se caractérise par la revendication de droits sociaux qui répondent à des problèmes particuliers. Donc, cette démarche politique d'une gestion du social signifie la reconnaissance effective de la pluralité du pouvoir social autonome qui participe activement au <<développement>> de

¹⁹⁶. Chantal Mouffe, <<Socialisme, démocratie et nouveaux mouvements sociaux>>, op., cit., p. 156.

la société (le projet et le programme politique de la gauche en France ne se sont pas réalisés n'appliquant pas, pour ainsi dire, leurs principes de décentralisation politique). C'est l'idée de la <<société qui se travaille sur elle-même>>. Bref, en principe, en démocratie politique, la source de la souveraineté est reconnue dans la société (l'idée du peuple souverain dans la démocratie représentative), l'autogestion politique cherche à conférer à cette société la réalisation effective de cette souveraineté.

Cette sollicitation peut-être comprise aussi dans une perspective de politisation de l'exercice du pouvoir social et ce, dans un rapport de réciprocité-complémentarité de la démocratie représentative et de la démocratie directe (penser le politique sous sa double configuration soit sous la forme et le contenu de la démocratie). C'est bien cette idée de politisation des revendications qui caractérise la nouveauté dans l'émergence des nouveaux mouvements sociaux comme la remarque Chantal Mouffe:

C'est la diffusion de la conflictualité sociale à d'autres domaines et la politisation de tous les rapports sociaux ¹⁹⁷.

¹⁹⁷. Chantal Mouffe, <<Socialisme, démocratie et nouveaux mouvements sociaux>>, op., cit., p. 151.

L'idée d'autogestion aujourd'hui semble devoir combiner deux approches pour s'affirmer de façon positive soit par la libre association d'individus égaux, qui assure la reproduction sociale et économique (démocratie directe) et ceci à l'intérieur d'un système politique libéral fondé sur une égalité fondamentale (démocratie formelle). Par contre, cette approche ne conçoit pas le changement social exclusivement par la législation, il se fait par la conquête concrète de pouvoirs, sur les endroits où se vivent les différents problèmes. Ici la législation doit être un support car elle n'est pas la forme adéquate aux problèmes qui se posent partout. En ce sens, un programme de gouvernement, quel qu'il soit, est nécessairement limité.

Enfin, le discours <<autogestionnaire>> aujourd'hui (voir l'exemple anglo-saxon) semble porter une réflexion sur le politique en interrogeant l'articulation des rapports sociaux entre l'hétérogénéité du social et l'État. Mais cette articulation se maintient selon Lefort dans <<la dissolution des repères de la certitude>>, elle est donc constamment vouée à se définir. En ce sens, le discours <<autogestionnaire>> des années 1980 porte une réflexion sur le politique qui est importante qui mérite donc attention.

CONCLUSION

Pour terminer, nous tenterons très brièvement de revenir sur ce qui fait le fondement de notre analyse, le fil directeur qui devrait nous permettre d'en rappeler les moments essentiels.

Les discours autogestionnaires se sont toujours inscrits à titre d'alternative aux systèmes politico-économiques <<dominants>> (capitalisme) et <<dominateurs>> (socialisme). Ils avaient une même préoccupation de fond tout en étant défendu à partir de stratégies différentes selon les conjonctures. Durant la période d'émergence, les discours autogestionnaires fustigient la démocratie formelle bourgeoise dans le système capitaliste et, (à la source de ses préoccupations), s'affirmaient comme négation du stalinisme. Dans les deux cas le discours autogestionnaire se voulait une critique du bureaucratisme. C'est alors qu'il tente de se définir comme alternative à la politique économique du socialisme. L'entreprise fut le lieu de prédilection pour réaliser cet objectif de gestion décentralisée de l'économie. Disons qu'avant les années 1970 les

discours des intellectuels critiques défendent davantage une vision sociologique de l'autogestion. Cette vision implique que c'est l'économie qui s'empare des sphères autogestionnaires. Mais cette perspective restrictive du projet autogestionnaire s'avère incompatible avec l'ascension d'une pluralité de revendications se situant en dehors de l'usine.

Pendant la période d'élargissement du discours autogestionnaire la préoccupation demeure la même mais elle est formulée différemment: la reconnaissance des difficultés des modèles de gestions capitaliste et socialiste existant et, l'effondrement de la classe ouvrière perçue comme l'unique sujet historique, engendre l'élaboration d'un autre modèle de changement social. Pour réaliser cet objectif les discours autogestionnaires solliciteront les <<instances politiques>> car, le terme est dorénavant devenu très populaire, il fait le jeu et l'enjeu de la course aux élections. Il y a essentiellement deux sens à cette sollicitation. Primo, il y a formation de discours autogestionnaires qui s'emploient à définir l'autogestion comme théorie politique nouvelle dépassant le libéralisme classique et le socialisme étatique. Secondo, les partis politiques et syndicats professionnels

s'emparent de l'idée, la défendent, <<la polémiquent>>, la critiquent mais ne l'appliquent pas. Pour le premier de ces sens, il y a dans ces discours une attitude favorable envers certains principes du libéralisme tel que la réduction du pouvoir de l'État et la reconnaissance de la souveraineté de la société civile (discours fortement défendu en 1977 par Rosanvallon entre autres). Les stratégies démocratiques d'appropriation des moyens de pouvoir ne passent plus nécessairement par l'occupation démocratique de l'entreprise mais seront défendues et appliquées au niveau d'un ensemble de mouvements et de groupes de contestations diverses par la création de sphères publiques ou par la constitution de centres de pouvoir externes à l'égard de l'État. Ces stratégies s'élaboreront tout en reconnaissant, encore une fois, une certaine valeur positive à l'égard de la démocratie libérale, telle la possibilité de défendre et de pouvoir reconnaître des droits sociaux dans une revendication de décentralisation du pouvoir décisionnel. C'est un libéralisme des <<pouvoirs intermédiaires>> qui est recherché (perspective autogestionnaire de Rosanvallon des années 1970). C'est-à-dire que la réforme de l'idéologie et de la mise en application du socialisme passe par l'acceptation de certains fondements du libéralisme.

Enfin dans un troisième temps les discours proprement dits autogestionnaires, entendus comme programme politique d'autogestion s'évanouiront progressivement. Certains auteurs anglo-saxons proposeront une alternative à l'échec de cet aspect programmatique de l'idée d'autogestion de la gauche en France. Ces discours portent une réflexion sur la démocratie dans une démarche <<critique>> de la démocratie libérale et de la démocratie socialiste et proposent un modèle alternatif de démocratie (Held) à forte teneur autogestionnaire. Cette approche de l'autogestion cherche à favoriser la reconnaissance des droits sociaux des groupes de contestations autonomes comme démarche politique de gestion du social et des conflits. Il y a un pouvoir social qui tente de se faire reconnaître. Pour obtenir cette reconnaissance, les différents groupes qui recherchent à affirmer leur pouvoir social se <<politisent>>. C'est-à-dire qu'ils revendiquent des droits sociaux (démocratie réelle) de façon autonome, sans avoir nécessairement recours à des partis politiques ou syndicats professionnels et ils ne laissent plus à l'État la mise en oeuvre de leurs droits sociaux sans interroger son pouvoir (l'État-Providence reconnaissait certains

droits sociaux mais ce faisait le grand défenseur de leur mise en oeuvre). En dernière analyse, ces mouvements sociaux participent à une forme <<d'autogestion du social>> et d'élargissement de la démocratie. Cela représente une forme alternative d'exercice et de redistribution du pouvoir politique dans la société, donc, d'autogestion.

Bref, avant les années 1970 il y avait, à travers les discours critiques, une vision sociologique de l'autogestion ensuite cette vision fut davantage politique. Mais la vision politique n'exclut pas le social. Cette vision politique de l'autogestion soutient qu'il faut créer des espaces d'autonomies pour que la société civile puisse s'affirmer positivement. Ainsi, d'une représentation sociologique de l'autogestion qui agit sur la société civile, la <<société réelle>>, doit être combinée une représentation politique de l'autogestion qui agit sur la société démocratique. Ce qui est, en fait, alors visé derrière l'utilisation du terme de société civile, c'est surtout l'idée d'autonomie sociale, la dimension philosophique, si l'on veut, de la référence autogestionnaire. Jacques Guigou souligne succinctement la portée actuelle de cette visé:

Dans ce moment de la particularité de l'autogestion, des activités, des oppositions, des errances, des oeuvres se manifestent qui réconcilient leurs auteurs avec le réel de l'autogestion pour l'époque qui vient. Parce qu'ils désorientent l'ancienne théorie de l'autogestion telle qu'elle a été produite par son époque <<d'activité pure>>, les mouvements critiques de cette nouvelle unification historique de l'autogestion–devenant–autre, affirment la réalité singulièrement générique de l'époque qui commence. L'activité de la pensée critique nous donne pour tâche de déceler, en tant que virtualités, ces dispositions qui s'opposent au solipsisme autogestionnaire pour accéder à ce qui est ici nommé l'autogestion poïétique ¹⁹⁸.

Aujourd'hui en 1992 et tel que nous l'avons indiqué en prologue à ce travail le terme autogestion proprement dit a effectivement un intérêt de moindre envergure par rapport aux années 1970. Mais cela n'implique pas nécessairement que l'idée d'autogestion n'ait plus aucune signification.

Devant les vents de démocratisation politique qui soufflent à l'est comme au sud émergent des dynamismes internes. Depuis le milieu des années 1980 nous assistons un peu partout dans le monde ¹⁹⁹, suite à

¹⁹⁸. Jacques Guigou, <<Le solipsisme autogestionnaire ou l'égogestion généralisée>> in L'autonomie sociale aujourd'hui, C.E.P.S., C.R.É.A., Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1985, p. 599.

¹⁹⁹. Gorbatchev lui-même s'écriait le 7 décembre 1988 devant les Nations unies: <<Le monde entier est en train de se démocratiser>>.

l'effondrement du communisme comme régime politique et comme idéologie théorique dans les pays du bloc de l'est, <<à l'amorce d'un regain démocratique>>²⁰⁰. D'abord le tiers-monde, ensuite le monde communiste réclament la démocratie politique et l'économie de marché, c'est-à-dire: le libéralisme économique, les libertés individuelles et les droits de l'Homme. L'on soupçonne qu'il existe un lien entre la démocratie politique et le développement économique par l'économie de marché. Tel que le souligne Jean-François Revel:

Saisir un fil conducteur (celui du libéralisme) ne signifie pas atteindre le but, certes. Mais c'était vers la démocratie politique et l'économie de marché que tous, désormais, se tournaient sans honte²⁰¹.

Certes Jean-François Revel n'est pas autogestionnaire mais son discours souligne clairement ce regain contemporain par rapport aux idées de la démocratie politique et l'économie de marché ce qui nous porte à entretenir une réflexion sur cet aspect limitatif du politique. Car une valorisation <<unilatérale>> et par conséquent une mise en application de cet unique paradigme du politique institutionnel comme <<fil conducteur de tous les

²⁰⁰. Selon l'expression de Jean-François Revel, Le Regain Démocratique, Paris, Fayard, 1992.

²⁰¹. Jean-François Revel, Le Regain Démocratique, op., cit., p. 205.

gouvernements du monde>> sera-t-il reconnaître de façon positive les différentes sensibilités populaires? C'est-à-dire le pluralisme social et l'autonomie du social qui l'accompagne. Nous croyons que l'idée d'autogestion est au centre de ce questionnement. Car fondamentalement l'idée d'autogestion traduit un désir de prise en charge par les gens de leurs propres affaires. Elle implique également l'affirmation de l'aptitude des gens à s'organiser collectivement dans les diverses institutions sociales et politiques (voir ce caractère politique de l'auto-institution du social). En général, il semble que ces vents de démocratisation politique soufflent dans cette direction car la démocratie, c'est essentiellement le *self-government*, le fait de se gouverner soi-même. Par contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être reconnu non seulement vis-à-vis de l'étranger, mais encore vis-à-vis de leur propre État. Tel que l'a formulé Jean-François Revel:

Le principe de la pleine indépendance de l'État-nation ne pourra pas rester éternellement séparé d'un autre principe: celui de la légitimité de la possession de cet État ²⁰².

²⁰². Jean-François Revel, Le Regain Démocratique, op., cit., p. 471.

Il poursuit dans son analyse en indiquant que pour être valide ces deux principes doivent se subordonner réciproquement. La question est de savoir comment construire ces deux légitimités? L'une se compose par rapport à l'extérieur de l'État-nation: c'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que l'on retrouve par exemple derrière le principe d'indépendance vis-à-vis les autres gouvernements légitimes. L'autre se produit par rapport à l'intérieur de ce même État-nation: c'est le droit des peuples à la démocratie.

Cela dit, dans une perspective autogestionnaire aujourd'hui la légitimité démocratique, qui s'avère une légitimité idéale, doit savoir arrimer l'un à l'autre, de manières différentes, variées, relativement originales selon les conjonctures politiques concrètes, le politique institutionnel au politique non-institutionnel. Voilà, pensons-nous, l'une des prémisses nécessaire pour un possible <<autogestionnaire>> dans le monde contemporain. Ainsi, selon la problématique qui nous concerne il y a en filigrane de ce dernier paradigme du politique une interrogation, une réflexion qui fut saisie avec

grande acuité par Louis Maheu dans un texte limpide ²⁰³. Selon Maheu cette réflexion concerne <<le refus appréhendé du politique de la part des mouvements sociaux. Refus appréhendé plus particulièrement du politique institutionnel, de la légitimité du politique s'inscrivant dans des institutions politiques, refus appréhendé de ce politique où se cristallise tout particulièrement l'État>>. Il s'agit de concevoir une définition synthétique de l'autogestion. Car, les revendications politiques de la société civile, exigeant plus de transparence de ceux qui les gouvernent impliquent par cette dynamique du politique institutionnel une certaine prise en charge des acteurs sociaux à partir des problèmes concrets qui les concernent dans une optique des pratiques émancipatoires de base ²⁰⁴. Ces expérimentations

²⁰³. <<Mouvements sociaux et politiques, Les enjeux d'une articulation entre grandes problématiques du politique>> in Les formes modernes de la démocratie sous la direction de Gérard Boismenu, Pierre Hamel, Georges Labica, Montréal, L'Harmattan, 1992, pp. 201-224.

²⁰⁴. Adopter une telle optique conduit nécessairement à *inventer* d'autres modes d'action collective et de nouvelles approches de la politique, dont on voit se dessiner, je crois quelques contours encore incertains et qui méritent certainement une attention dans ce qu'on qualifie de <<nouveaux mouvements sociaux>>. On peut relever dans et autour de ces mouvements certains éléments qui indiquent que l'autogestion n'est pas seulement pour eux un mot d'ordre ou une penacée idéologique mais aussi et surtout une pratique quotidienne à travers laquelle se manifestent des manières différentes <<d'être ensemble de lutter, de vivre>>. Concernant ce dernier point nous renvoyons le lecteur à l'article de C. Journès, <<Les idées politiques du mouvement écologique>>

(sociales et politiques) de la base témoignent que les thèmes autogestionnaires, qui se retrouvent souvent, explicitement ou non, dans ces manifestations, ont des résonances politiques importantes. Il s'agit maintenant de poursuivre la réflexion dans cette direction.

in Revue française de science politique, Vol. 29, No. 2, avril 1979, pp. 230-254. et également les remarques pertinentes présentées dans le livre de J.-P. Missika et D. Wolton, L'illusion écologique, Paris, Seuil, 1980.

BIBLIOGRAPHIE**Ouvrages cités**

- Avron, H., (1980) L'autogestion, Paris, PUF.
- Bancal, Jean, (1970) Proudhon, pluralisme et autogestion, Paris, Aubier, Montaigne, 2 vol.
- Baynac, Jacques, (1979) Les socialistes révolutionnaires, Paris, Lafont, (coll. Les hommes et l'histoire).
- Bergounioux, Alain, Manin, Bernard, (1979) La sociale-démocratie ou le compromis, Paris, PUF.
- Besnier, Jean-Michel, Jean-Paul Thomas, (1987) Chronique des idées d'aujourd'hui, Paris, PUF.
- Bloch-Lainé, François, (1963) Pour une réforme de l'entreprise, Paris, PUF.
- Bouglé, M.C., Moysset, M., (1926) Proudhon - de la célébration du dimanche. Ou'est ce que la propriété, Paris, Éd. Rivière.
- Bourdet, Yvon, (1970) La délivrance de Prométhée pour une théorie politique de l'autogestion, Paris, Éd. Anthropos.
- , (1974) Pour l'autogestion, Paris, Anthropos, (rééd. 1977).
- , (1978) Autogestion, programme peu commun de la gauche, Cause Commune, 10\18, Paris, Christian Bourgois.
- Branchiard, Michel, (1975) Gestion socialiste des entreprises, Paris, Éd. Ouvrières.

- Braud, Philippe, Burdeau, François, (1983) Histoire des idées politiques depuis la Révolution, Paris, Collection Université Nouvelle.
- Brault, Jacques, (1975) Droits des salariés et autogestions, des propositions concrètes, préf. d'A. Savary, Paris, Téma.
- Carré, Daniel, Lemoigne, Jean-Louis, (1977) Auto-organisation de l'entreprise, cinquante propositions pour l'autogestion, préf. de M. Rocard, Paris, Éd. d'organisation.
- Castoriadis, Cornelius, (1979) Le contenu du socialisme, Paris, U.G.E. 10/18.
- CFDT, (1971) Les documents pour comprendre l'évolution de la C.F.D.T., Paris, Seuil/Politique.
- , (1970) Rapport d'orientation du 35e Congrès confédéral de la C.F.D.T., Perspectives et Stratégies, Issy-les-Moulineaux, 6-10 mai.
- Chauvey, Daniel, (1970) Autogestion, Paris, Éd. du Seuil.
- Chevènement, Jean-Pierre, (1974) Le vieux, la crise et le neuf, Paris, Flammarion.
- Colas, Dominique, Le léninisme, philosophie et sociologie politique du léninisme, Paris, PUF, 1982.
- , (1992) La pensée politique, Paris, Larousse.
- Colletti, L., (1984) Le déclin du marxisme, Paris, PUF.
- Collonges Yann, Randal Pierre-Georges, (1976) Les autoréductions, grèves d'usagers et lutte de classe en France et en Italie (1972-1976), Paris, Chr. Bourgeois.

- Damette, F., J., Scheibling, (1979) Pour une stratégie autogestionnaire, Paris, Éd. sociales.
- Deleuze, Gilles, Félix Guattari, (1972) L'anti-oedipe, capitalisme et schizophrénie, Paris, Éd. de Minuit.
- , (1975) Kafka, pour une littérature mineure, Paris, Éd. de Minuit.
- Donzelot, Jacques, (1984) L'invention du social, essai sur le déclin des passions politiques, Paris, Fayard.
- Dumas, A., et Daures N., (1977) Théorie économique de l'autogestion, Centre d'Étude de la Coopération et de l'Autogestion, Bibliographie, Bruxelles, Éd. du Faubourg.
- Dumas, André, La bibliographie générale sur l'autogestion, (Français et Anglais), 1968–1982, Centre d'Études de la Coopération et de l'Autogestion, Bruxelles.
- Faivret, J.-P., J.-L. Missika et D. Wolton, (1980) L'illusion écologique, Paris, Seuil.
- Ferry, Luc, (1992) Le nouvel ordre écologique, l'arbre, l'animal et l'homme, Paris, Grasset.
- Foucault, Michel, (1971) L'ordre du discours, Paris, Gallimard.
- Gerstlé, J., (1978) Le langage des socialistes, Paris, Stanké.
- Gombin, Richard, (1970) Les origines du gauchisme, Paris, Seuil.
- Gorz, André, (1969) Réforme et révolution, Paris, Seuil.
- Guattari, Félix, (1989) Les trois écologies, Paris, Galilée.
- Guérin, Daniel, (1978) Proudhon: oui et non, Paris, Gallimard.

- , (1967) Proudhon et l'autogestion ouvrière, Bruxelles Éd. de l'Institut de sociologie, Université libre de Bruxelles.
- Guillerm, Alain, Bourdet Yvon, (1975) Clefs pour l'autogestion, Paris, Éd. Segher.
- Guillerm, Alain, (1979) L'autogestion généralisée, Paris, Éd. Bourgeois.
- Guiol, Patrick, (1985) L'impasse sociale du gaullisme: le RPF et l'Action ouvrière, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Habermas, Jürgen, (1989) Structural Changes of the Public Sphere, Cambridge, MIT Press.
- Hauptman, Pierre, (1982) Pierre-Joseph Proudhon sa vie et sa pensée (1809-1849), Paris, Bibliothèque des Archives Philosophique, Beauchesne.
- Held, David, (1987) Models of Democracy, Standford, Standford University Press.
- Juliard, Jacques, Maire, Edmond, (1975) La C.F.D.T. d'aujourd'hui, Paris, Seuil.
- Keane, John, (1988) Democracy and Civil Society, London, Verso, NLB.
- , (1988a) Civil Society and the State, New European Perspectives, Londres, Verso.
- , (1984) Contradictions of the Welfare State, London, Hutchinson.
- L'Autogestion? (1976) États généraux pour l'autogestion socialiste, juillet 1976, Paris, Syros.

- Lafont, Robert, (1976) Autonomie de la région à l'autogestion, Paris, Gallimard.
- Langlois, L., (1976) Défense et actualité de Proudhon, Paris, P.B. Payot.
- Lapassade, Georges, (1971) L'autogestion pédagogique, Paris, Gauthier-Villars.
- Laville, J.L., Tadie, S., Drakulic, S. et autres, (1981) Les habits neufs du président Tito, Paris, Éd. Privat.
- Lefebvre, Henri, (1965) La proclamation de la commune, Paris, Gallimard.
- , (1968) Le droit à la ville, Paris, Éd. Anthropos.
- Lefort, Claude, (1981) L'invention démocratique, Paris, Fayard.
- , (1986) Essais sur le politique, Paris, Seuil.
- Lejeune, Émile, (1974) L'autogestion?, Verviers, Marabout.
- Levinson, Charles, (1975) La démocratie industrielle, Paris, Seuil.
- Lourau, René, (1970) L'analyseur-Lip, Paris, U.G.E. 10/18.
- Maire, Edmond, (1976) Demain l'autogestion, Paris, Seghers.
- Marcuse, H. (1968) L'Homme unidimensionnel, Paris, Éd. de Minuit.
- Marx, Karl, Manifeste Communiste, Paris, Pléiade.
- , Oeuvres, Économie, tome 1, Paris, Seuil.
- Meister, Albert, (1970) Où va l'autogestion yougoslave ?, Paris, Éd. Anthropos.

- Missika, J.-P., Wolton, D., (1980) L'illusion écologique, Paris, Seuil.
- Mothé-Gautrat, Daniel, (1986) Pour une nouvelle culture de l'entreprise, Paris, La Découverte.
- Parti Socialiste, (1974) Pour le socialisme, livre des Assises du socialisme, Paris, Stock-2.
- Pateman, Carol, (1987) Participation and Democratic Theory, Cambridge, Cambridge University Press.
- Petitfils, Jean-Claude, (1977) Le Gaullisme, Paris, PUF.
- Proudhon, Pierre-Joseph, (1926) Idée générale de la révolution au XIXe siècle, Paris, Éd. Rivière, (1851).
- , 1er Mémoire (1839), IIIe Mémoire (1841).
- , (1983) Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère, Collection Anarchiste, (1847).
- , (1924) La capacité politique des classes ouvrières, Paris, Rivière, (1848).
- Ragon, Michel, (1977) L'architecte, le prince et la démocratie, Paris, Albin Michel.
- Rancière, Jacques, (1981) La nuit des prolétaires, Paris, Fayard.
- Revel, Jean-François, (1992) Le regain démocratique, Paris, Fayard.
- Rosanvallon, Pierre, (1976) L'âge de l'autogestion ou la politique au poste de commandement, Paris, Éd. Seuil.
- , (1985) Le moment Guizot, Paris, Gallimard.

- , (1988) <<Malaise de la représentation>>, in La République du Centre, Paris, Calmann-Lévy.
- , (1988) La question syndicale, Histoire et avenir d'une forme sociale, Paris, Calmann-Lévy.
- Rosanvallon, Pierre, Viveret, Patrick, (1977) Pour une nouvelle culture politique, Paris, Éd. Seuil.
- Sfez, Lucien, (1978) L'enfer et le paradis, Paris, PUF.
- Socialisme et Entreprise, (1975) Les entreprises et la gauche, préf. F. Mitterand, Paris, Éd. Seuil.
- Touraine, Alain, (1969) Le communisme utopique, Paris, Éd. Seuil.
- , (1971) La production de l'histoire, Paris, Éd. Seuil.
- Van, Parijs, (1991) Qu'est ce qu'une société juste ?, Paris, Éd. Seuil.

Ouvrages de référence cités

(1989) Dictionnaire de la pensée politique, Hommes et Idées, Collection J. Brémond, Paris, Hatier.

(1986) Le Dictionnaire encyclopédique Larousse, Paris, Larousse.

(1982) Dictionnaire critique de la Sociologie, Paris, PUF, sous la direction de Bourdon, Raymond, Bourricaud, François.

(1978) <<Autogestion et coopération: bibliographie>> in Annales de l'économie publique, sociale et coopérative, 66e année, No 2, avril-juin, pp. 147-219.

(1972) Le Petit Robert, Paris, Larousse.

(1970) Le Dictionnaire du Mouvement Ouvrier, Paris, Éd. Universitaires.

Articles cités

Balibar, Etienne, (1986) <<Crise des formes politiques et mouvements sociaux>> in La gauche, le pouvoir et le socialisme, C. Buci-Glucksman, Paris, PUF, pp. 98-108.

Bancal, Jean, (1968) <<Proudhon: une sociologie de l'autogestion>> in Autogestion, Nos. 5-6, p. 149.

Bergheaud, P., Tripier P., (1981) <<Les tensions paradigmatiques, noyau de l'espace matriciel en sciences humaines>> in Critique régionale. Cahiers de sociologie et d'économie régionale, No. 6.

Bourdet, Yvon, (1966-67) <<Autogestion et démocratie>> in Autogestion, 1-4, pp. 45-64.

———, (1969-70) <<Les conditions de possibilités de l'autogestion>> in Autogestion, 9-14, pp. 59-88.

———, (1971) Autogestion et Socialisme, No 15, mars, pp. 83-112.

———, (1975) <<Autogérer "par en haut" ou "par en bas">> in Autogestion et Socialisme, Nos. 30-31.

Branciard, M., (1980) <<Du socialisme démocratique au socialisme autogestionnaire>> in CEDT Aujourd'hui, No. 41, janvier-février, pp. 3-18.

Castoriadis Cornelius (1949/1957) (Alias Chaulieu, Alias Cadran) in Socialisme ou Barbarie, No. 1, mars-avril; No. 9, avril-mai; No. 22, juillet-septembre.

Corpet, Olivier, (1977) <<Bibliographie de l'autogestion>>, in Yvon Bourdet, Alain Guillerm, Clefs pour l'autogestion, Paris, Éd. Seghers, pp. 267-285.

———, (1978) <<Sur l'Autogestion: Commentaires Bibliographiques>> in Oui à peur de l'autogestion, Paris, Seuil, pp. 393-436.

Chapuis, R., (1980) <<L'autogestion a-t-elle un avenir politique?>> in Autogestions, No. 1, février, pp. 33-40.

Cohen, J., (1982) <<Between Crisis - management and Social Movement: The Place of Institutional Reforms>> in Telos, 51, pp. 22-40.

Corpet, Olivier, (1979) <<Autogestion et rationalisme - raisons instituantés et raisons instituées>> in Raison présente, No. 49, janvier-mars, pp. 33-47.

Feher, F., Heller, A., (1984) <<From Red to Green>> in Telos, 59, pp. 5-19.

Gauchet, Marcel, (1980) <<Les droits de l'homme ne sont pas une politique>> in Le débat, juillet-août, pp. 5-21.

Guigou, Jacques, (1985) <<Le solipsisme autogestionnaire ou l'égogestion généralisée>> in L'autonomie sociale aujourd'hui, C.E.P.S., C.R.E.A., Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, pp. 594-603.

Habermas, Jürgen, (1989) <<The Public Sphere: An Encyclopedic Article>> in Stephen Eric Bronner, Douglas MacKay Kellner (éd.), Critical Theory and A Reader Society, Routledge, New York, London, pp. 136-142.

Harmel, Claude, (1979) Est et Ouest, 1er-30 septembre, p. 1-2.

Held, D., Keane, J., (1984) <<Socialisme and the Limits of State Action>>, in J. Curran (éd.), The Future of the Left, Cambridge, Polity Press.

Hymes, D., (1974) <<Traditions and paradigms>> in Traditions and Paradigms, Studies in the History of Linguistics, Bloomington, Indiana University Press.

Journès, C., (1979) <<Les idées politiques du mouvement écologique>> in Revue française de science politique, Vol. 29, No. 2, avril, pp. 230–254.

Lefebvre, Henri, (1966) <<Problèmes théoriques de l'autogestion>> in Autogestion, No 1, décembre pp. 59–70.

Lustiger–Thaler, H., (1989) <<State and Civil Society Contrepoints: variations on a Theme>> in Canadian Journal of Political and Social Theory, automne.

Maheu L. (1983), <<Les mouvements de base et la lutte contre l'appropriation étatique du tissu social>> in Sociologie et sociétés, Volume 15, No. 1.

Maheu L. (1983a), <<Crise sociale, mouvements sociaux et pratiques du changement social>> in Politique, No. 4.

Maheu, L. (1992), <<Mouvements sociaux et politiques>> in Gérard Boismenu, Pierre Hamel, Georges Labica, Les formes modernes de la démocratie, Montréal, L'Harmattan, pp. 201–224.

Martinet, Gilles, (1986), <<Pour une définition de nouveaux objectifs>>, in Autogestions, No. 3, pp. 55–67.

Mouffe, Chantal (1986), <<Socialisme, démocratie et nouveaux mouvements sociaux>> in La gauche le pouvoir et le socialisme, C. Buci–Glucksman, PUF, pp. 147–156.

Proudhon, lettre à Marx du 17 mai 1846 in Proudhon, Philosophie de la misère, Collection Anarchiste, tome III, p. 324.

Rosanvallon, Pierre (1986) <<Mais où est donc passé l'autogestion>> in Passé–Présent, No. 4, 1986, pp. 186–195.

Spez, Lucien, (1978) <<Autogestion en société libéral>> in Contre Point, No 28, pp. 47–58.

Touraine, Alain, Michel Wieviorka (1979) <<Mouvement ouvrier et nouveaux mouvements sociaux>> in <<Faire>>, Crise et avenir de la classe ouvrière, Paris, Seuil, pp. 59-65.